



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

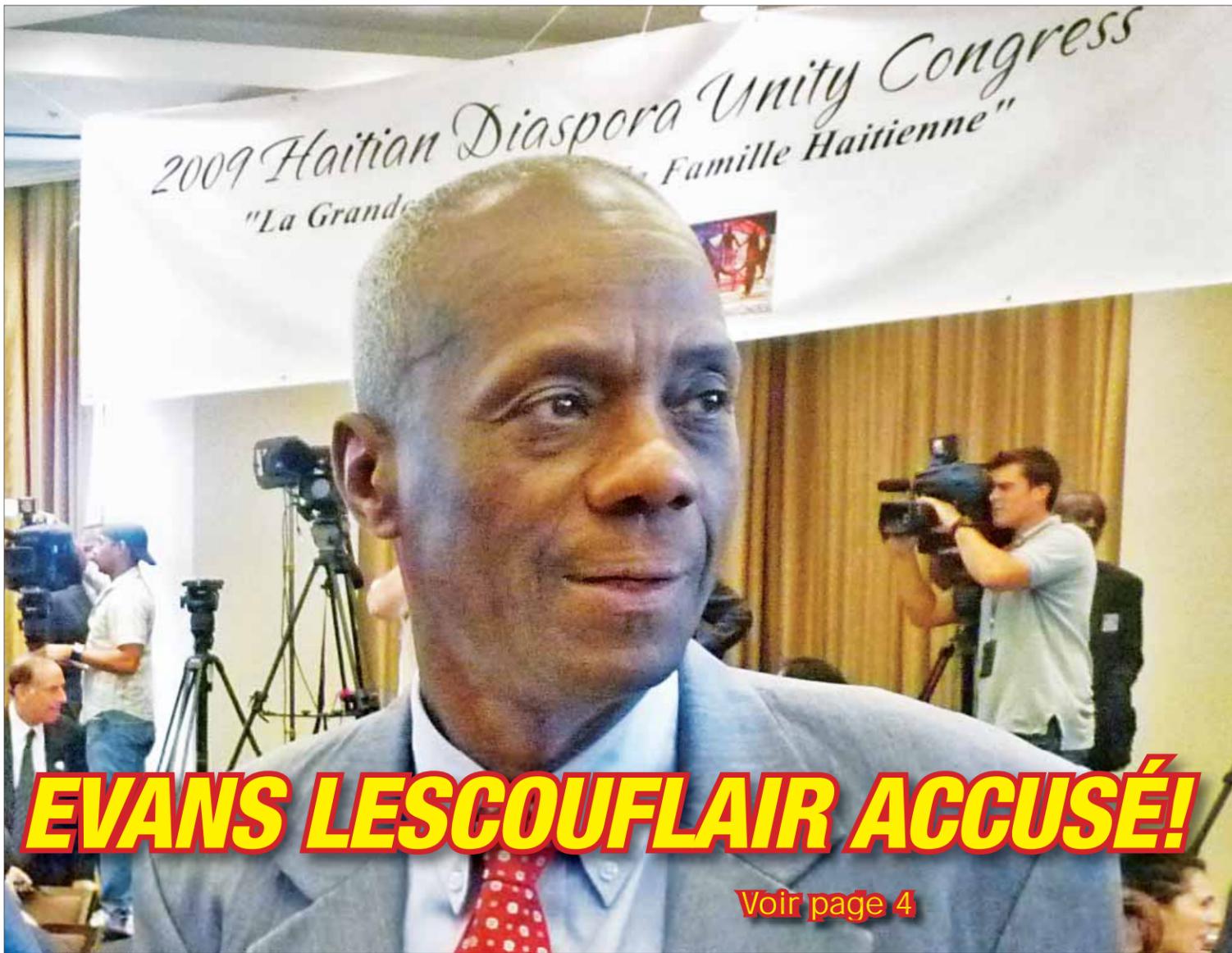
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Defeksyon nan Pati popilè nasyonal

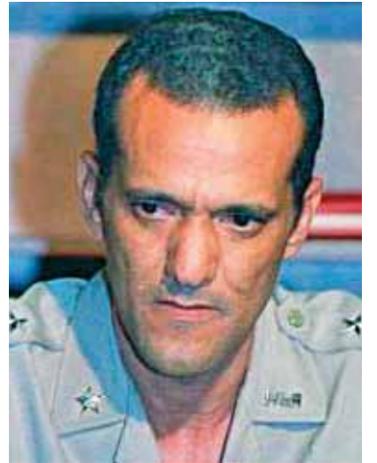
Page 6



## EVANS LESCOUFLAIR ACCUSÉ!

Voir page 4

Le ministre de la jeunesse, des sports, Evans Lescouflair, est accusé par deux jeunes garçons d'homosexualité et de pédophilie. Wilio Dor, âgé de 35 ans et un enfant, Jean Roland Félix, neveu de Wilio Dor



Le coup d'état du 30 septembre 1991  
Un panorama alarmant

Page 7



Elections au Venezuela: vaincre la contre-révolution et lutter pour le socialisme!

Page 10



## VIOLENTE TORNADO EN HAÏTI, 5 MORTS, 57 BLESSÉS

Voir page 4

Les violentes bourrasques qui se sont abattues sur Port-Au-Prince, Ganthier, Thomazeau, Fond Verettes, Gressier, Petit-Goâve et les Îles Cayimites ont provoqué beaucoup de dégâts matériels incluant chute de pylônes électriques, de panneaux publicitaires, d'arbres, effondrements de toitures de maisons et autres...



Glissement de terrain meurtrier au Mexique

Page 17

## Scénario démagogique pour le renforcement virtuel de l'occupation !

Par Berthony Dupont

Le vendredi 23 septembre dernier, le président haïtien René Garcia Préval est intervenu sur les tribunes des Nations Unies particulièrement à la 65ème assemblée générale de cette organisation et certainement comme tous les autres, il a fait un discours approprié au moment. Sans les bassesses et les souhaits aux forces occupantes, c'est un discours qu'aurait fait n'importe quel honnête Chef d'Etat à l'instar d'un Mugabe par exemple. Fort heureusement les faits sont têtus ! Car les propos de Préval ne reflètent pas sa politique en Haïti. Il n'est pas un dirigeant dévoué pour lutter pour le droit de son peuple à l'autodétermination et à l'indépendance. Tout ce qu'il a raconté à propos du peuple haïtien et par-dessus tout de la pauvreté des uns et du gaspillage de richesse des autres peut être considéré comme un scénario démagogique, une sorte d'injure grave aux damnés de la terre.

Ce revers à l'Onu ne faisait que confirmer son insouciance à l'égard du peuple et son jeu de coquin politique qui gangrène toute la société haïtienne. En fait, Préval vient de franchir un degré de plus dans sa criminelle escalade, et c'est avec un cynisme inouï qu'il a déclaré publiquement au sujet des élections « *Je crains des irrégularités et une faible participation parce que les gens sont désaffectés. Ils souffrent beaucoup et ont d'autres préoccupations* » « *On va organiser les élections, mais il y aura des problèmes. Notre police compte moins de 10 000 membres et il y a aura plus de 10 000 bureaux de vote. Avec la Minustah on pourra maintenir le plus possible le climat de sécurité mais ce sont des gens qui ne parlent ni le créole ni le Français* » ajouta-t-il.

Si Préval avait été aussi préoccupé d'une faible participation de l'électorat aux prochaines législatives et présidentielles du 28 novembre, il n'aurait pas dû exclure les masses populaires du processus. Il aurait fait comme vient de le manifester le gouvernement de la république populaire bolivarienne du Venezuela où dimanche dernier, les élections législatives se sont déroulées sans aucun incident grave, dans la paix avec la participation massive des électeurs, c'était pour le peuple vénézuélien une journée historique, une manifestation festive de civisme pour la population.

Or pour Préval, il ne s'agit pas de valeurs patriotiques nationales, il ne s'agit pas de panser, de guérir, voire remettre sur pied un pays blessé. Au contraire comme l'avait fait savoir son Premier ministre Bellerive au cours d'une conférence des Amériques à Miami « *les conditions des victimes*

*du séisme sous les tentes sont bien meilleures qu'avant le 12 janvier.* » Quel sacré toupet ! Voilà la mentalité de cette bourgeoisie à l'égard du peuple, c'est une forme de violence, une violence qui est caractérisée surtout par une orientation de l'économie qui sacrifie résolument les classes populaires au profit des groupes associés au pouvoir et au capital étranger. En ce sens, il n'est donc guère surprenant qu'Haïti le premier pays noir souverain et indépendant du continent ne jouit pas toujours de sa souveraineté. On pourrait même dire que le pays appartient aux Etats-Unis sans pour autant en faire partie. Une domination que la France veut en quelque sorte combattre dans le cadre de la lutte inter-impérialiste pour l'hégémonie. C'est ce qui a poussé, Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères de la France à déblatérer « *Je partage avec les Haïtiens la nécessité de prendre en charge leurs propres affaires. Plus vite la communauté internationale s'en ira et mieux ce sera. Cela voudra dire que les Haïtiens ont leurs responsabilités en main* »

Et le pire est à venir car il se pourrait que des Soldats de l'île voisine se joignent à la (MINUSTAH). Et c'est le président Leonel Fernandez qui l'aurait sollicité en vue de renforcer la mission de maintien de la paix des Nations Unies en Haïti, avec 800 soldats de l'armée dominicaine. Une proposition pourtant bien accueillie par l'ex-président Mejia, mais qui ne fait cependant pas l'unanimité dans son pays. Car pour certains, il s'agit d'une provocation, d'autres personnalités dominicaines affirmant leur crainte pour la sécurité des soldats. Même, le cardinal dominicain, Nicolas de Jésus Lopez Rodriguez, rejette d'un revers de main cette idée de déployer des soldats dominicains en Haïti.

« *Il s'agit d'une fausse information* » a déclaré pour autant le porte-parole adjoint de la Minustah Vincenzo Pugliese. Cependant si l'on examine, les différentes composantes de la politique économique des Etats-Unis qui en un sens possèdent de grandes industries en Dominique depuis la révolution cubaine, une occupation du sol d'Haïti par les soldats voisins comme les colons d'Israël face au peuple Palestinien coûteraient moins chers et feraient l'affaire de la Communauté Internationale notamment, les Etats-Unis, le Canada et la France.

Dans cette situation de subordination coloniale où se trouve le pays, la lutte organisée pour un renversement de la situation apparaît inévitable. A ce stade, contre ce maintien du statut colonial, une mobilisation pour une révolte nationale est non seulement une nécessité mais elle est indispensable pour défendre notre souveraineté.

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Wadner Pierre  
Jean Ristil

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Morisseau Lazarre  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
416-789-9933 \* fmelani@rogers.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haïti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

Première Classe  
 \$80 pour un an  
 \$42 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## Privatisation des entreprises publiques : Quelles sont les conséquences ?



Les employés révoqués, victimes de la politique néolibérale appliquée par le régime de Préval

Par Yves Pierre Louis

Depuis environ 3 ans, les employés révoqués, victimes de la politique néolibérale appliquée par le régime de Préval au pouvoir, n'ont jamais cessé de manifester pour revendiquer les 36

mois de réparation et des mesures d'accompagnement. Ils ont néanmoins organisé différentes formes de mobilisation : 94 conférences de presse, 76 manifestations, 62 Sit-in. Plus de dix mille (10.000) pères et mères de famille étaient sur le pavé et espèrent un jour voir leurs revendications satisfaites.

## Incendie à Cayes-Jacmel

Par Yves Pierre-Louis

Le jeudi 23 septembre dernier, aux environs de 9 heures du soir, le Sous-Commissariat de Cayes-Jacmel, Sud-Est du pays a été incendié par une foule en furie. Un policier, agent 4, Guilloteau Hubert a été également lynché par la population, qui protestait contre la tentative d'assassinat d'un jeune homme, répondant au nom de Johnny Joseph.

Suite à une dispute entre ce policier et ce jeune homme, celui-ci, sensible à la gâchette, a froidement lâché trois (3) projectiles à celui-ci, même après l'avoir maîtrisé. N'ayant pas trouvé la mort, il a été transporté à l'hôpital en toute urgence.

Par contre, l'inspecteur principal, Jean Robert Noël et les six

(6) autres policiers affectés dans le sous-Commissariat, n'ont fait l'objet d'aucun acte d'agression.

Le lendemain, vendredi 24 septembre, des policiers de l'Unité Départementale de maintien de l'ordre (UDMO) sont intervenus à Cayes-Jacmel, créant un climat de tension, brutalisant la population. Ce même jour, le Directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Mario Andrésol, s'était vite rendu sur les lieux pour calmer la situation et évaluer les dégâts. En outre, des candidats en panne de popularité et de projet politique tels : Anacacis Jean Hector, sénateur et candidat à la présidence, l'ex-député, Délouis Félix, candidat à sa propre succession pour la circonscription Cayes-Jacmel/Marigot ont profité de cette situation troublante pour faire leur capital politique, en multipliant les



Le Directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Mario Andrésol

déclarations contradictoires. Ils ont accusé les candidats et les dirigeants de la plateforme politique présidentielle d'être à la base de la situation de tension à Cayes-Jacmel après l'incident.

De plus, la Plateforme des employés victimes des entreprises publiques (PEVEP), regroupant les révoqués de la Téléco, de l'Autorité Portuaire Nationale (APN), de l'Office National d'Assurance Vieillesse (ONA), du Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides (SMCRS) a adressé une correspondance datée du 7 septembre 2010 au ministre de l'Economie et des Finances, Ronald Beaudin, pour lui demander de débloquer les 40 millions de gourdes insérés dans la loi

de finance 2009-2010.

« pour vous demander pourquoi le gouvernement Préval/Bellerive reste sourd aux appels incessants des employés, victimes des entreprises publiques, en refusant de débloquer et de compléter les 40 millions de gourdes introduits par le Parlement haïtien dans le budget 2009-2010, tandis que l'exercice fiscal touche à sa fin.

La coordination de la Plateforme constate que le gouverne-

ment ne manifeste aucune volonté pour dédommager les employés révoqués de façon abusive et qui sont laissés dans une situation précaire »

Selon les signataires de cette lettre ; Fritz Gérald Charles, David Oxygène, Jean Gardy Lumas et Antoine Réginald, tout en tenant compte de la situation lamentable, qui s'empire quotidiennement après le 12 janvier 2010, réclament l'intervention immédiate du gouvernement dans ce dossier.

Envoyer ces produits en baril à votre famille, vos amis et enfants qui sont restés au pays. Cherchez et demandez pour ces produits de la meilleure qualité dans les magasins.

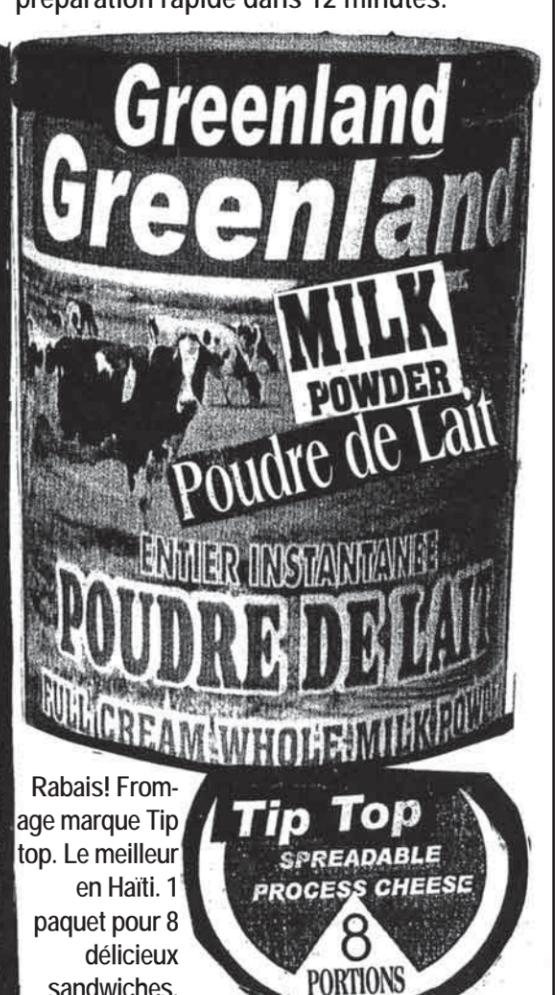
Rabais! Champion marque haïtienne Riz "Parboiled" (riz cuit à demi). Meilleure qualité, meilleur goût, préparation rapide dans 15 minutes.



Rabais! Mama Haïti Riz parfumé Jasmine est aussi joli que Mama Haïti. C'est la meilleure de toutes les marques, délicieux, préparation rapide dans 12 minutes.



Rabais! Mama Haïti Riz parfumé Jasmine est aussi joli que Mama Haïti. C'est la meilleure de toutes les marques, délicieux, préparation rapide dans 12 minutes.



Rabais! Fromage marque Tip top. Le meilleur en Haïti. 1 paquet pour 8 délicieux sandwiches.

On sale at all West Indian food stores, supermarkets & 99 Cent stores: Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market; Chef's Choice, 1051 Utica Ave., Brooklyn; Ufarmland, Utica & Church; Target, 1928 Utica Ave. Brooklyn, Doreen Food Store, 4055 Covinton Highway, Georgia 404-534-0208; Lithonia Food Store, 6453 Rd Lithonia, Georgia 770-482-1120; Caribbean Supercenter, 5111 W. Colonial Dr. Orlando FL 407-523-1308; Palm Tree, 3717 Boston Rd., Bronx; Brother, 1154 Gun Hill Rd., Bronx; World of Spice, 4404 White Plains Rd., Bronx; World of Spice, 2164 Westchester Ave., Bronx; Joe's New Jersey, 201 Main St., E. Orange, 1011 S. Orange, 16 Washington.

## Evans Lescouflair Accusé d'homosexualité et de Pédophilie

Le ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique, du gouvernement Préval/Bellerive, Evans Lescouflair, est accusé par deux jeunes garçons d'homosexualité et de pédophilie. Wilio Dor, âgé de 35 ans, un ancien employé d'une ONG, dirigé par Evans Lescouflair, Centre d'Appui à la Jeunesse (CEDAJ) et Jean Roland Félix, un mineur, neveu de Wilio Dor. Cette affaire d'homosexualité et de pédophilie, qui était assortie de menaces de mort, remonte de janvier 2010, juste avant le tremblement de terre.

L'un des victimes de cet acte immoral et criminel, Wilio Dor a formellement déposé une plainte au Parquet près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince contre l'accusé, Evans Lescouflair depuis Août 2010. Le Parquet a fait le suivi auprès de la résidence, mais aucune suite n'a été donnée jusqu'à date. Dès le début de cette affaire qui ne cesse de défrayer la chronique depuis environ deux semaines, a été portée par devant une institution défendant les droits de l'homme qui essayait de cacher le dossier, sous prétexte qu'on devrait ouvrir une enquête pour déterminer la vérité. « Je confirme aussi que Wilio Dor a été reçu au RNDDH début du mois Janvier 2010, avant le tremblement de terre du 12 janvier. Il s'était dit victime d'un viol perpétré par le ministre Evans Lescouflair, le 2 janvier. Sans préjuger de rien, nous lui avons donné une assistance comme nous le faisons pour toute personne sollicitant notre support en ouvrant notre propre enquête afin de former notre propre conviction dans cette affaire. Mais de janvier jusqu'à la mi-juillet, nous n'avons eu aucune nouvelle de Wilio Dor. » a confirmé le directeur du Réseau National de la défense des droits de l'homme (RNDDH) Pierre Espérance.

Pour cette institution des droits de l'homme, l'affaire de Lescouflair comme celle de pasteur Gesner Paul, violant une mineure de 13 ans, doit rester au silence le plus absolu. Alors que l'affaire de la Scierie, une localité



**Pierre Espérance du Réseau National de la défense des droits de l'homme (RNDDH)**

de la commune de Saint-Marc, en 2003, faisant l'objet de toutes sortes d'accusations avait tellement intéressé cette même institution, qu'on était arrivé à déclarer : « Les os des morts ont été dévorés par des chiens. »

Le mercredi 22 septembre 2010, le sénateur Youri Latortue a mis au grand jour cette affaire, lors d'une conférence de presse au local du Parlement. Il a interpellé le président de la République de rompre le silence et de mettre le ministre Lescouflair à la disposition de la Justice, pour que la justice fasse son travail.

Le samedi 25 septembre dernier, Evans Lescouflair a donné un point de presse au Centre de la Croix-des-Bourquets, au cours duquel il a



**Le Sénateur Youri Latortue**

rejeté toutes ces accusations portées contre lui. Il s'est dit prêt à répondre aux interrogatoires de la justice. Selon lui, il s'agit avant tout d'une affaire de la justice, il revient aux avocats de consulter les plaintes d'accusation formulées au Parquet. Une affaire à suivre.

Par ailleurs, un groupe de citoyens a officiellement déposé une plainte de dénonciation contre plusieurs ministres du Gouvernement Préval/Bellerive, dont Evans Lescouflair pour faux depuis le 17 juin 2010, dans l'arrêté portant sur l'organisation et le fonctionnement de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), du 21 avril 2010. « Monsieur Evans Lescouflair avait signé le premier document publié au NO, 50 le 22 Avril 2010 et pour le deuxième, il se serait fait représenter par monsieur Joseph Jasmin. » Sur cette affaire, aucune suite n'a été donnée par le Commissaire du gouvernement, depuis lors.

Somme toute, cette nouvelle affaire de Lescouflair démontre que la justice haïtienne ne fonctionne pas en toute indépendance. La main invisible de l'Exécutif devient de plus en plus visible. Les responsables du gouvernement Préval/Bellerive empêchent la justice de faire son travail. Les hauts responsables de ce gouvernement refusent de se présenter par devant la justice pour répondre aux questionnements.

### Welcome to CAFÉ PANOU

Where you can get your excellent  
Foods, Drinks, Caribbean Products  
and Much More

1113 E 34th St. Brooklyn, NY 11210  
Corner Flatbush near Avenue I  
Tel (718) 758-1212  
(347) 254-8262

Nou pale kreyòl epi nou vann  
Ayiti Libète !

## Violente tornade en Haïti, 5 morts, 57 blessés, des milliers de sans abris



**Cette tornade accompagnée de fortes averses a provoqué un bilan partiel très lourd avec 5 morts dont 3 enfants et 2 adultes, 57 blessés**

Par Jackson Rateau

Dans l'après-midi du vendredi 24 septembre dernier, 8 mois après le séisme qui a dévasté Port-Au-Prince, les périphéries métropolitaines et d'autres villes du pays comme Ganthier, Thomazeau, Fond Verettes, Gressier, Petit-Goâve et les Îles Cayimites ont été la proie de violentes rafales de vent et d'averses qualifiées de tornade, d'après le Centre National de Météorologie (CNM). Les violentes bourrasques qui se sont abattues sur les villes citées plus haut citées ont provoqué beaucoup de dégâts matériels incluant chute de pylônes électriques, de panneaux publicitaires, d'arbres, effondrements de toitures de maisons et autres qui ont bloqué la chaussée de diverses artères.

Les habitants de Port-Au-Prince, effrayés par les terrifiantes frappes de la tornade, couraient affolés par-ci par là ; tandis que les rues qui étaient obstruées de toute part par les débris de tous genres comme carcasse de voiture, arbres renversés, poteaux électriques etc. ont causé des embouteillages monstres qui ont contraint des milliers de personnes à regagner leur demeure à pied. L'électricité a été soudainement interrompue dans la capitale et toutes les autres villes touchées par le désastre qui a duré 30 minutes. Selon un rapport du Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD), cette tornade accompagnée de fortes averses a provoqué un bilan partiel très lourd avec 5 morts dont 3 enfants et 2 adultes, 57 blessés, 7 mille tentes érigées dans 160 camps, détruites ; tandis que de nouvelles averses prévues pour le mardi 28 septembre jusqu'à vendredi 1er octobre, sont annoncées par le CNM.

Un rapport détaillé fourni par le CNM, quoique incomplet, a ainsi présenté la situation :

1 - Acra nord sud de Delmas 33, Delmas : 1 mort, 129 tentes détruites.  
2 - Camp Radio Commerce,

Cité soleil : un enfant décédé, 45 tentes détruites.

3 - Camp Turc, Tabarre : 166 tentes détruites.

4 - Centre d'hébergement Anba Bannann, Carrefour : 20 tentes endommagées.

5 - Canapévert, Port-Au-Prince : 2 tentes école détruites, 20 tentes de famille détruites, blessures mineurs traitées.

6 - Champ de Mars, Port-Au-Prince : des arbres renversés sur des tentes (pas de chiffre)

7 - Camp Nélío, Cité Soleil : 30 abris détruits, 3 grosses tentes endommagées.

8 - Camp Fraternité, Cité Soleil : 16 tentes endommagées, 15 latrines détruites, grande inondation.

9 - COSEM, Tabarre : 67 tentes endommagées, 26 personnes blessées, une grande tente pour activités sociales, détruite.

10 - Eglise de Dieu de la Pentecôte, Delmas : 75% des tentes détruites, 2 enfants, décédés.

11 - Juvénat, Pétion-Ville : Beaucoup de tentes détruite, de nombreuses personnes blessées (pas de chiffre).

12 - Lakou Nouyòk, Pétion-Ville : Une femme gravement blessée à la tête.

13 - Marassa 14, Cx des Bouquets : 80 tentes détruites, grande inondation.

14 - Place Fierté, Cité Soleil : 250 tentes détruites.

15 - Park Kolofé, Delmas : 100 tentes détruites.

16 - Santo 17, Cx des Bouquets : 1 mort, 1 blessé, 50 abris endommagés.

17 - Terrain Acra, Delmas : 1 mort, 1 blessé grave, 50 abris endommagés.

18 - Tabarre Issa, Pétion-Ville : 306 tente détruites.

On n'ignore pas que cette tornade qui a frappé Haïti la semaine dernière était réellement sévère, toutefois, il faut admettre que le gouvernement haïtien n'avait rien fait pour prévenir des intempéries auxquelles les sinistrés doivent faire face.



### Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:  
101 Lalue,  
Port-au-Prince, HAÏTI

Tels: 2512-5371  
Cell: 3561-0616

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale  
Fournitures de bureau, fournitures scolaires



### Top Enterprise Group, Inc

TOP  
Léon Mondésir  
Income Tax  
Insurance  
Security School  
Traffic School

2 LOCATIONS  
90 NE 54th Street, Miami,  
FL 33137  
385-756-7587

17639 S. Dixie Hwy  
Miami, FL 33157  
305-255-1717

www.cckacademytrafficschool.com

### NEW HOUSE IN HAÏTI IN 90 DAYS!



"Housing Made Simple"

1 Bedroom: \$6,000  
2 Bedroom: \$14,000  
3 Bedroom: \$19,000

Ready to Move In  
Includes plumbing,  
electric, septic.  
(Land not included)

www.technichomesales.com  
Tél: 646-733-7068

## Une affaire de zizi

Par Fanfan Latulipe

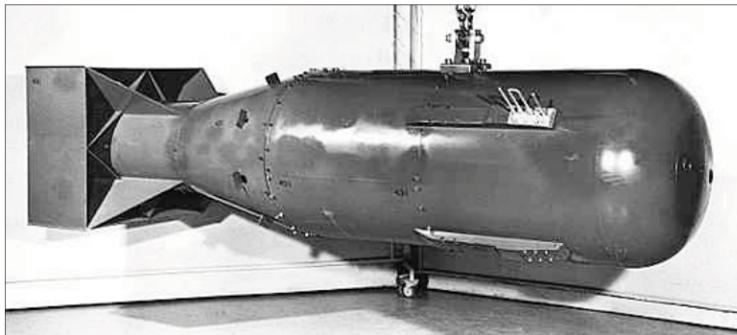
«Quand vous verrez l'abomination de la désolation prédite par le prophète Daniel se répandre dans le lieu saint, que celui qui lit cette prédiction comprenne...malheur aux femmes qui seront enceintes ou nourrices»

**Évangile selon saint Matthieu (XXIV, 15)**

Je viens de lire à l'instant cette dernière «Réflexion» de Fidel Castro publiée le 21 septembre 2010 avec comme titre «L'hiver nucléaire et la paix» que vous pouvez d'ailleurs trouver à la page de ce numéro du journal. Dans la Réflexion en question Fidel se réfère à «Alan Robock, un éminent chercheur et professeur de l'université Rutgers, de New Jersey», et à sa théorie de l'« hiver nucléaire ». Hiver, «à cause du froid et de l'obscurité anormaux que provoquerait la fumée des incendies causés par la bombe». Fidel en avait déjà parlé dans un précédent article paru le 23 août 2010, reproduit par «legrandsoir», le 4 septembre 2010, et simplement intitulé « Hiver nucléaire ».

Laissez-moi préciser tout de suite que je suis né un soir de violent orage qui avait fortement secoué les assises de l'hôpital où je suis venu au monde. Une bourrasque froide et humide ouvrit avec fracas une fenêtre de la salle d'accouchement ce qui effraya le médecin accoucheur qui n'était pas précisément un obstétricien. Je lui glissai des mains et criai de froid. Ma grand-mère paternelle qui supervisait du coin de l'œil le toubib m'attrapa de justesse pour m'envelopper et me mettre au chaud. Depuis ce coup de froid, je suis comme un œuf fêlé, un *ze fele* comme on dit *lakay*. Marqué au fer chaud d'un froid bourrasquant, j'ai donc la coquille sensible, fragile. *M pè fredè*. De sorte que l'article de Fidel a réveillé en moi de lointains et glaçants souvenirs et m'ont porté à mes propres réflexions.

*Jan m kapon*, ma coquillante frilosité mise à part, j'ai voulu en avoir le cœur net, la peau aussi, puisque s'agissant du froid il faut bien se soucier de son cuir. Alors, laissez-moi «séparer» avec vous le bonbon nucléaire que j'ai eu la hardie et téméraire audace de croquer. J'ai appris qu'un conflit nucléaire entre l'Inde



Little Boy, la bombe qui anéantit Hiroshima

et le Pakistan, une affaire régionale donc, au cours duquel les nucléobelligérants péteraient cent bombes de la taille de celle d'Hiroshima, perturberait de manière significative le climat mondial pour au moins une décennie. Jusqu'à 5 millions de ton-

ner la terre, notre mère cosmique, notre mère nourricière, la **Pacha Mama**, la Terre-Mère des hommes, des bêtes et des plantes. J'ai interrogé les cours d'eau, les lianes, les tiges végétales, les feuilles, les fleurs aquatiques, les papillons, seulement



L'équipage de l'Enola Gay, l'avion Boeing B-29 Superfortress qui largua sur la ville de Hiroshima le 6 août 1945 la première bombe atomique. Au milieu, le pilote Paul Tibbets

nes de fumée s'élèveraient au-dessus des nuages, formant dans les dix jours une couche stratosphérique de *malpwòpte*, réduisant de 10% la lumière du soleil parvenant à la surface de la terre, les températures devenant plus froides qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1000 ans (Conséquences climatiques catastrophiques d'un conflit nucléaire. Rapport de l'INESAP\*. Bulletin 28. Avril 2008). Pour nous tous, c'est une mort déjà annoncée. *Nan pwen jwèt nan sa*.

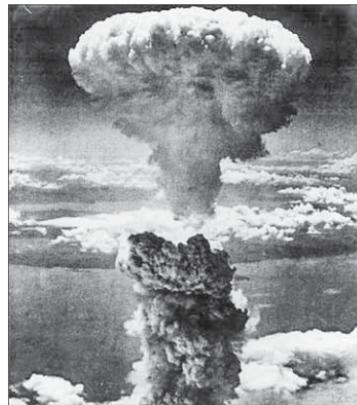
Pour prendre la mesure du bouleversement, le rapport compare cette projection avec «les arsenaux nucléaires déployés et opérationnels russes et américains», plus de cent fois plus importants. Si ces dernières armes étaient utilisées, «ce sont plus de 150 millions de tonnes de fumée qui envahiraient la stratosphère, réduisant la luminosité solaire de 70 % dans l'hémisphère Nord et 35 % dans l'hémisphère Sud, avec des températures plus froides que celles connues il y a dix-huit mille ans au plus fort du dernier Age de Glace» allant de -4°F à -22°F. En clair: le *bouda* des hommes dans un congélateur, la mort pour la quasi-totalité des êtres vivants sur Terre. *Pou jan m pè mourì*, je suis déjà mort et réduit en cendres avant même le déclenchement de l'apocalypse. Ma seule consolation c'est que je ne serai pas seul.

Je me suis alors laissé aller à mes propres réflexions en marge de celles de Castro. Pour reprendre un mot à la fois mystique et théâtral de Lesly Manigat, j'ai interrogé le Ciel, les anges et les saints. Mais là-haut, ils sont affairés à louer à grand renfort de trompette et divine musique la grandeur du génial architecte de l'univers. Je me suis risqué à inter-

roger la terre, notre mère cosmique, notre mère nourricière, la **Pacha Mama**, la Terre-Mère des hommes, des bêtes et des plantes. J'ai interrogé les cours d'eau, les lianes, les tiges végétales, les feuilles, les fleurs aquatiques, les papillons, seulement

pour m'entendre dire que la Mama est nourrice ces jours-ci, que ses deux *tete* sont gonflés de lait et qu'elle allaite sa fille chérie, la Nature, née de ses voluptueuses amours osées avec le Ciel. Alors je me suis dit : comme la Mère est en période d'allaitance, autant m'adresser à la mer, au vaste Océan, au **Pacha Papa**. Or, *se la m pa jò a* : le Ciel, la Pacha Mama et le Pacha Papa sont trois divinités, et comme toutes les divinités, elles sont trois fois trois sourdes et muettes. Brusquement, j'ai eu comme une illumination. Je me suis senti tout allumé, *tu limen*. J'ai réalisé que cette fixation pathologique et délirante sur des milliers d'ogives nucléaires, 5.400 dont 4.075 opérationnelles pour les USA (*Bulletin of the Atomic Scientists* janvier 2008), s'explique par une obsession zizique. En clair, il s'agit d'une affaire de zizi. On peut aisément imaginer le président Harry Truman se trémoussant devant un miroir à contempler l'effet bœuf de son zizi, atomique bien sûr. Deux bombardiers, deux bombes, deux villes, deux champignons de fumée mortelle, deux holocaustes, deux joies zizites pour le président américain exultant à la pensée que comparé à Staline, il a un vrai zizi. Or Petit Père des Peuples riait sous sa moustache noire de crimes sachant qu'il avait raflé autant de scientifiques allemands que les Américains et qu'il était en passe d'exhiber son bijou sous peu, même s'il n'avait pas *Openheimer*.

En effet, quatre ans après l'explosion de la première bombe atomique américaine, l'Union soviétique (URSS) procède à son tour à l'essai d'un engin de 22 kilotonnes sur le territoire du Kazakhstan. C'était le 29 août 1949, une bombe de 22 kilo-



Champignon atomique produit par l'explosion sur Hiroshima

tonnes, dont la puissance était à peu près comparable à celle utilisée par les Américains à Nagasaki en août 1945. De par le monde les zizi se



Harry Truman: président au double zizi atomique

dressèrent, les Etats, les chefs d'Etat s'affolèrent dans une frénésie zizique. Le 3 octobre 1952, environ une année après que Churchill est devenu Premier ministre, la perfide Albion procédait à l'explosion de sa première bombe atomique à Montebello en Australie. Le 13 février 1960, la première bombe atomique française explosait à Reggane, dans le Sahara algérien, pendant la présidence de Charles de Gaulle qui malgré son âge tenait à faire savoir qu'en France on ne badine pas avec le phénomène zizi.

Depuis se *lekòl lage*, tous les ziziprèrent leur essor. Le 16 octobre 1964 la Chine, zizi au vent, zizifia à plein tube dans le désert du Sin-Kiang. Mao jubila, portant son beau zizi bien haut après avoir fait péter la première bombe atomique

chinoise dans le désert du Sin-Kiang. La première explosion nucléaire soustraine indienne, se produisit le 18 mai 1974 dans le désert de Thar (Rajasthan). C'est vrai que c'est Madame Indira Gandhi qui était chef de gouvernement à l'époque, mais zizi pareil, puisque quand nous disons zizi nous parlons d'ego, de pouvoir, de folie de domination, par la croix, par le fer, par le feu, peu importe. Alors vive Madame, vive la bombe, vive la puissance indienne, vive le zizi indien !

C'est au tour des autorités pakistanaises de jouer du zizi lors de l'explosion de leur première bombe atomique en mai 1998. Au pouvoir, il y a le Premier ministre Mian Muhammad Nawaz Sharif qui plastronne jusqu'à ce que, le 12 octobre 1999, le général Pervez Musharraf lui dégonfle le zizi et l'expédie en Arabie saoudite. Le 9 octobre 2006, c'est au tour du truculent Kim Jong-il de brandir son zizi stalinien, une arme qui fait trembler Séoul dans ses culottes tout en lui ramollissant le zizi. Exultant d'ego satisfait, il se réjouit que la Corée du Nord ait rejoint la bande à zizis déclarés et depuis joue à *kachkach luben* avec les zizi un peu trop enflés à son goût au Pentagone et au Département d'Etat. Seul Israël reste un Etat au zizi nucléaire «non déclaré». Difficile de savoir si c'est parce qu'il a le zizi trop petit ou trop gros. Seul doit le savoir Iahvé, l'Élohim dont la *main/Tira de Miçraïm le peuple de tes pères, Israël !*

On se demande pourquoi ce glacial degré de folie suicidaire à accumuler tant d'ogives et autres armements nucléaires. Car si par erreur ou intentionnellement on en arrivait à l'Armageddon prédit dans la Bible, dans le livre de l'Apocalypse, au chapitre 16, verset 16, il y aura eu sans doute le combat final entre «le Bien et le Mal», mais il n'y aura eu aucun zizi gagnant. Obama ou Poutine, Sarkozy ou Singh (de l'Inde), et tous les autres fous furieux de la planète qui nous mènent en bateau, il ne restera de leur zizi, de leur ego que de la cendre, pas même un cadavre qu'un miraculeux survivant pourrait enterrer avec comme épitaphe: «cigît le dernier spécimen d'une espèce disparue. Paix à son zizi».

*Ndlr.* \*L'INESAP (International Network of Engineers and Scientists Against Proliferation).

**PERSPECTIVES HAITIENNES**  
**91.5 FM, WNYE**  
**Mardi soir 8 – 10 pm**  
 EDUCATION, SANTÉ,  
 DROIT, CULTURE,  
 NOUVELLES, DÉBATS.  
 UNE ÉMISSION DE LA  
 SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE  
 DE RECHERCHES, DE  
 DOCUMENTATION ET DE  
 PROGRÈS SOCIAL)  
 1786 Nostrand Avenue  
 Brooklyn, NY 11226  
 Tél : (718) 693-8229  
 Fax : (718) 693-8269

**GET YOUR TAX REFUND FAST**

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269  
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226  
 (between Clarendon Rd & Avenue D)

**CHERY'S BROKERAGE**

## Defeksyon nan pati popilè nasyonal

Jedi 23 septanm 2010 ki sot pase a, kèk responsab ak militan Pati Popilè Nasyonal (PPN), te bay yon konferans pou laprès nan « Bar de l'Ere » ki chita nan ri Kapwa pou yo te esplik divèjans yo genyen ak direksyon pati sa a. N ap raple nou, avan PPN te vin yon pati, li te pote non (APN) Asanble Popilè nasyonal e se Benjamin Dupuy direktè jounal Ayiti Pwogrè a ki nan tèt li.

Nan konferans pou laprès sa a ou te jwenn: Jules André Hyppolite, manm biwo politik ak komite Santral PPN, premye dirijan nan departman Nò ak Nòdès ; te genyen tou Odner Noël, dirijan departman Nòdès, ak Darwin Saint-Julien alyas Papito, dirijan departman Nò.

Dirijan ak kèk militan PPN sa yo mete kanpe yon nouvo òganizasyon politik ki rele : « Mouvmman Popilè Nasyonal (MPN) ». Jules André Hyppolite ansyen manm biwo politik PPN, ki vin kounye a, kòdonatè nasyonal MPN, apre l te fin pale sou fristasyon ak koutba li pran lan PPN fè konnen « *nou pwofite okazyon sa a pou n apye ak tout fòs nou kandidati mesye Jacques Edouard Alexis nan eleksyon 28 novanm k ap vini an, ki dakò pou ranmase revandikasyon mas pèp la.* » Sa vle di, Mouvmman Popilè Nasyonal, (MPN) pral kore kandidati yon pati ladwat boujwazi a, ki se Mobilizasyon pou Pwogrè Dayiti (MPH) ki genyen nan tèt li, Samir Mourra, e se ansyen Premye minis, René Preval la, Jacques Edouard Alexis ki se kandida pou pati MPH sa a.

Men non tout manm ki nan etamajò MPN lan se : Jules André Hyppolite kòdonatè nasyonal ; Odner Noël kòdonatè adjwen, Darwin Saint-Julien, sekretè egzekitif ; Merand Jonas, sekretè adjwen; Enoce Antoine, trezorye; Adieudon Alceille, trezorye adjwen; Alcinmar Philistin, konseye; Andre Jean, konseye ; Edgard Mangirat, delege ;

Garid Dagobert, delege; Guerrier Raymond, delege.

Kidonk Jules André soti nan lagoch kounye a li janbe al jwenn ladwat, men se pa premye manm APN oubyen PPN ki fè mòd koub dwòl sa yo. Nou kapab site kòm egzanp ansyen dirijan Asanble Popilè Nasyonal (APN) François Pierre-Louis ki kounye ap pote valiz pou Aleksis, se limenm tou ki direktè kanpay kandida a tou. Nou kapab site ankò Jean Robert Lalanne ki te yon gwo militan APN ki te janbe



**Konferans pou laprès ansyen manm PPN ki fòme kounye sa yo rele MPN lan soti agoch pou ale adwat : Dawin ST Julien, Jules Andre Hyppolite ak Odner Noelien**

limenm nan kan fènwa reyaksyonè a, kote gen yon tan se avèk Rebu, Kplim ak Delpè li t ap fonksyone sitou nan epok pwopagann anvan koudeta 2004 la.

Ansyen militan PPN, Jules André Hyppolite sanble li pa pèdi sèlman yon fèy, li pèdi plizyè fèy. Ki Jacques Edouard Alexis l ap pale ? Se pa Jacques Edouard Alexis ki te patisipe nan touye kochon kreyòl peyizan yo, sou rejim Divalye yo nan Pepadep nan lane 80 yo. Se menm Jacques Edouard Alexis sa a, ki te vin minis edikasyon nasyonal, etidyan yo te kouri deyè l pou refòm li pa t vle fè nan inivèsite Leta a. Se menm Jacques Edouard Alexis ki te Premye minis 2 fwa sou Rene Preval, ki pa t fè anyen pou amelyore kondisyon lavi mas pèp la, jouk pèp la te blije leve kanpe kont gouvènman Preval Aleksis a nan dat 3 avril 2008. Ki moun ki bliye deja kriz grangou sa a pèp la te rele : Klowòks, Asid batri, tèlman grangou a te rès pou li.

Se menm Alexis sa a ki te di pèp ayisyen an se kawòt ak baton li merite. Se yon menm gouvènman Preval Aleksis, Minustah al masakre pèp Site Solèy la, lè laprès mande yo poukisa, jeneral Brezilyen Augusto Heleno Ribeiro Pereira ki te nan tèt fòs te di kareman se gouvènman Ayisyen an ki voye l. Se menm Alexis sa a ki te di nan mwa jen 2007, li pral pase yon bale nan Teleko, lò anplwaye yo t ap goumen kont privatizasyon konpayi sa a. Li pase tout tan sa yo nan pouvwa, nan pòs responsab, li pa fè anyen pou pèp ayisyen an, sof aplike plan lanmò neyoliberal la, nan privatize antrepriz piblik

## Michaëlle Jean kite pòs gouvènè jeneral peyi Kanada

Manda Michaëlle Jean kòm Gouvènè Jeneral peyi Kanada bout lendi 27 septanm 2010 la. Li pral touswit koumanse yon lòt djòb kòm anwaye espesyal Nasyonzini an Ayiti jedi 30 septanm 2010 la.

Se 4 out 2005 lan, Premye minis Paul Martin te anonse nominasyon Michaëlle Jean, yon jounalis ayisyano-kanadyen, animatris nan Radyo-Kanada, kòm Gouvènè Jeneral peyi Kanada, yon fonksyon pwotokòlè oubyen senbolik ki pa genyen okenn fòs politik. Michaëlle yon fanm ki soti nan peyi Ayiti, nonsèlman se premye moun nwa men se twazyèm fanm kanadyen ki rive jwenn kokenn lonè sa a, deyè Jeanne Sauvé ak Adrienne Clarkson.

Madan Michaëlle Jean te moute sou chèz boure gouvènè a jou ki te 27 septanm 2005.

Nou konnen Premye minis kanadyen an, Stephen Harper, voye



**Ansyen gouvènè Jeneral peyi Kanada Michaëlle Jean**

anpil flè pou madan Jean, men nou konnen tou si Premye minis lan ak tout « kominote entènasyonal » pat wè nan li yon bon sèvant, kidonk yon sèvant dosil, yo pa t ap sèvi ak li. Se yon sèten David Johnston ki pral ranplase l nan Rideau Hall.

## Tèt Kole òganizasyon Popilè yo lanse yon pinga bay kominote entènasyonal la

Vandredi 24 septanm 2010 la, Tèt Kole òganizasyon Popilè yo te rele laprès, nan lokal Biwo Avoka entènasyonal yo (BAI), pou l te fikse pozisyon l sou siti-yasyon politik ak sosyal pèp ayisyen an ap viv jounen jodi a. Nan konferans pou laprès sa a, Tèt Kole te lanse yon pinga bay kominote entènasyonal la k ap ankouraje prezidan, Rene Preval nan òganize yon maskarad elektoral nan peyi Dayiti, pou l pase pouvwa a bay tizanmi l, pou yo kontinye pase diyite peyi a anba pye.

Tèt Kole òganizasyon Popilè yo di li pap rete ap gade Rene Preval ak yon KEP restavèk, k ap prepare yon lòt 29 novanm kont pèp ayisyen an. Tèt kole òganizasyon Popilè yo te pwofite okazyon sa a pou l te denonse move lavi plis pase 2 milyon Ayisyen k ap kwoupi nan yon mizè nwa anba tant ak moso twal sal nan kan yo, depi plis pase 8 mwa. Yves Pierre-Louis ak Fritz Gerald Charles, 2 nan responsab Tèt kole yo te pale konsa : « *Tèt kole òganizasyon Popilè yo, Pati ak Platfòm politik yo, ki pa nan konplo ak Rene Preval kont mas pèp la, sendika konsekan yo ki pa nan konplo ak Preval kont klas travayè a, santi yo pa ka rete bouch fèmen devan kalamite pèp ayisyen an a konnen jodi a. Plis pase 8 mwa aprè tranblemanntè a, victim yo toujou rete abandone nan kan yo, kote mèt tè yo ap pouse do yo, mete yo deyò, timoun yo pa ka al lekòl, yo pa jwenn manje, dlo elatriye.* »

ONG ak gouvènman Preval/Bellerive la ap gagote lajan ak èd imanitè yo, nan fè politik.. Sòlda fòs okipasyon Loni yo ap pann

Ayisyen nan Nò peyi a. Travayè yo pa ka touche yon salè ki pou pèmèt yo viv ak fanmi yo. Revoke Teleko, ONA, APN, SMCRS aprè plizyè lane pa ka touche lajan travay yo ak dedomajman yo.

Malgre tout pwotestasyon, René Preval pa tandè, li pa wè li kontinye kenbe yon KEP k ap aplike yon politik deskliyon nan mete pati politik deyò nan kous elektoral la. Kominote entènasyonal la ta sanble ap ankouraje Preval nan demach tèt anba sa a. Tèt kote Oganizasyon Popilè yo di kominote entènasyonal la atansyon, maskarad elektoral KEP/Preval/Dorsinvil la vle òganize a pap fè demokrasi a vane nan peyi Dayiti, se pouvwa pèsònèl, kòripsyon, eskliyon, enpinite, vyolasyon dwa moun, move gouvènans, enjistis, enstabilite politik, trafik dwòg l ap vin ranfòse pi plis.

Se pou rezon sa yo, Tèt kole Oganizasyon Popilè yo, reyafime pozisyon l ak detèminasyon l pou l kontinye lite kont eleksyon/seleksyon ki pral tounen yon pwazon vyolan kont pèp ayisyen an, k ap viv nan kondisyon kote bèt pa ta dwe viv nan kan yo. Tèt kole pap sipòte okenn kandida, li pa nan alyans estratejik ak okenn kandida. Tèt kole nan konsèstasyon ak pati, òganizasyon popilè, tètoryal, platfòm politik, sendika yo ki di klèman yo pap sipòte okenn maskarad elektoral, okenn konplo pou ranfòse miz sou titèl ak okipasyon peyi a, pou deklanche mobilizasyon an kont Rene Preval, KEP koupyon Gaillot a. Tèt Kole ap potekole nan tout mobilizasyon k ap fèt kont fòs okipasyon Loni an nan peyi a, ki rive nan fen manda l. »

**Yves Pierre-Louis**

### Federasyon Agrikiltè Leyogàn (FAL)

**Yon federasyon k ap travay pou tout Peyizan, Plantè,**

**Ayisyen konsekan ki renmen peyi yo,**

**Ap envite tout moun nan yon gran rasanbleman**

**Samdi 9 oktòb 2010, 5kè PM**

**Nan lokal jounal Ayiti Libète**

FAL reyini 13 asosyasyon kominal soti Belok tonbe nan katye Twen. Rezon reyinyon sa a, se pou vin braselide pou n konnen kouman nou ka ankadre plantè nou yo epi ba yo zouti nesese pou yo ka plante tè nou yo k ap gaspiye nan Leyogàn. Mezanmi gen anpil tè nan Leyogàn k ap gaspiye, se zèb k ap pouse sou yo. Li lè li tan pou n mete men nou nan pat la. Youn di lòt. Samdi 9 oktòb 2010, nou pral chita sou tab la pou n di :



FAL, yon federasyon pou tout peyizan Leyogàn

**Aba manje pèpè ! Nou vle manje manje lakay ! Manje lokal toujou pi bon !**

**Ayiti Libète 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY (kwen Glenwood)**

Enfòmasyon : 347 261 9831  
917 662 3725 • 718 287 1847  
Nan Noujèze : 973 414 9236

### KAPTE BOUKAN

**101.9 FM • SCA Radyo Pa Nou**

**Emisyon KAKOLA**

Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- **Nouvèl** •
- **Analiz** •
- **Kòmantè** •
- **Deba** •

**Pou yon Ayiti Libere**

**(917) 251-6057**

**www.RadyoPaNou.com**

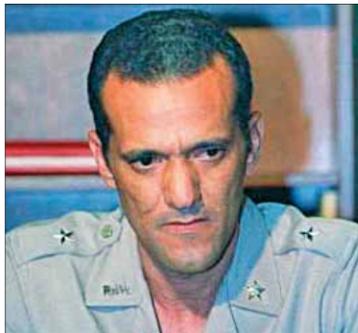
**Mèkredi 9-10 pm**

# Le coup d'état du 30 septembre 1991 Un Panorama Alarmant

1<sup>ère</sup> partie

Par Roosevelt René

Comme disait George Santanaya: "Celui qui ne s'interroge pas sur le passé est con-damné à le revivre." Cette phrase implique l'exigence capitale d'analyser en permanence l'histoire et d'en dégager des décisions en tenant compte du changement des données.



**Le pouvoir allait entre les mains du lieutenant-général Raoul Cédras, un mulâtre, fruit du Duvaliérisme qui avait en sa faveur d'être un militaire de carrière en Haïti**

Effectivement, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1991, la population haïtienne fut réveillée par des tirs d'armes automatiques de fabrication américaine et des bruits de chars blindés de fabrication israélienne, commandés par le major Michel François et le Général Philippe Biamby. Ce soir même la résidence du président a été attaquée à Tabarre par une unité de la police nationale. Grâce à l'intervention de Monsieur Dufour l'ambassadeur de France en Haïti, le Président a pu se rendre au Palais national. La résistance populaire fut vaine, les officiers et soldats de la garde présidentielle, fidèles au Président Aristide, voulurent engager une rude bataille, mais sur l'intervention du Président qui décida de se rendre à l'État Major, ils capitulèrent.

Pendant la traversée de la cour du Palais National au Grand Quartier Général, le commandant de la Garde Présidentielle, le capitaine Fritz Pierre-Louis fut assassiné d'une balle à la tête. Quelques heures plus tard, le coup d'État était consommé et le Président Aristide parti pour l'exil, en direction du Venezuela, laissant derrière lui, les masses populaires en pleurs avec plus de cinq mille cadavres que firent les militaires dans les premières heures du coup d'État. Le gouvernement Aristide-Préval n'avait duré que sept mois et le coup d'État militaire s'abattit sur la démocratie haïtienne à peine éternnée; le pouvoir allait entre les mains du lieutenant-général Raoul Cédras, un mulâtre, fruit du Duvaliérisme qui avait en sa faveur d'être un militaire de carrière en Haïti.

1<sup>er</sup> octobre 1991, exécutions, tortures, arrestations arbitraires et illégales, extorsion généralisée à Cité soleil, Saint Martin, Carrefour feuille, Solino, la Saline, Cité Lesco, Belair

et Raboteau, telles ont été quelques-unes des violations des droits de l'homme perpétrées en Haïti par les militaires qui s'emparaient du pouvoir à la suite du coup d'État contre le Président J. B. Aristide. Des chiffres ont été avancés par le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali à l'époque, sur la base d'un rapport élaboré par un de ses émissaires. Le texte signale que l'économie du pays était à la dérive, le pouvoir d'achat des familles avait baissé, la situation alimentaire s'était aggravée bien pire qu'avant le coup d'État et la malnutrition sévissait. En ce qui concerne la situation sanitaire, le rapport précise que l'approvisionnement en médicaments et les programmes de vaccination avaient enregistré une baisse alarmante, alors que les risques de maladies dues, à l'absence d'eau potable se multipliaient.

Le document insistait par ailleurs sur les difficultés auxquelles se heurtait le système scolaire du pays. Nombre d'écoles ont été fermées, ce qui provoque des défections aux cours et des démissions; la scolarité était en baisse et 135 000 enfants avaient abandonné les salles de classe. L'émissaire des Nations Unies regrettait dans son rapport qu'en 1993 sur les 38,315 haïtiens qui avaient quitté leur pays au péril de leur vie, 27,104 avaient été rapatriés de force, sans même avoir été préalablement entendus.

Dans l'avalanche des commentaires sur les tâches de la politique internationale, dont devrait s'acquitter le président élu des États-Unis, William Clinton, on a généralement coutume d'exclure la question haïtienne, comme si rien d'anormal ne s'était passé dans cette nation et qu'elle ne jouait aucun rôle dans la problématique régionale.

Pendant les trois ans du coup d'État, Haïti était sous les feux de l'actualité, ce qui n'a pas été le cas pendant les trente ans de déprédations et de crimes en tous genres perpétrés par la dynastie des Duvalier. Pendant ce temps l'administration américaine avait déclenché une offensive diplomatique à l'OEA, l'ONU, l'Union européenne, le CARICOM, et à un niveau bilatéral auprès d'autres dirigeants afin de préparer une intervention militaire, destinée à restaurer l'ordre constitutionnel dans ce pays terriblement appauvri et plongé dans le chaos politique, pour reprendre les paroles prononcées à Berlin par le président William Clinton lors d'une visite en Allemagne Fédérale.

L'une des premières victimes du coup d'État a été la liberté de parole. Après avoir mitraillé le peuple dans la rue, les assassins ont réduit au silence toutes les stations de radio, non seulement dans la capitale,

mais dans tout le pays, brisé les installations et appareils, et persécuté les journalistes... Les rares médias restés ouverts, ont vite compris qu'il valait mieux ne pas se mêler de diffuser des nouvelles nationales. Pendant un certain temps, la population a pu entendre des nouvelles sur Radio Enriquillo, une station de l'Eglise catholique dominicaine, mais, celle-ci a dû fermer par suite des pressions du gouvernement putschiste, d'ailleurs relayées par un évêque haïtien. Plus tard, la Voix de l'Amérique a pu, par ses émissions en Créole, et notamment Radio 16 décembre, informer le peuple au péril de leur existence.

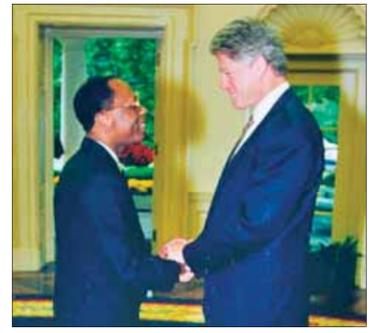
Une autre importante victime du coup d'État a été la sécurité publique. Les violations des droits humains auxquelles le gouvernement Aristide-Préval avait mis un frein, avaient recommencé vertigineusement sous le régime putschiste, en commençant par le mitraillage systématique de la population civile par les soudards de Cédras, le jour même de la mise en route du prétendue «correction démocratique», comme disait le général Cédras. Ces violations souvent accompagnées d'incendies criminels, de viols, de vols et d'autres crimes de droit commun, avaient atteint un tel degré qu'elles ont contribué à la décision de la communauté internationale, de contraindre les militaires félons à accepter le retour du président Aristide.

Dans le cadre de cette sanglante répression, les quartiers pauvres des villes, connus pour être des bastions lavalassiens (Cité-Soleil, Raboteau, la Fossette, Sainte-Hélène, Carrefour...) ont été particulièrement frappés. Les deux premiers, en particulier, ont été le théâtre de massacres, d'expéditions punitives, et de mise à sac. La paysannerie pauvre a aussi été spécialement visée, et pour la même raison. Les tristement célèbres chefs de section, supprimés par le Président Aristide, ont été rétablis par les militaires. Avec cette remise en place, le despotisme militaire était revenu dans nos campagnes. La paysannerie a été réprimée comme jamais auparavant qu'elle ne l'avait été. La pratique du rançonnement systématique des paysans, consistant à les faire payer pour ne pas être emprisonnés ou torturés, ce que les paysans appellent eux-mêmes « acheter son derrière », s'était généralisée. Comme la destruction et le pillage systématiques de dizaines et parfois, de centaines de maisons, par l'armée, les attachés, les chefs de section, et leurs auxiliaires. Il ne faisait aucun doute que l'instauration du régime militaire était le fruit de la stratégie nord-américaine dont Aristide n'avait pas reçu la bénédiction, pas plus qu'il n'était pas son homme, l'objectif étant de faire avorter le processus populaire haïtien.

Le coup d'État militaire allait ouvrir à coup sûr un espace politique, permettant à Washington de manoeuvrer, selon sa duplicité coutumière, sur la scène internationale. Le rejet de la violence que déployait le régime de Cédras contre les mouvements populaires et les efforts que de nombreux gouvernements latino-américains déployaient, pour ouvrir la voie au retour du Président Jean-Bertrand Aristide sont autant d'éléments avec lesquels jonglaient les yankees, sous la pression d'une vague d'émigrants qui déferlaient



Le ministre de la Justice Gary Lassaade en tête à tête avec le général Cédras (au fond Marc Bazin)



Aristide rencontre Clinton à Washington

sur les côtes de la Floride et que les américains voulaient stopper à tout prix.

L'une des conséquences les plus graves de la répression généralisée, n'était pas seulement l'exode de plus de trente mille compatriotes vers les États-Unis, dans les mois qui suivirent le coup d'État. La répression, accompagnée du pillage systématique des deniers de l'État, a aussi provoqué une paralysie de l'économie nationale, puis sa régression pure et simple. En fait, les massacres et l'insécurité ont provoqué un climat de violence peu propice aux affaires et l'exode de la plupart des usines d'assemblage établies dans la zone industrielle de Port-au-Prince.

Haïti, le pays le plus appauvri d'Amérique avec une économie désastreuse, se débattait dans une grave crise politique. Cet état d'appauvrissement explique qu'à partir du coup d'État le nombre d'Haïtiens qui se lançaient à la mer dans de fragiles embarcations pour atteindre les côtes sud des États-Unis avait considérablement augmenté. Cependant Washington avait déclenché une véritable chasse contre ces aspirants réfugiés et refoulé environ 35,000 sur la base navale de Guantanamo.

Au terme d'une visite dans cette enclave militaire, située en territoire cubain, un groupe de professeurs et spécialistes de l'Université de Yale, avait révélé que près de 20,000 haïtiens ont été extradés contre leur volonté et malgré les représailles qu'ils avaient été l'objet bien peu avaient reçu l'autorisation de se rendre aux États-Unis. D'après le groupe, des milliers d'autres vivaient dans des conditions précaires. Des tests indiquaient que 275 d'entre eux étaient malades et ne pouvaient donc espérer entrer un jour sur le territoire des États-Unis, puisque la loi nord-américaine étant formelle sur ce point.

Le rapport des membres de l'Université de Yale précise que les latrines débordent, le campement infesté de moustiques à cause des eaux stagnantes et la promiscuité dans les dortoirs terrible.

Des fonctionnaires de la santé des États-Unis, avaient reconnu les risques substantiels de transmission de maladies infectieuses que comporte le milieu, y compris pour le personnel de la base. Le fait d'héberger tant de personnes entraînait beaucoup d'entre elles à être malades, parce qu'il n'existait pas de conditions hygiéniques nécessaires. Cependant, non loin de là, à Punta de Maisi, la Croix-Rouge cubaine avait accueilli quelque 55,000 haïtiens, ayant fait naufrage. Ces personnes avaient reçu des aliments, des vêtements, des chaussures, l'hébergement et des soins médicaux, le tout entièrement gratuit en accord avec les réglementations internationales en vigueur en

matière d'assistance aux réfugiés, et ceci bien que Cuba subisse un blocus dont les effets se font pratiquement sentir dans toutes les activités économiques en dépit que ce pays ait du vivre de 1992 à 1995 avec 73% d'importations en moins.

En politique ou dans une révolution, faire des concessions aux ennemis équivaut, tôt ou tard, à un suicide. L'épisode haïtien démontre une fois de plus que faire des concessions aux ennemis ne mène à rien de bon. Céder un pouce vous entraîne à perdre la main, puis le bras et pour terminer le corps tout entier.

Les impérialistes nord-américains ne sont pas étrangers aux événements survenus en Haïti, puisqu'ils jouèrent le rôle de médiateur aux élections du 16 Décembre 1990, et enfin ils ont programmé, favorisé, entraîné, armé, et financé le coup d'État du 30 Septembre 1991 dont le but était de renverser le Président Jean-Bertrand Aristide et son Gouvernement. Occasionnant la mort de plus de 8,000 haïtiens, près de 100,000 dispersés et plus de 65,000 réfugiés.

Tandis que le Président nord-américain William Clinton affirmait qu'il ne renonçait pas à la possibilité pour les États-Unis de restaurer la démocratie et même de réinstaller le Président Jean-Bertrand Aristide, la CIA elle, gardait le silence sur une note divulguée par le quotidien Miami Herald à propos d'un rapport présenté par un officier de la première division en son rang, (Journaliste et chef d'antenne résident en République Dominicaine) élogieux à l'endroit du Général Cédras, qualifié de relativement modéré et non

Suite à la page (16)

**BG L'Auberge Créole Restaurant & Bakery**  
1366 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210  
(between Farragut Road & E. 26th Street)  
718-484-3784  
718-484-3785

**Déjeuner**  
• Poisson • Morue • Oeufs • Spaghetti  
• Foie dure • Ragout • Bouillie de Banane  
• Avoine • Hareng Saur

**Dinner**  
• Poulet • Griot • Tassot • Cabrit  
• Légumes • Lambi • Poisson • Bouillon  
• Boulettes • Pâtés

**Salades**  
• Verte • Russe • Caesar • Fruit de Mer  
• Macaroni • Fruits

**Boissons**  
• Corossol • Grenadine • Grenadia  
• Citron • Papaye • Fraise • Akasan

**We cater for all occasions**

**Immaculé Bakery & Restaurant**  
2 Locations en Brooklyn

**Spécialités**

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)  
Tél: 718.778.7188

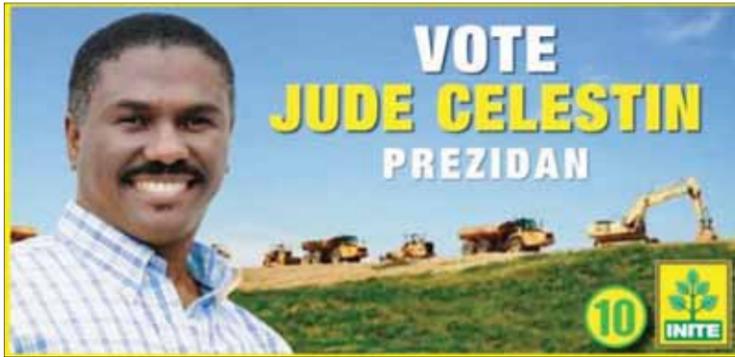
1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)  
Tél: 718.941.2644

# Haiti Elections 2010: Cash for Vote

Par J. Fatal Piard

« ...ni kandida e k ap wete m la a Lavi k pou chanje adye Pou ou n alemye..... Se pou n revandike »

Manno Chalmay



Les élections Cash for Vote en Haiti restent et demeurent une rude épreuve de supercherie et de duperies des plus inimaginables.

Amis lecteurs, faites-nous l'honneur d'accepter que nous dédions cet article à la mémoire du Père Gérard Jean Juste. Rappelons pour l'histoire que le père Gérard Jean Juste a payé de sa vie ses convictions immuables et sa détermination inébranlable à accompagner les agglomérats déshérités dans leurs quêtes incessantes d'une infime amélioration dans leurs dramatiques conditions de vie. En 2005, Gérard Jean Juste professant encore son sacerdoce, a été lapidé en plein jour et sur l'autel même de l'église Saint Pierre à Pétion-Ville, soit le 21 juillet 2005 par des fondamentalistes GNB. Des agents de la Minustah et de la Police Nationale présents sur le lieu du lynchage, au lieu de protéger le prêtre de la hargne indomptable de Magali Comeau Denis et Hervé Saintilus et leurs hordes GNB, ont de préférence, choisi de le mettre sous les verrous. Sauvagement torturé puis empoisonné, l'on connaît tous la suite. Que sa mémoire serve d'engrais pour fertiliser la lutte populaire.

Elections pour ou contre

En 2010, en fonction des nouvelles données, nous sommes parvenus à cette déduction pertinente. La rude bataille des strates sociales, victimes du phénomène de marginalisation farouche programmée par les classes dominantes à la solde des puissances impérialistes, n'est pas prête à obtenir les résultats escomptés à cause de ces élections du *cash for vote*.

Dans la majeure partie des cas, ceux qui simulent être des guides bénévoles pour le peuple, sont volontairement et consciemment inconscients, incompetents, inconséquents et malhonnêtes de surcroît. Opportunistes dans chacun de leurs globules, ils sont beaucoup plus motivés à boycotter la lutte des classes méprisées au lieu de contribuer d'une façon

pratique à leur réussite. Par cette approche révélatrice, nous voulons insinuer que nous ne sommes pas de ceux qui croient que la Politique, une science fondamentale dans le cadre de la gestion d'un pays, peut se faire sans un minimum d'éthique avec n'importe qui et dans n'importe quelle condition. Ce raisonnement nous amène automatiquement à cette interrogation congrue. Peut-on s'arroger le droit de persécuter celui ou celle qui décide ou pas de prendre part aux élections à un titre ou à un autre ?

Ainsi se présente ce paysage qui se dessine depuis belles lurettes aux quatre coins de la réalité haïtienne. Bien entendu, cette situation de grande confusion électorale, sert essentiellement à dédouaner l'exécutif ainsi que leurs

acolytes de l'international. Ne pouvant remplir convenablement leur obligation qui consiste à aider les masses populaires à vivre dignement, ils se sont rabattus sur ces « élections » *cash for vote*, qu'ils ont le toupet de présenter comme une éventuelle panacée.

Les farouches partisans de ces élections truquées, dès leur conception même, au faite de l'audace et de la supercherie, avanceront à raison que c'est une requête constitutionnelle qu'il convient de respecter à la lettre. L'opposant indompté de son côté, même animé par une tonne de toupets et d'astuces excessifs, ne saurait en disconvenir. Cependant, l'interlocuteur éclairé par une finesse d'esprit, lui, rétorquerait que les élections en aucun cas ne sauraient être la seule et unique exigence constitutionnelle. Le simple fait que 1.5 millions de compatriotes qui ont vu leurs conditions de vie déjà dramatiques s'aggraver, suite au séisme du 12 janvier 2010, suffit amplement pour prouver que les élites dirigeantes ont trahi leurs promesses et ont piteusement failli à leur mission. S'agissant d'exigences, la Loi mère du pays en fait mention de plus importantes que ces élections/sélections ou ces élections *Cash for Vote*. Parmi elles mentionnons entre autres, le Droit au Logement. Le Droit au Logement est aujourd'hui plus que jamais d'actualité, dans

un contexte où près de 1.5 millions de compatriotes étendus depuis neuf mois sous des *ranyon*, pire que des bêtes de somme, se sont vus contraints de vivre cette déchéance révoltante par sa monstruosité.

Tout dirigeant responsable, ne devrait-il pas faire de la dignité de ces sinistrés la priorité des priorités au lieu de les contraindre à ingurgiter la pilule fielleuse de ces « élections » *Cash for Vote*. Rentrons maintenant de plein pied dans notre sujet principal : les « élections ». De n'importe qu'elle façon qu'on l'aborderait, les élections *Cash for Vote* restent et demeurent une rude épreuve de supercherie et de duperies des plus inimaginables.

## Historique des élections

Voulant aider l'observateur même le plus averti à se situer, faisons une simple rétrospective de 50 ans. Cela lui permettra de déduire que les élections dans la majeure partie des cas, ont porté beaucoup plus de préjudices que de solutions aux nombreux problèmes auxquels se trouve confronté le pays. Celles de 57 ont accouché les Duvalier père, fils, et son cortège de mauvais esprits dont le CNG de l'incurable ivrogne Henry Namphy et de ses soldats tueurs.

Suite à la page (19)

# Lettre ouverte à Edmond Mulet

Port-au-Prince, 22 septembre 2010  
M. Edmond Mulet  
Chef Civil de la MINUSTAH

Monsieur,

Nous apprenons avec stupeur la nouvelle de la mort du jeune Gérald Jean Gilles, âgé de 17 ans, survenue à l'intérieur de la base FPU de la MINUSTAH, au centre ville du Cap-Haïtien, le 18 Août 2010. Les explications fournies par des soldats de la MINUSTAH dans le Nord font état d'un acte de suicide. Cependant, des rumeurs persistantes font plutôt croire que M. Gérald Jean Gilles aurait perdu sa vie, après avoir été torturé et pendu par des soldats Népalais de la base FPU. Selon les informations, M. Jean Gilles aurait été accusé de vol d'un montant de 200 dollars US par des soldats de la mission que vous dirigez.

Sans avoir besoin d'énumérer les faits, car ils sont généralement connus de tous, nous aimerions vous rappeler, M. Mulet, que les actes tels que: bastonnades, viols, vols et tueries sont monnaies courantes au sein de ladite mission de « stabilisation » dont vous êtes le chef. Qui pis est, au nom de l'immunité, ces agents malfaiteurs de la MINUSTAH nagent généralement dans l'impunité, en dépit de la gravité de leurs actes. En témoigne le fait que nous ne savons toujours rien de la garnison de soldats Sri Lankais accusée de viol sur des fillettes de notre pays, et qui a été simplement rapatriée sans autre forme de procès.

En attendant que la Nation se mette debout pour débarrasser le ter-

ritoire de toute forme d'occupation qui piétine quotidiennement la constitution et le drapeau sous les yeux complices et intéressés des « autorités » haïtiennes, nous exigeons, monsieur le chef civil de la MINUSTAH, - constatant tout en la refusant énergiquement et radicalement votre main mise sur les décisions de notre Nation - que lumière soit faite sur la mort douteuse du jeune Gérald Jean Gilles, par la mise en place d'une commission d'enquête indépendante, constituée de membres d'organisations haïtiennes de droits humains et de médecins légistes. Notre exigence de constituer une commission d'enquête indépendante s'accompagne aussi d'une demande de justice qui doit conduire à l'organisation d'un procès équitable. Ainsi, condamnons-nous votre intervention auprès du ministre des affaires étrangères afin d'empêcher au juge instructeur de mener à bien son enquête. Par cet acte, vous faites obstruction à la justice que vous prétendez promouvoir au nom de votre mission. Contrairement à ce vœu, votre intervention impériale auprès des autorités haïtiennes, montre sans équivoque, que vous êtes en train de contribuer à l'institutionnalisation de l'impunité en Haïti. Nous, organisations signataires de cette lettre, nous vous demandons de revenir sur votre décision de faire obstruction à la justice haïtienne dans ce dossier.

Nous profitons de l'occasion pour exiger de la MINUSTAH, la publication des résultats de l'enquête sur la bastonnade et l'emprisonnement de l'étudiant Frantz Mathieu Junior,



Edmond Mulet Chef Civil de la MINUSTAH

arrêté dans l'enceinte de la Faculté d'Ethnologie, au mépris de la constitution haïtienne et des dispositions transitoires régissant l'Université. Au nom de Charlemagne Peralte, de Benoît Batrville et de Jean Jacques Dessalines, recevez, M. Mulet, nos salutations significatives.

## Pour les organisations :

1. Mouvmant Demokratik Popilè (MODEP) : Nixon Boumba
2. Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitéz Desalinyen (ASID) : Dumas Maçon
3. BATAY OUVRIYE : Yanick Etienne
4. Grwoup K ap Reflechi sou Pwoblèm Sosyal yo (GREPS) : Samuel Melamour
5. Mouvmant Inite Pèp Okay (MIPAK) : Wilard Vancol
6. Solidarite Ant Jèn / Veye

- yo (SAJ VEYE YO) : Tania Felix
7. Komite Relèvman Divivye (KRD) : Salvatory Saint Victor
  8. Centrale Autonome Des Travailleurs Haïtiens (CATH) : Fignolé St-Cyr
  9. Association Democratique Des Femmes Travailleuses Haïtiennes (ADFEMTRAH) : Andrea Ste-Ange
  10. Gouvernail De Liaison des Organisations de Bases et Syndicales (GLOBS) : Raymond Davius
  - 11-Fòs Refleksyon Ak Aksyon Sou Koze Kay ( FRAKKA) : Sanon Reyneld
  - 12- CHANDEL: Rosemond Joseph
  - 13- Antèn Ouvriye: Jean Fritz Beaubrun
  - 14- Plateforme Des Employés Victimes Des Entreprises Publiques

(PEVEP) :

- Fritz Gérald Charles
  - 15- Tèt Kole Òganizasyon Popilè yo : Yves Pierre-Louis
  - 16-Platfòm Òganizasyon Popilè Nòdwès (POPNO) : Kerly Dubréus
  - 17 - Sèk Gramsci : James Beltis
- Cc : Au ministre de la justice, au ministre des affaires étrangères, à la presse et aux organismes de Droits Humains

## Le Flambeau Restaurant



1832 Schenectady Avenue  
(entre Ave. J & K)  
Brooklyn, NY 11234

Loubing, General Manager

**Breakfast - Lunch - Dinner**  
**7 days a week, 9 am - 10 pm**

Samedi Bouyon

**Dimanche**  
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

**Free Delivery**  
**Catering for all occasions**

**347-462-9029**

## New York: Clinton Global Initiative Puts Haiti Center-Stage

By Kim Ives

Under capitalism, the bourgeoisie often organizes strategizing conclaves for itself and circuses for the masses. The annual Clinton Global Initiative (CGI), held from Sep. 20-23 at the towering Sheraton Hotel in New York City, was a little of both.

Held concomitantly with the United Nations General Assembly's opening, the CGI is a giant meeting of "business executives, heads of state, and non-profit leaders who work together year-round to implement projects that get results," its website states. Cost of membership to this elite club of implementers: \$20,000 a year.

Clinton plays the ringmaster in this sprawling extravaganza of giant plenaries, "breakout sessions," and "small group discussions," which drew about 1,200 attendees (covered by over 700 journalists while 46,000 viewers followed the live webcast online). The CGI seeks to foster the "enlightened" capitalism which Clinton champions through focusing on themes like protecting the environment, providing micro-finance loans to the poor, and fighting AIDS and cancer.

After only six years of existence, the CGI has already become the world's preeminent business meeting. According to a study released in January by the international public relations firm Weber Shandwick, the 2009 CGI attracted more CEO speakers from top companies than any other conference.

"I'm grateful these CEOs are proving through the Clinton Global Initiative that businesses can do well by doing good," Clinton responded.

Perhaps it's not surprising that Haiti held a spotlight at the conference with Clinton co-chairing the Interim Commission to Reconstruct Haiti or CIRH (whose composition of "half donors... half members of Haitian society") Clinton admitted was "highly unusual") and acting as the UN Secretary General's Special Envoy to the country. Just before the closing Plenary Session, Clinton hosted a special session, "The Recovery in Haiti," addressed by President René Prével, Prime Minister Jean-Max Bellerive, and a panel of Haitian and foreign businesspeople.

The panel was preceded by remarks from Klaus Schwab, the founder of the World Economic Forum (the previous gold-standard in business conferences, held yearly in Davos), and Denis O'Brien, the chairman of Digicel, who heads up the CGI's Haiti Action Network. The HAN's vision is summarized by the watchwords "Technology, Governance, Globalization," which subtitled a slick 120 page issue of the MIT-published quarterly journal "Innovations" distributed at the Special Session. The publication is basically an investment guide entitled "Build Back Better: Strategies for Societal Renewal in Haiti."

"Sometimes it is good to have a foreigner look at what you are doing," said Prével with almost comic understatement about militarily occupied Haiti. He claimed there was progress prior to the earthquake ("we had lots of security, security had been restored"), but after the disaster "we need public investment in infrastructure" and "private investment to create jobs... We want to make a 'one stop shop'" where the businesses can invest "rapidly."

Finally he emphasized the need for education, because with classic



Bill Clinton and Prime Minister Jean Max Bellerive at the Sep. 23 Special Haiti Session during the 2010 Clinton Global Initiative

Liberal Party logic, Prével declared: "The country cannot be developed without men and women who have the capability to take charge of this country." (Prével invited a reluctant-looking musician Wyclef Jean and AIDS fighter Dr. Jean William Pape from the audience to come stand with him on the podium briefly).

Unfortunately, Haiti's future looks very troubled if one takes Prével's words at face value: "A country today cannot be built without democracy. That is why we must rapidly have elections in November. We need a legitimate government. Without a legitimate government, there will be no reconstruction."

But as Ira Kurzban, the former lawyer of Prével (and Aristide), recently argued in a Sep. 8 Miami Herald op-ed: "The upcoming presidential and parliamentary elections in Haiti on Nov. 28 are... unfair, unconstitutional and undemocratic. The country's Provisional Electoral Council, which itself is not constitutionally composed, is refusing to allow the country's majority party -- Fanmi Lavalas (Lavalas Family) -- to participate in the election. Thirteen other legitimate political parties are also being excluded from parliamentary elections."

But the main purpose of the CGI session was to reassure potential investors, not alarm them. The business panel, like all official things in Haiti these days, was half foreign, half Haitian: Adam Goldstein, the president and CEO of Royal Caribbean International, Mati Kochai, the founder and CEO of technology company AGT, Magalie Noel Dresse, president of Caribbean Craft Haiti and Maryse Pennette Kedar, director of Progress and Development Foundation. Their message was that Haiti was "open for business" and a good investment opportunity despite (or maybe because of) the 1.7 million people still homeless there.

The point was hammered home by Bellerive who said that the \$5.5 billion in foreign government pledges over the next three years remain mere promises and only would only amount, if ever delivered, to \$180 per Haitian per year. "We are not going to make development with that kind of money," Bellerive said. He called on audience members "to seize the opportunities that exist in Haiti" saying his government "would like, would love to sit down with entrepreneurs and investors" and discuss how "to link all those public investments with the needs of private enterprise so we are not wasting out time and our money."

In the audience were Haitian businessmen like Reginald Boulos and Fritz Mevs, and their U.S. counterparts

like Brad Horwitz and John Stanton, respectively the CEO and Chairman of the Board of Trilogy, the parent company of Voilà.

There were also people in the crowd like "my longtime friend and college classmate Prince Turki al Faisal of Saudi Arabia," said Clinton, "who has set up his own foundation after being ambassador to our country and the United Kingdom, and for many years the head of Saudi intelligence."

It would be a mistake to think that CGI's interest in Haiti and other poor nations was motivated by humanitarian concern. Nor is it just that Clinton wants to show his capitalist friends inventive and innovative ways to make profits in "emerging markets." Clinton is trying to preserve U.S. imperial interests in the region.

As he said when introducing President Barack Obama at the Closing Plenary, Clinton is "profoundly grateful that the President has embraced the development and partnership with emerging countries, beginning with Haiti, as a core national security interest of America."

In other words, we ignore the rising and rebelling former colonies of the world at our own peril. We must embrace them, engage them, and bring them under our influence and control. This is, in a nutshell, the strategy of the "enlightened" bourgeoisie's represented by Clinton and Obama.

The 2010 CGI meeting was closed with a speech by US First Lady Michelle Obama, who essentially appealed to the CEOs and NGOs present to hire war veterans. "Whatever you're looking for, whether it's technical expertise or management ability, whether you're trying to lift a struggling community or boost your bottom line, I'm asking you to reach out and engage our veterans and military spouses," she said.

"It would be better if the Obamas simply stopped waging the wars creating unemployed and crippled war veterans," responded Ray Laforest of the International Haiti Support Network (ISHN), who followed the speech online. "That would free up money for jobs and services, not squander it on war. And that's the fatal flaw of the Clinton and Obama approach. They are trying to save capitalism by reforming it. The whole system needs to be scrapped and replaced with something similar to the societies developing in our neighbors like Cuba, Venezuela or Bolivia. Only then we will see real advances in healthcare, environmental protection and quality of life for the poor that the CGI claims to want."

## Nigel Fisher Can't Seem to Get the Facts Right

By Roger Annis

As Deputy Special Representative on Haiti to UN Secretary-General Ban Ki-Moon, Nigel Fisher's inattention to the post-earthquake tragedy there is disturbing. It underscores other concerns about his prejudices against the national sovereignty of the country whose interests he is supposed to assist.

Mr. Fisher gave a keynote speech to the "First Annual Neglected Diseases Conference" at the University of British Columbia on Sep. 18. His talk reviewed conditions in Haiti eight months after the earthquake. Several hundred people were in attendance, including medical students and professionals and university professors. It was a largely upbeat presentation sounding out of whack with the realities on the ground as widely reported by journalists and medical professionals (including a doctor recently returned from Haiti to whom I spoke in preparing this report).

According to Mr. Fisher, food shortages and malnutrition in Haiti have been greatly overcome. But there are opposing and persistent reports from Haiti to the contrary – the occurrence of orange hair in children, for example, which is a telltale sign of malnourishment, is being reported; and there are published reports of ongoing malnutrition, including by Partners In Health and the French NGO, Action contre la faim.

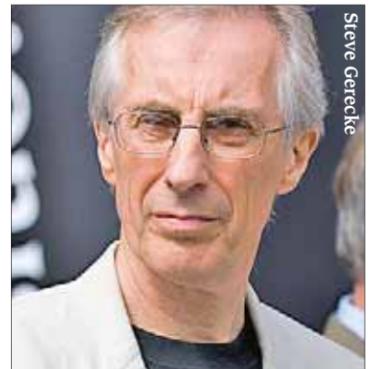
A new report (<http://ijdh.org/archives/14678>) by the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) says that a recent survey of 52 families in six camps showed that 75% had at least one member who went without food for an entire day in the preceding week and 50% had at least one child similarly deprived. Some 44% of the families surveyed by the IJDH drank untreated water.

The report says there are 1.3 million people living in 1,300 makeshift camps in and around Port au Prince. It outlines the legal and humanitarian duties of donor states. "At minimum, donor states have a duty to respect the human rights of all Haitians by adopting a rights-based approach to assistance," the report says. "Instead, the July survey confirmed piecemeal coordination, sluggish aid, and inadequate protection of displaced Haitians... Aid has trickled to a halt in most camps."

Mr. Fisher showed photos that accompanied his assertion that progress in establishing shelter for earthquake victims is being made. But his assertion is belied by the reports of many journalists and other observers in Haiti. He showed a photo of tent installations close to the Parc Jean Marie Vincent camp, a former sports stadium in the vicinity of Cité Soleil that is Haiti's largest Internally Displaced Persons camp. Most of the estimated 75,000 residents in that camp do not have tents and have complained bitterly to authorities about this and other inadequacies. The tents that Mr. Fisher showed in his photo of a nearby camp are of poor quality, a serious problem throughout the earthquake zone.

The IJDH found that 78% of the families it surveyed in July did not have enclosed shelter.

In answer to a question from a student, following his conference presentation, Mr. Fisher said the average life expectancy in Haiti is



Nigel Fisher, UN Deputy Special Representative on Haiti

45 years. Wrong, it is 61 years. He also said that Haiti has the highest rate of HIV infection outside of Africa, at 2.2%. Wrong again — Suriname, Guyana and Barbados, at least, rank higher in the Western Hemisphere.

Unfortunately, getting the facts wrong on Haiti is not new for Mr. Fisher. As the President and CEO of UNICEF Canada, he has often been an interviewee of choice for opinion on Haiti by the Canadian Broadcasting Corporation (CBC), before and after the earthquake. Mr. Fisher always sounds the refrain that "political instability" in Haiti is the main reason for its poverty and underdevelopment. This, of course, suggests that Haitians themselves are to blame for their plight. But any high school student with a minimum of research skills, let alone the head of a major UN agency or director of news programming for a national news broadcaster, can easily discern the

reason for instability and poverty. It is none other than the decades, nay centuries, of brutal interference and exploitation of Haiti by its foreign overseers, starting with the colonial empires of France, Britain and Spain, then followed by the United States and, more recently, the latter's junior partner, Canada.

A variant of Mr. Fisher's outlook on Haiti is voiced by Paul Collier, another of the CBC's favored commentators on Haiti. Mr. Collier says that the regime of near-starvation wages suffered by Haitian wage laborers is the key to the country's potential for "progress."

Mr. Fisher is no doubt pinning much hope for "stability" on the national "election/selection" (to use the term employed by many Haitians) to take place on Nov. 28 for Haiti's presidency and legislature. The dire post-earthquake conditions as well as the banning of Haiti's only large and representative political party, the Fanmi Lavalas of exiled President Jean-Bertrand Aristide, may well ensure scant voter turnout. Such was the case in the two-round partial senate election in April and June 2009 where Fanmi Lavalas was also banned. Voter turnout was less than 5%.

But that's proving of no concern to the UN agencies in Haiti, nor to the other foreign powers, including Canada, that are presently directing Haiti's future. With some honorable exceptions (though none in Canada), the election is nowhere mentioned in the mainstream media of those powers. This silence must end, and therein lies a considerable responsibility for all friends of Haiti in the coming weeks and months.

Roger Annis is a coordinator of the Canada Haiti Action Network in Vancouver BC. He can be reached at [rogerannis@hotmail.com](mailto:rogerannis@hotmail.com).

# ELECTIONS AU VAINCRE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Par Alan Woods \*

Le 26 Septembre le peuple du Venezuela élira une Nouvelle Assemblée Nationale. L'oligarchie réactionnaire soutenue par l'impérialisme tire parti des défauts de la révolution pour renforcer sa position et préparer la contre-révolution. La révolution vénézuélienne a parcouru un long chemin mais des leviers économiques clés sont encore aux mains de l'oligarchie. Il est nécessaire d'achever complètement la révolution socialiste et d'exproprier les capitalistes et les propriétaires terriens. C'est la seule façon de rendre la révolution irréversible.

La révolution s'est développée au Venezuela depuis plus d'une décennie et a désormais atteint un tournant critique. L'impérialisme et ses agents locaux, l'oligarchie vénézuélienne, s'acharnent à essayer de mettre un terme à la Révolution Bolivarienne. Ils utilisent en permanence les médias aux ordres pour mener une campagne malhonnête de diffamation et de désinformation. Cette campagne a atteint des niveaux inédits. Chavez a été décrit tour à tour comme un « populiste de fer », un « tison ardent » et un « psychopathe ». Il est censé être un « gangster agressif » qui « flirte avec la mégalomanie » et dont l'attitude « frôle la paranoïa ». Antérieurement, on le décrivait comme un « dictateur » (certains le font encore), mais ce langage contredit maladroitement le fait bien connu qu'il a remporté plus d'élections que n'importe quel autre dirigeant dans le monde au cours des dix dernières années.

Pour arranger à leur sauce ce fait décevant, ils ont été forcés d'inventer des catégories autrefois inconnues du lexique politique. Ils parlaient « d'autocratie élue ». Le Financial Times de Londres le voit comme « de plus en plus autocratique » et estime qu'il préside « une démocratie de gredins ». Derrière ce langage, il y a la peur et la haine : la haine des riches et des puissants contre un homme qui a soulevé les masses pour qu'elles luttent contre leurs oppresseurs et qui ont extrêmement peur du pouvoir de ces mêmes masses.

Il y a une très bonne raison à la férocité des attaques contre le Venezuela de la part de l'impérialisme et de ses hommes de mains en Amérique latine. Ils craignent à bon droit que la révolution vénézuélienne ne s'arrête pas aux frontières mais se répande dans d'autres pays. Les nationalisations au Venezuela constituent un exemple que d'autres vont vouloir suivre. Les discours du Président Chavez en défense du socialisme à l'échelle mondiale tirent la sonnette d'alarme dans les couloirs des puissants de Washington à Mexico et autres.

## La révolution Latino-américaine

A l'heure actuelle, le Venezuela est à l'avant-garde du processus révolutionnaire qui s'empare de l'Amérique Latine. Les politiques radicales d'Hugo Chavez, son opposition ouverte à l'impérialisme et ses appels perpétuels en faveur de la révolution mondiale sont devenus un phare pour tous les anti-impérialistes en Amérique Latine et dans le monde.

Ce qui inquiète vraiment les impérialistes est le fait que, pour que la Révolution Bolivarienne aille de l'avant, Hugo Chavez commence à prendre des mesures contre la propriété privée, nationalise des compagnies et des terres appartenant à l'oligarchie vénézuélienne et à des transnationales étrangères. Il a également appelé les travailleurs à occuper les usines, laissées à l'abandon par leurs patrons et introduit des éléments de contrôle



Les discours du Président Chavez en défense du socialisme à l'échelle mondiale tirent la sonnette d'alarme dans les couloirs des puissants de Washington à Mexico et autres

ouvrier dans les compagnies appartenant à l'Etat.

Dans le contexte de cette crise du capitalisme, les impérialistes sont terrifiés à l'idée que cet exemple soit suivi par d'autres pays (ce qui a déjà lieu) et que les travailleurs, non seulement en Amérique Latine mais aussi en Europe et aux Etats-Unis, ne commencent à demander des mesures similaires contre les grandes entreprises qui pillent les pays pauvres et exploitent leurs travailleurs pour en tirer d'énormes profits, détruisent l'environnement en provoquant des marées noires et d'autres formes de contamination et, pour accroître leurs profits, ferment des usines comme on ferme une boîte d'allumettes.

Il serait difficile d'énumérer les problèmes et les échecs de la révolution bolivarienne, problèmes dus au fait qu'elle n'a pas été menée à son terme. Mais, en dépit de ses défauts et de ses limites, la révolution vénézuélienne représente un danger mortel pour les classes dirigeantes.

Dans toute l'Amérique Latine, l'esprit des masses s'échauffe. En Equateur, il y a l'élection de Rafael Correa, dont on dit qu'il prend exemple sur Chavez et qui a le soutien de plus de 80% des gens. En Bolivie, Evo Morales, encouragé par les nationalisations au Venezuela, a soulevé la question de la nationalisation des ressources naturelles du pays et a fait face à une révolte de l'oligarchie, qui ne peut être vaincue que par l'action révolutionnaire des masses.

## Le dilemme de l'impérialisme

Les stratégies de l'impérialisme sont arrivés aux mêmes conclusions que les marxistes : la situation est mûre pour un mouvement révolutionnaire généralisé en Amérique Latine, qui aura d'énormes conséquences aux Etats-Unis et à l'échelle mondiale. L'oeil du cyclone reste le Venezuela, où, après une décennie de lutte, la révolution atteint le point de non-retour. Cela explique pourquoi l'impérialisme étasunien a pris de nouvelles mesures pour contrôler la situation. L'accusation suivant laquelle Chavez mène une politique agressive contre la Colombie lui pend au nez. L'accord pour les bases militaires en Colombie (qui a été temporairement paralysé par les tribunaux), le coup d'Etat au Honduras, le déploiement de forces militaires étasuniennes au Costa Rica et, last but not least, la

tentative d'installer des bases militaires au Panama, qui entourera effectivement le Venezuela d'une puissante présence militaire étasunienne, tout cela montre qui est le véritable agresseur.

C'est ce qui a conduit à la rapide détérioration des relations entre Caracas et Bogota, à laquelle on a assisté au mois d'août. Sous certaines conditions, ce conflit, qui en surface semble résolu, pourrait conduire à l'éclatement de vraies hostilités entre le Venezuela et la Colombie, que Washington a transformée en un camp militaire. La formation de milices populaires et l'achat d'armes en Russie ne sont pas l'expression d'une politique étrangement agressive mais des mesures purement défensives, prises par le Venezuela pour contrecarrer les politiques agressives des Etats-Unis.

Tout cela montre que les impérialistes n'ont pas abandonné leurs plans de renverser Chavez, par la force si nécessaire. Toutefois, les options de l'impérialisme au Venezuela sont limitées. L'impérialisme étasunien, avec toute sa richesse et sa puissance militaire, dispose d'une marge de manoeuvre sévèrement limitée. Autrefois, ils n'auraient pas hésité à intervenir directement, à envoyer les Marines. Mais ce n'est pas possible à l'heure actuelle. Ils ont été forcés d'abandonner l'Irak et sont embourbés dans une guerre impopulaire et perdue d'avance en Afghanistan. Après l'échec de l'aventure iraquienne, l'opinion publique aux Etats-Unis se retourne contre la guerre. C'est pourquoi il est peu probable que Washington puisse lancer dans l'immédiat une autre aventure militaire en Amérique Latine.

La possibilité d'une intervention militaire directe est peut-être remise à plus tard. Mais il y a d'autres armes dans l'arsenal de l'impérialisme étasunien. Washington cherche en permanence à isoler le Venezuela sur la scène internationale. Elle exerce en permanence une pression diplomatique, militaire et économique pour affaiblir le gouvernement d'Hugo Chavez. En plus de la destruction de sa réputation, il reste l'option de la destruction de sa personne, que la CIA prépare indubitablement depuis un certain temps.

Le chrétien évangélique, escroc accompli et enragé réactionnaire Pat Robertson a dit : « *You save, je ne sais rien de cette doc-*

*trine de l'assassinat, mais s'il pense qu'on essaie de l'assassiner, je pense qu'on devrait vraiment y aller et le faire. C'est beaucoup moins cher que de commencer une guerre et je ne pense pas que les livraisons de pétroles s'arrêteraient.* » En prononçant ces mots, il disait simplement ce que d'autres dans des positions plus influentes pensaient. Et ces pensées n'ont pas disparu.

L'assassinat demeure une possibilité. Mais en dépit de ses attraits évidents, ce que propose le révérend Robertson recèle de sérieux risques pour l'impérialisme étasunien. En dépit des opinions optimistes de M. Robertson, le premier résultat serait l'arrêt des fournitures de pétrole aux Etats-Unis. Un assassinat causerait une vague de colère et de révolte en Amérique Latine et dans le monde. Pas une seule ambassade « étasunienne » ne serait laissée en place dans la région. L'amertume contre les Etats-Unis durerait pour des générations et conduirait à d'autres soulèvements et explosions.

## Préparer un coup d'Etat parlementaire

Pour toutes ces raisons, Washington est forcée de s'appuyer sur les mécanismes de la « démocratie » bourgeoise dans une tentative de renverser la Révolution par des moyens constitutionnels. Ici se situe l'importance des élections à l'Assemblée Nationale, au Venezuela, en Septembre. Ce que projette Washington, n'est ni plus ni moins qu'un coup d'Etat parlementaire. Elle cherche à liquider la Révolution Bolivarienne, non pas par l'intervention extérieure, mais en s'appuyant sur les ennemis intérieurs de la Révolution. Pour ce faire, elle utilisera les contradictions internes de la Révolution et du Mouvement Bolivarien lui-même.

L'opposition compte remporter un nombre significatif de sièges dans la nouvelle Assemblée Nationale. Si elle devait remporter la majorité en Septembre, ou si elle devait gagner une présence significative à l'Assemblée Nationale, une spirale régressive pourrait s'ensuivre pour la Révolution Bolivarienne. Les masses petites-bourgeoises, qui ont été démoralisées et passives à l'époque récente, seraient encouragées par une victoire électorale et iraient à l'offensive.

Si les contre-révolutionnaires réussissent le 26 septembre, ils utili-



Nous appelons donc chaque ouvrier, les forces vives de la société vénézuélienne à voter

seront leur position à l'Assemblée pour saboter les efforts du gouvernement, mobiliser la classe moyenne pour descendre dans la rue et provoquer du grabuge partout où c'est possible. Même s'ils ne devaient remporter qu'un tiers des sièges, ils seraient capables de bloquer certaines décisions clés. Ils concevraient une série de bras de fer entre le Président et l'Assemblée. Leur but ultime est de créer une situation où ils pourraient se débarrasser de Chavez, que ce soit par des moyens parlementaires ou extra-parlementaires. La menace est sérieuse.

Aucun individu censé ne peut croire que les décisions fondamentales résultent de la loi et des choix parlementaires. En dernière instance, toutes les décisions importantes sont prises dans la rue, dans les usines, dans les villages et dans les casernes militaires. Mais le parlement peut jouer un rôle significatif comme point de ralliement-tant pour les forces de la Révolution que pour la contre-révolution. C'est pourquoi ce qui sortira des élections de Septembre est si important pour le futur de la Révolution.

Si la contre-révolution triomphe, croyez-vous qu'elle respectera la loi? La Constitution Bolivarienne serait abolie le jour, suivant la victoire. On ferait machine arrière sur toutes les réformes de la dernière décennie. Et qu'est-ce qui arriverait à tous ceux qui ont soutenu la révolution? Croyez-vous que la contre-révolution va les accueillir? Les contre-révolutionnaires feront-ils le même genre de gestes de conciliation que Chavez leur a si souvent adressés, sans résultat? Non! Ils auront la même attitude implacable et revancharde qui a caractérisé toutes les classes dirigeantes de l'histoire quand elles ont été vaincues par une révolution, attitude résumée par le dicton latin : *Vae victis!* Malheur aux vaincus!

La victoire de la contre-révolution au Venezuela représenterait un sérieux coup pour la Révolution en Amérique Latine. La Bolivie et l'Equateur seraient immédiatement soumises à une pression terrible. La Révolution Cubaine, qui est déjà menacée par la contre-révolution capitaliste, serait en plus grand danger qu'auparavant. Les effets se feraient sentir à l'échelle mondiale, avec une nouvelle offensive idéologique de la bourgeoisie contre le socialisme. Il suffit de poser la question en termes concrets pour comprendre ce qu'il faut faire.

## La contre-révolution peut-elle réussir?

Est-il concevable que l'opposition mène son plan à bien? Tout ouvrier ou paysan conscient espère avec ferveur qu'elle n'y parviendra pas. Il n'y a rien de plus dangereux que le type d'optimisme aveugle qui se cache derrière des phrases creuses comme « la Révolution est irréversible ». Il est nécessaire de tenir compte de la base matérielle, non pas des espoirs et des illusions doucereuses, mais des faits objectifs. Nous sommes au milieu d'une guerre, et dans la conduite de la guerre, il est préférable de surestimer l'ennemi que de le sous-estimer.

Où réside le danger principal? Il réside dans le fait que la révolution socialiste n'a pas

# LE VENEZUELA : ET LUTTER POUR LE SOCIALISME!



Les femmes, les syndicalistes, toutes les classes sociales pour les candidats du PSUV le 26 septembre

été conduite à sa conclusion et que la bourgeoisie contrôle toujours des éléments clés de la vie économique et sociale du pays. Ce fait a été signalé par le président Chavez au Congrès Extraordinaire du PSUV. Il a dit qu'il ne pouvait y avoir de transition au socialisme au Venezuela tant que l'Etat bourgeois de la Quatrième République sera encore en place et que des parties clés de l'économie seront encore aux mains de l'oligarchie. C'est à 100% vrai. Les deux principaux obstacles qui entravent la marche de la révolution sont la propriété privée des secteurs clés de l'économie, et l'existence persistante de l'Etat bourgeois. Il est impossible de maintenir cette situation de prétendue économie mixte dans laquelle l'élément capitaliste prédomine, provoquant le désordre et le chaos, des pénuries alimentaires, l'inflation, des fermetures d'usines et la fuite des capitaux.

Toutes ces choses ont un sérieux effet sur les masses. La survie du capitalisme se reflète dans la baisse des niveaux de vie. Il est vrai que les masses croient encore en Chavez et sont loyales à la révolution. Mais cette loyauté ne doit pas être trompée et ne peut pas être maintenue uniquement par des discours et des exhortations. Le fait que l'opposition ait été capable de gagner des élections municipales et provinciales dans des zones pauvres, telles que Petare en Novembre 2008, était déjà un avertissement. Si le gouvernement ne s'engage pas dans une action déterminée pour résoudre les problèmes des masses, la baisse de moral peut se répandre et se manifester sous la forme d'une abstention élevée aux élections.

D'un autre côté, la survie de l'ancien Etat et de l'ancienne bureaucratie représente un danger mortel pour la révolution. La bureaucratie est féroce opposée au socialisme et à la révolution et fait tout ce qui est en son pouvoir pour la saboter. Aucun individu censé ne pourrait imaginer qu'il soit possible d'avancer vers le socialisme tant que ce monstre corrompu continue d'exister. Cela a été signalé par Chavez au Congrès Extraordinaire du PSUV, quand il a cité L'Etat et la Révolution, où Lénine explique que la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par la démocratie ouvrière est la première condition du mouvement vers le socialisme.

Les réformistes ne souhaitent pas parler de ces problèmes. Ils utilisent mille et un arguments « intelligents » pour prouver que la classe ouvrière ne peut ni ne doit prendre le pouvoir. Ils considèrent que le socialisme est une utopie, tandis qu'eux seraient réalistes. Face aux attaques de la contre-révolution, ils font la politique de l'Autruche et espèrent que le danger s'en ira de lui-même. Ce « réalisme » est en fait la pire forme d'utopisme. Il représente un danger sérieux pour la « révolution ».

Le Président Chavez a maintes fois averti des dangers de la bureaucratie contre-révolutionnaire, qui n'est ni plus ni moins que la Cinquième Colonne de la bourgeoisie, à l'intérieur de la Révolution et du Mouvement Bolivarien. La récente désertion du PPT [Patria Para Todos, ndt] est simplement le der-



Les options de l'impérialisme au Venezuela sont limitées. L'impérialisme étatsunien, avec toute sa richesse et sa puissance militaire, dispose d'une marge de manoeuvre sévèrement limitée



L'opposition est féroce opposée au socialisme et à la révolution et fait tout ce qui est en son pouvoir pour la saboter

er d'une longue série d'exemples, qui prouvent l'existence de cette Cinquième Colonne Bureaucratique et Réformiste. Combien sont encore là et prêts à trahir?

#### L'IMT et les élections

Quelle est l'attitude de la Tendance Marxiste Internationale [IMT] vis-à-vis de ces élections? Il va de soi que les marxistes appelleront à voter pour le PSUV à ces élections. Nous devons lutter pour vaincre l'opposition contre-révolutionnaire. La seule façon de réaliser cet objectif est de mobiliser les masses - la vraie base et la force motrice de la Révolution. Les ouvriers et les paysans doivent être motivés et enthousiastes. Mais cela n'est possible que si le PSUV se positionne clairement et sans ambiguïté pour des politiques socialistes et révolutionnaires, et les met en pratique.

Toutefois, le combat pour le socialisme consiste en une série de batailles partielles. La Révolution ne doit pas faire le moindre pas en arrière, mais frapper encore et encore l'ennemi de classe. La tâche la plus urgente et la plus immédiate est de vaincre l'opposition contre-révolutionnaire, bloquer sa tentative de revenir au pouvoir en utilisant les mécanismes démocratiques fournis par la Constitution Bolivarienne. Nous appelons donc chaque ouvrier, les jeunes, les femmes, les syndicalistes, toutes les forces vives de la société vénézuélienne à voter pour les candidats du PSUV le 26 septembre.

Certains, qui se disent « de gauche », ou pire, « marxistes », ont adopté une attitude irresponsable et légère vis-à-vis des élections de septembre. Ils défendent l'abstention, ou pire, rejoignent les rangs de l'opposition contre-révolutionnaire. C'est un abandon complet de la politique révolutionnaire. Quand les lignes de classes sont clairement dessinées, et quand le choix est entre

la Révolution et la Contre-Révolution, quiconque franchit la ligne est coupable de trahison.

Depuis le tout début de la Révolution vénézuélienne, les marxistes du IMT ont défendu la révolution et souligné sa signification pour les révolutionnaires à travers le monde, alors que de nombreux gauchistes niaient qu'une révolution avait lieu et excluaient catégoriquement la possibilité d'un tournant socialiste. Onze ans plus tard, notre position a été complètement vérifiée. Même si la révolution n'a pas accompli le pas décisif vers le socialisme, il est clair que cette idée de socialisme a conquis les masses, qui luttent pour cet objectif.

Le renforcement de la tendance marxiste à l'intérieur du PSUV, des jeunes du PSUV et de l'UNT serait un outil puissant pour faire avancer ce processus et vaincre la contre-révolution une fois pour toutes en détruisant son pouvoir économique et en achevant ainsi la Révolution Socialiste Vénézuélienne. La Tendance Marxiste Internationale, organisée au Venezuela autour du journal Luttés des classes (Lucha de Clases) se bat pour pousser la Révolution plus avant, pour qu'elle marche vers la victoire finale et décisive. Mais la victoire finale dépend de l'issue d'une série de batailles partielles. Quiconque est incapable de défendre le terrain conquis par le passé ne sera jamais capable d'avancer pour conquérir le pouvoir.

#### Mener la révolution à son terme!

Tout en défendant la révolution contre les attaques de l'impérialisme et de l'opposition contre-révolutionnaire, les Marxistes ont le devoir de prévenir des dangers de la situation présente. L'opposition contre-révolutionnaire vénézuélienne essaie de tirer parti de chaque erreur commise par le gouvernement. Des problèmes non encore résolus comme le loge-



Chavez : « les Candidats du peuple sont mes candidats »

ment, la hausse du taux de criminalité et, récemment, les coupures du système électrique, sont utilisées par l'opposition pour générer l'apathie parmi les masses qui soutiennent la révolution.

Il n'est pas possible d'arrêter la Révolution à mi-chemin. Il n'est pas possible de faire une demi-révolution. Les masses sont loyales à la Révolution, mais elles n'accepteront pas éternellement cette situation. Tôt ou tard, il faut en finir. Chavez a fait d'importants pas en avant, mais il est nécessaire de finir le travail. Une fois que la révolution vénézuélienne aura mené à bien la tâche d'éliminer le capitalisme et le système latifundiaire, cela peut rapidement se répandre dans d'autres pays d'Amérique Latine. C'est le sens profond de la révolution bolivarienne : la nécessité objective d'unir le continent divisé qu'est l'Amérique Latine et de l'élever à un niveau de développement qualitativement supérieur, qui correspond à son potentiel économique colossal.

Le dirigeant socialiste espagnol Largo Caballero disait qu'on ne pouvait soigner le cancer avec de l'aspirine. Les problèmes sérieux exigent des solutions sérieuses. Quand Abraham Lincoln a gagné la Guerre Civile, il a compris qu'on ne pouvait laisser le pouvoir économique aux mains de l'ennemi. Il a exproprié les propriétaires d'esclaves du Sud, dont la richesse vaudrait aujourd'hui des milliards de dollars. Ce faisant, il ne s'est guère préoccupé des subtilités. En fait, il n'aurait jamais gagné la guerre s'il avait été obsédé par le droit et les constitutions.

Il y a longtemps, Cicéron écrivait la fameuse formule : Salus Populi Est Suprema Lex : Le salut du peuple est la loi suprême. Nous pouvons dire aujourd'hui, en ayant tout autant raison, que le salut de la Révolution est la loi suprême. Empêcher que les contre-révolutionnaires ne remportent le contrôle de l'Assemblée Nationale est une nécessité pour empêcher la liquidation des acquis des onze dernières années. Mais en soi, ce n'est pas suffisant. La seule façon de vaincre l'opposition et d'écarter définitivement la menace de la contre-révolution consiste à liquider le pouvoir économique de l'oligarchie, à exproprier les propriétaires terriens, les banquiers et les capitalistes et à introduire un plan de production socialiste sous le contrôle démocratique des ouvriers.

Les réformistes avancent qu'agir de cette façon équivaudrait à provoquer les impérialistes et les réactionnaires. C'est absurde. Les impérialistes et les réactionnaires ont montré par leurs actions qu'ils n'ont besoin d'aucune provocation pour agir. Les ouvriers, les paysans et les pauvres du Venezuela attendent d'Hugo Chavez, qu'il tienne sa promesse de rendre irréversible la Révolution Vénézuélienne. Cela ne peut être fait qu'en défiant directement le droit sois-disant sacré de la propriété privée. A moins que le pouvoir économique ne soit arraché des mains de l'oligarchie

contre-révolutionnaire, la révolution bolivarienne ne sera jamais victorieuse et les acquis de la révolution ne seront jamais hors d'atteinte.

Pour ceux qui sont hypnotisés par des considérations légales, nous signalons qu'il existe un mécanisme constitutionnel utilisable à cette fin : un décret pour nationaliser les terres, les banques et les principales industries. Chavez a encore le pouvoir formel, une large majorité à l'Assemblée Nationale et un mandat populaire pour mener à bien l'expropriation de l'oligarchie - la condition première pour un mouvement vers le socialisme? Mais le moment d'agir, c'est maintenant. Demain, il sera trop tard.

C'est la seule perspective possible pour qui veut mettre un terme à la domination de l'Amérique Latine par les Etats-Unis et l'impérialisme mondial. Mais c'est une perspective qui s'oppose radicalement au nationalisme. Elle défend l'abolition des frontières qui ont artificiellement divisé et balkanisé l'Amérique Latine depuis 200 ans. Elle correspond aussi à la nécessité d'une perspective anti-capitaliste (socialiste), puisqu'elle ne peut être réalisée qu'en rompant avec la bourgeoisie. Le pouvoir doit être passé à la classe ouvrière et à ses alliés naturels, les paysans pauvres, les pauvres urbains et les semi-prolétaires.

L'idée des Etats-Unis Socialistes d'Amérique Latine est une idée qui peut unir et mobiliser les masses ouvrières, paysannes et la jeunesse révolutionnaire d'Amérique Latine pour une lutte ouverte contre l'impérialisme et le capitalisme. Elle ne contient pas le moindre atome d'utopisme mais découle de la nécessité objective. C'est le slogan du présent qui donne la clé du futur. **Défendre la Révolution Bolivarienne! Vaincre l'opposition contre-révolutionnaire! Lutter pour une majorité du PSUV à l'Assemblée Nationale! Mener à terme le programme de la Révolution Socialiste!**

Londres, 7 Septembre 2010.

Source: In Defence Of Marxism

Traduit de l'anglais par Marc Harpon

Changement de Société 25 septembre 2010

Ndlr. Alan Woods. Intellectuel marxiste britannique. Rédacteur en chef du site internet *In Defense of Marxism*, il a écrit de très nombreux articles couvrant un large éventail de sujets : la politique, l'histoire, l'économie, l'art, la science, la philosophie, etc. Il est traduit et diffusé dans une vingtaine de langues. Diplômé de russe, il parle également l'espagnol, le français et l'allemand. Il est l'auteur d'une dizaine de livres, dont les deux plus récents ouvrages sont : *Irlande : Republicanisme et Révolution*, et *Le Marxisme et les Etats-Unis* excellente introduction à l'histoire du mouvement ouvrier américain.

## Election présidentielle : dissidence au sein du Parti Populaire National (PPN)

Par Catherine Charlemagne

Chaque semaine et chaque jour approchant le scrutin présidentiel du 28 novembre prochain apportent leur lot de discorde, de malentendu, d'ambiguïté, de divergences, voire de la rupture. Après une pléiade de partis, mouvements et autres Plateformes, annonçant leur participation ou leur retour dans le processus électoral après avoir annoncé haut et fort leur opposition au Conseil Electoral Provisoire (CEP) dirigé par M. Gaillot Dorsainvil, c'est le tour du *Parti Populaire National* (PPN), la formation politique dirigée par Benjamin Dupuy dit Ben Dupuy de se donner malgré lui en spectacle. Dommage !

Car, le vrai secteur populaire haïtien qui traverse déjà une période extrêmement difficile avec l'éclatement du mouvement Lavalas depuis le départ du Président Jean-Bertrand Aristide et l'ingratitude du Président René Préval, n'a vraiment pas besoin de ces dissensions en son sein dans la mesure où tous les partis de gauche haïtien se délitent au fur et à mesure que nous entrons dans les débats sociopolitiques du moment. Peut-on dire pour autant que l'ancien Premier ministre d'Aristide en 1991 a réussi son plan machiavélique qui consiste à démanteler tous les courants progressistes en Haïti ? Rien n'est moins sûr.

Néanmoins, il faut reconnaître une chose : la politique de démolition conduite par le Président Préval a transformé la division et la discorde en moyens de gouvernance, ceci afin de mieux servir ceux pour lesquels il a été brillamment réélu en février 2006 par le secteur populaire. Quel retournement de situation ? Aujourd'hui, des gens se réclamant ou s'auto proclamant dirigeants des Secteurs populaires, n'ont rien à voir avec la lutte du peuple. En fait, ces prétendus chefs du Secteur populaire ne croient plus dans la lutte populaire. D'ailleurs, ils n'en ont jamais cru. Ils se servent de ce secteur juste pour pouvoir mener grand train de vie. On le voit avec ceux qui se précipitent dans les bras du candidat du pouvoir. Alors même qu'ils sont soi-disant dans le milieu populaire, ils voient bien que le candidat à la présidence de *Inité*, n'a aucune popularité, voire rejeté par la population.

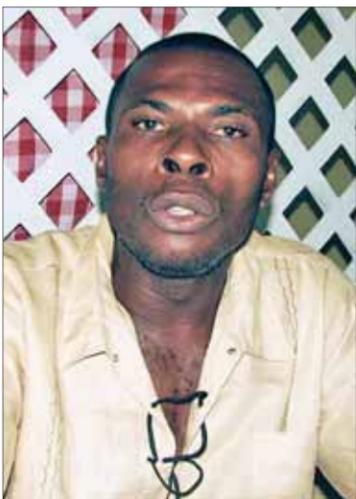
Se servant de caution pour les basses besognes du chef de l'Etat lors de ces élections, ces faux représentants du Secteur populaire ne font que profiter du gaspillage de l'argent des contribuables par le Palais National pour soutenir une cause perdue et défendre l'indéfendable. C'est de l'opportunisme. Tout ceci, naturellement, ne peut qu'encourager d'autres compatriotes motivés politiquement à se questionner sur leur positionnement sur l'échiquier politique par rapport à une conjoncture politique confuse et des perspectives plus ou moins assombries.

Dans ce cas de figure, la



Le patron de l'hebdomadaire *Haïti Progrès*, M. Ben Dupuy

population, à travers la presse, a découvert la semaine dernière, des visages qu'elle n'a point habitude de voir à la télévision ou entendre dans les médias de la capitale. C'est un nouveau mouvement politique qui a pris naissance dans la foulée des élections de novembre prochain



Jules André Hyppolite

et, principalement, l'élection présidentielle. Les dirigeants de cette nouvelle organisation viennent tous du *Parti Populaire National*, un mouvement politique ancré surtout en province et dans le nord du pays en particulier et que la particularité est d'être opposé à quasiment toutes les élections.

PPN est présidé par le patron de l'hebdomadaire *Haïti Progrès*, M. Ben Dupuy, vivant à cheval entre Haïti et les Etats Unis. Selon le groupe de dissidents ayant décidé de créer leur propre parti, cette rupture est due à de graves divergences, résultante de la position du PPN sur la conjoncture politique en Haïti. Il semble qu'au sein de la Direction du PPN, un consensus avait été trouvé et le parti devait participer aux élections de novembre. Mais brusquement, selon Jules André Hyppolite, le Coordonnateur du nouveau *Mouvement Populaire National* (MPN), pour des raisons dont il ignore, Ben Dupuy et Georges Honorat ont décidé de changer d'avis sans donner d'explications aux autres membres du Bureau politique du PPN.

C'est ainsi qu'ils apprennent que le PPN ne participe pas aux joutes électorales du 28 novembre. Alors que depuis des mois, ils parcourent le pays en vue de mobiliser leurs bases pour une participation aux comices à tous les niveaux. Suite à ce comportement irrespons-

able d'une partie des responsables, selon Jules André Hyppolite, la plupart des membres de la Direction nationale du PPN ont décidé de démissionner et décide de fonder le *Mouvement Populaire National* (MPN) afin de poursuivre, dit-il, la démarche entreprise bien avant le début du processus électoral, c'est-à-dire, participer aux prochaines élections.

En attendant, le nouveau Bureau politique du MPN dont les noms suivent : Jules André Hyppolite, Coordonnateur National, Odner Noélien, Coordonnateur Adjoint, Darwin Saint-Julien, Secrétaire Exécutif, Merand Jonas, Secrétaire Adjoint, Enoce Antoine, Trésorier, Adieudon Alceille, Trésorier Adjoint, Alcinmar Philistin, Conseiller, André Jean, Conseiller, Edgard Mangirat, Délégué, Garid Dagobert, Délégué, Guerrier Raymond Délégué, envisage de prendre part aux scrutins à l'échelle régionale à travers les Collectivités territoriales, vue que le nouveau parti n'aura pas le temps de présenter des candidats à d'autres niveaux.

En revanche, les dirigeants du *Mouvement Populaire National* n'entendent pas faire de cadeaux au Président René Préval pour la présidentielle. Ils comptent se mobiliser et mobilisent leurs bases afin de faire échec au plan ourdi par le Palais National en faveur de Jude Célestin. Parmi les dix-neuf candidats à la magistrature suprême, il semble que c'est l'ancien Premier ministre et candidat à la Présidence de la République, Jacques Edouard Alexis, qui a la faveur des responsables de MPN. Un choix qui, en fait, exprime bien l'opportunisme des dirigeants du *Mouvement Populaire National* qui ont déserté des principes pour rejoindre la pagaille politicienne.

Lors de leur conférence de presse donnée le jeudi 23 septembre à Port-au-Prince, ils ont clairement apporté leur soutien à ce candidat en déclarant dans un long texte distribué en la circonstance : « *E nou profite okazyon sa pou apiyè ak tout fos nou kandidati mesye Jacques Edouard Alexis nan eleksyon 28 novanm k'ap vini an ki dako pou ranmase revandikasyon mas popilè yo* ». Le *Parti Populaire National* n'est malheureusement pas le premier et, certainement, ne sera pas le dernier à supporter la dissidence d'une partie de ses adhérents et de cadres responsables. Car, les temps sont durs pour tous les mouvements de gauche progressiste et populaire au point de vue financière.

En Haïti, et pendant la période électorale en particulier, il est toujours fort difficile pour ces mouvements de garder la cohésion en leur sein. La tendance à débaucher par tous les moyens les meilleurs éléments du camp populaire en leur promettant monts et merveilles en cas d'une hypothétique victoire demeure une vérité dans ce pays. Surtout, en Haïti, où la foi idéologique demeure une denrée rare, voire rarissime.

## Le train « ban m janm pran kann » de René Préval

Par Joël Léon

« *chimen zenglen se sa nou we pou demen* »

(Zekle, Joël Widmaer)

« *chak fwa nou dezini se drapo n nou trayi* »

(Nu-look, Legacy)

Le peuple est en guerre contre l'alliance Préval-international-bourgeoise. Ce n'est pas une guerre sainte, mais l'équivalent de celle dans laquelle nos ancêtres s'étaient battus corps et âme pour fonder cette nation. Tout l'avenir et la dignité de l'haïtien dépendent de notre capacité à faire échouer cette alliance. Si quelqu'un se laisse aller à considérer cette dérive comme une simple entreprise d'accapement de pouvoir politique, il se trompe. C'est plutôt la reconquête de nos droits de peuple, la défense de notre héroïque histoire, un combat pour réimposer le défi haïtien. L'engagement d'aujourd'hui dépasse les limites du moi ou d'un groupe. Il est purement national, ceci de façon absolument désintéressée. Si Préval a fait choix du camp des traîtres, c'est son choix, mais l'histoire est là.

Cette semaine, j'écoutais la chanson du groupe « New look » intitulée « Legacy » : un joyau. Au début de la chanson, Gassman Couleur, porté par un sens très vif, s'est ainsi lamenté, et je cite :

« *Gen de jou m leve*

*M ape panse*

*Si yon jou m pa ta la*

*Kisa ya va panse de mwen... »*

Je me pose la même question, à savoir ce que l'histoire va retenir comme héritage de René Préval, quoiqu'il s'en fout d'être le con du 21ème siècle.

**Maintenant, c'est la guerre ouverte !**

Par contre, le président a choisi ce moment même pour mettre en scène une autre comédie fraîchement fraîche de son arsenal mélodramatique, consistant à consulter les candidats à la présidence. D'abord

l'initiative est biaisée et truffée d'anomalies. A quel titre s'arroge-t-il le droit d'intervenir dans le « processus électoral » au sein duquel il n'a aucune latitude. Il a personnellement fait choix de Jude Célestin, le père de son petit-fils, comme le candidat de son parti, INITE, après avoir joué Jacques Edouard Alexis comme un yoyo. S'il a des conseils à prodiguer, qu'il appelle Jude Célestin.

Unaniment, tous les analystes politiques se mettent ensemble pour disqualifier l'initiative « d'excès éhonté » de la part d'un apprenti « Houphouët Boigny caribéen ». Le « conseil électoral provisoire », quoique toujours anodin, est la seule institution jouissant de ce pouvoir à partir de son caractère d'autorité indépendante électorale. René Préval, le coquin, ne se contente pas seulement de manigancer les magouilles derrière la scène, il les revendique en temps et lieu, il le signifie à ses sujets par des démonstrations étranges de chefferie. Il veut marquer son temps ! Il est bruit que certains courtisans commencent à l'appeler papa au palais national, physiquement en ruines. Il expose publiquement sa brutalité, son instinct paternaliste, digne d'un vrai chef d'état de tradition tribale ou tout simplement d'un chef de section.

**L'illusion louverturienne**

Je suis un fier dessalinien, je revendique son héritage, son sang et son secret. Sous occupation, l'orientation du leadership ne doit être rien d'autre que dessalinien. Seul ce courant national pur peut procurer la stabilité et le bien-être aux peuples fiers d'Haïti. L'état d'Haïti a pris naissance dans l'hostilité et l'incompréhension de toutes les puissances coloniales de l'époque. On n'a jamais fait de cadeaux à Haïti, jamais ! N'espérons aucun changement de mentalité à notre endroit, parce que nous sommes des arracheurs, des preneurs, des conquérants de liberté. C'est cette vision qui nous définit comme peuple à travers l'histoire. Donc, l'international pactisera avec tout ce

*Suite à la page (15)*

**Menez Jean-Jerome**  
Attorney at Law

**Real Estate  
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

**Nou pale kreyòl!**

(718) 462-2600  
(914) 643-1226 cell

**RADIO**

**PA NOU**

1685 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

**67 Khz**

[www.radyopanou.com](http://www.radyopanou.com)

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph  
Bureau:  
(718) 940- 3861

Studio:  
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702  
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992  
(718) 469- 8511

## Police nationale d'Haïti: protectrice des « grands »?

Par Morisseau Lazarre

Suite à l'assassinat par des bandits de Mme Manouchka Louis Jean Brice, épouse du directeur départemental de l'Ouest de la Police nationale d'Haïti, Ralph Stanley Jean Brice, le vendredi 10 septembre 2010, le directeur central de la police judiciaire, Frantz Thermilus, complexé, révolté, a fait une déclaration des plus révélatrices et hautaines.

En effet, lors d'un point de presse sur ce crime crapuleux le mercredi 15 septembre 2010, Thermilus a lâché tout de go : « *Les bandits doivent savoir que certaines personnes (c'est nous qui soulignons) ne doivent pas être leurs cibles jusqu'à tomber sous leurs balles. Quand certaines autorités (c'est nous qui soulignons) sont frappées, tous les grands (c'est nous qui soulignons) doivent en ressentir les effets, dans n'importe quel pays au monde.* » En voici, en voilà pour notre argent, la vérité crue, fraîche, limpide on ne peut plus du directeur central de la police judiciaire, à qui veut l'entendre !

Certes, l'assassinat de Mme Louis Jean Brice est l'un des multiples crimes qui font parti du vécu quotidien du peuple haïtien. Et cette insécurité dans le pays n'épargne qui que vous soyez : puissant ou misérable. D'où l'impératif pour n'importe quel gouvernement, sinon pour l'État, de s'assurer que des mécanismes soient mis en place et des ressources mises à la disposition des instances concernées afin de créer un climat sécuritaire pour toutes les couches de la population, en général. D'ailleurs, l'insécurité peut se dresser comme la première pierre d'achoppement pour le bon fonctionnement et le développement d'une société.



Le directeur central de la police judiciaire, Frantz Thermilus

Malheureusement, l'État haïtien, rétrograde comme il est et a toujours été, mis à part des divagations vomies ici et là pour la galerie par nos pseudo-dirigeants, refuse de faire rien qui vaille pour colmater cette brèche qu'est l'insécurité et rassurer la population. Et, tandis que le pays est sous domination des néocolons depuis belle lurette, eux aussi n'ont rien entrepris pour apporter une amélioration à ce mal qui répand la terreur et qui ne cesse de ronger le tissu social de la Nation. Pratiquement, cela se comprend car, en réalité, ces pillageurs ne sont pas dans le pays pour mettre leur vie en danger pour donner protection aux nègres haïtiens. Ils sont plutôt là dans le pays pour réprimer toute révolte des masses haïtiennes et pour protéger leurs propres intérêts et ceux de leurs dociles alliés anti-nationaux.

Pour retourner aux déclarations du directeur central de la police judiciaire, Frantz Thermilus, disons que la constitution du pays dit très clairement dans son article 19 que « l'État a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, »

Suite à la page (15)

## Débats très animés sur le coup d'État du 30 septembre 1991

Par Morisseau Lazarre

Sur l'invitation de Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) et de l'internationale Haiti Support Network (ISHN), le dimanche 26 septembre, au temple culturel du journal Haïti Liberté se tenait un forum pour commémorer la mémoire des victimes du coup d'État sanglant du 30 septembre 1991 contre le gouvernement de Jean Bertrand Aristide, démocratiquement élu lors des élections du 16 décembre 1990.

D'entrée de jeu, une minute de recueillement a été observée en l'honneur des victimes. Et sans perdre de temps, l'animateur Jean Stéphane a entamé sa présentation sur le but du coup d'État qui n'était

autre que, a-t-il dit, de mettre les masses du pays hors d'état de nuire et forcer le plan néolibéral dans la gorge du peuple haïtien.

Morisseau Lazarre du Haiti Support Network, lui, a identifié les conséquences du putsch sur les plans politique, social, et économique. Tandis que Mme Jocelyne Gay a revu les causes du putsch et les dessous des prochaines élections-sélections du 28 novembre 2010.

L'assistance, bien que n'ayant pas été en grand nombre, dégagait beaucoup de chaleur dans l'enceinte et avait fait montre de beaucoup d'intérêt au cours des débats qui étaient des plus animés.

C'était une soirée pleinement réussie.

## New York: Haïti à l'avant-scène avec la "Clinton Global Initiative"

Par Kim Ives

Sous le capitalisme, la bourgeoisie s'organise souvent des conclaves pour l'élaboration de stratégies pour elle-même et des cirques pour divertir les masses. La réunion annuelle de la « Clinton Global Initiative » (CGI), qui s'est tenue du 20 au 23 septembre au massif Hôtel Sheraton à New York City, est un peu des deux.

Concomitante avec l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, le CGI est une réunion géante « des chefs d'entreprise, des chefs d'Etat et des dirigeants à but non lucratif qui travaillent ensemble toute l'année pour mettre en œuvre des projets qui donnent des résultats. » a dit le site du CGI. Coût de l'adhésion à ce club d'élite des exécutants: 20.000 dollars par an.

Clinton joue le Monsieur Loyal de cette grande spectacle de séances plénières géantes, « breakout sessions » et « discussions en petits groupes », qui a attiré environ 1200 participants (couvert par plus de 700 journalistes alors que 46.000 spectateurs ont suivi la retransmission directe en ligne). Le CGI vise à favoriser un « capitalisme éclairé » que défend Clinton en mettant l'accent sur des thèmes comme la protection de l'environnement, l'octroi de prêts de micro-financé pour les pauvres, et la lutte contre le Sida et le cancer.

Après seulement six années d'existence, le CGI est déjà devenu l'espace de rencontre des hommes d'affaires par excellence dans le monde. Selon une étude publiée en janvier par le cabinet de relations publiques internationales, Weber Shandwick, le CGI en 2009 a attiré plus d'orateurs PDG de grandes sociétés que toute autre conférence.

« Je suis reconnaissant que ces chefs d'entreprise se révèlent par la Clinton Global Initiative et que leurs entreprises peuvent faire bien en faisant le bien », a répondu Clinton.

Ce n'est peut-être pas surprenant que Haïti était sur la sellette à cette conférence avec Clinton comme le co-président de la Commission intérimaire à reconstruire Haïti ou CIRH (dont la composition d'« une moitié de donateurs... une moitié de membres de la société haïtienne » Clinton a admis est « hautement irrégulière ») et en qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le pays. Juste avant la session plénière de clôture, Mme Clinton a tenu une session extraordinaire, « La Reconstruction en Haïti », où sont intervenus le président René Prével, le Premier ministre Jean-Max Bellerive, et un panel d'hommes et des femmes d'affaires haïtiens et étrangers.

Le panel a été précédé par des remarques de Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial (l'ancien suprême conférences d'affaires, organisé chaque année à Davos), et Denis O'Brien, le président de Digicel, qui dirige le « Haïti Action Network » (HAN) de la CGI. La vision du HAN est résumée par le mot d'ordre de « technologie, gouvernance, mondialisation, » qui



Clinton et Prével

ont été le sous-titre sur une revue trimestrielle « Innovations » de 120 pages publiée par MIT et distribuée lors de la session extraordinaire. La publication est un guide d'investissement intitulé « Reconstruire en mieux. Stratégies pour le renouvellement de société en Haïti. »

« Parfois il est bon d'avoir un regard étranger sur ce que vous faites », a déclaré Prével, employant une affirmation en dessous de la vérité. Il a brossé un tableau faisant état de progrès réalisés avant le tremblement de terre (« nous avions beaucoup de sécurité, la sécurité était revenue »), mais après la catastrophe « nous avons besoin d'un investissement public dans l'infrastructure » et « un investissement privé pour créer des emplois... Nous voulons créer un « one stop shop » où les entreprises peuvent investir rapidement ».

Enfin, il a mis l'accent sur la nécessité pour l'éducation, car avec la logique classique du Parti libéral, Prével a déclaré: « On ne développe pas un pays sans les hommes et les femmes qui ont la capacité pour prendre ce pays en charge. » (Prével avait invité un Wyclef Jean, visiblement inconfortable, et le Dr. Jean William Pape de l'audience à venir à ses côtés sur le podium brièvement).

Malheureusement, l'avenir d'Haïti semble très troublée, si l'on tient compte de ce que Prével lui-même a dit: « On ne construit pas un pays aujourd'hui sans la démocratie. C'est pourquoi, nous devons rapidement avoir des élections en Novembre. Nous avons besoin d'un gouvernement légitime. Sans un gouvernement légitime, il n'y aura pas de reconstruction. »

Mais comme Ira Kurzban, l'ancien avocat de Prével (et Aristide), a récemment déclaré dans un op-ed dans le Miami Herald du 8 septembre: « les prochaines élections présidentielles et parlementaires en Haïti le 28 novembre ne sont que - injustes, inconstitutionnelles et antidémocratiques. Le Conseil électoral provisoire du pays, qui lui-même n'est pas constitutionnellement composé, refuse de permettre le parti de la majorité du pays - Fanni Lavalas (Famille Lavalas) - de participer à l'élection. Treize autres partis politiques sont également exclus des élections législatives. »

Mais le but principal de la session CGI a été de rassurer les investisseurs potentiels, et non pas les alarmer. Les gens d'affaires, comme toutes les choses officielles en Haïti aujourd'hui, étaient à demi étrangers, à demi Haïtiens: Adam Goldstein, le président-directeur général de Royal Caribbean International, Mati

Kochai, le fondateur et PDG de la société de technologie AGT, Magalie Noel Dresse, présidente de la Caribbean Craft Haïti et Maryse Pennette Kedar, directrice de la Fondation du progrès et du développement. Leur message était que Haïti a une bonne opportunité d'investissement et est « ouverte » en dépit (ou peut-être à cause) des 1,7 million de personnes toujours sans abri là-bas.

Le point a été martelé par Bellerive qui a dit que les promesses de 5,5 milliards de dollars des gouvernements mondiaux pour les trois prochaines années étaient encore seulement des promesses et ne s'élevaient qu'à \$180 pour chaque Haïtien par an. « Nous n'allons pas faire du développement avec cette petite somme d'argent », a dit Bellerive. Il a encouragé les membres de l'assistance à « saisir les opportunités qui existent en Haïti » affirmant que son gouvernement « aimerait s'asseoir avec les entrepreneurs et les investisseurs » pour discuter de la façon « de relier tous ces investissements publics avec les besoins de l'entreprise privée afin que nous ne perdions pas notre temps ni notre argent. »

Dans l'assistance étaient des investisseurs haïtiens comme Reginald Boulos, Fritz Mevs, et leurs homologues américains comme Brad Horwitz et John Stanton, respectivement directeur général et président du conseil de Trilogy, la société mère de Voilà.

Il y avait aussi des gens dans la foule comme « mon ami de longue date et camarade de collège, Prince Turki al Faisal d'Arabie Saoudite », a déclaré Clinton, « qui a mis en place sa propre fondation, après avoir été ambassadeur dans notre pays et au Royaume-Uni, et depuis de nombreuses années le chef des services secrets saoudiens. »

Ce serait une erreur de penser que la CGI se concentre sur Haïti et d'autres pays pauvres en étant motivée par un souci humanitaire.

Suite à la page (16)

PRIME TIME DRIVING SCHOOL, Inc.



Cars or Buses • 5 Hour Class

All Classes for School Bus Drivers / Attendants



1 Hillel Place, Suite 3A Brooklyn, NY

718-859-8526

## La grève de la faim de 34 Mapuches: face à une oppression séculaire

Par Christian Palma \*

Au nord du Chili, le gouvernement «sauve» les 33 mineurs bloqués dans la mine San José. Une mine qui n'a pas été entretenue depuis des années, contrairement aux requêtes des expertises effectuées. Les médias internationaux suivent cette opération. Compréhensible.

Par contre, au sud du pays, les 34 prisonniers de l'ethnie Mapuche, historiquement opprimée et discriminée, continuent leur grève de la faim et passent à «une grève sèche», c'est-à-dire sans eau. Dramatique. Le gouvernement de Sebastian Piñera est sourd, aveugle et répressif.

Grève de la faim et politique du gouvernement représentent l'image concentrée d'une tragédie historique vécue par un peuple exproprié de ses terres et sans cesse réprimé. Mais qui relève la tête, souvent.

L'actuelle fête du «Bicentenaire de l'indépendance» du Chili (19 septembre) - qui marque le passage d'une domination à une autre, c'est-à-dire à celle des «colons installés»: blancs - doit être lue à la lumière de cette grève de la faim des militants Mapuche.

Ils sont emprisonnés - prison «provisoire» - selon une loi «antiterroriste». Cette dernière a son histoire, depuis le coup d'Etat de Pinochet, en 1973. Fernando Lira, président de l'association chilienne de défense des droits humains, Libera, déclarait: « En plus de la loi antiterroriste, il y a une autre législation arbitraire, insolite, dans la justice chilienne qui est la double peine. La plupart de ces Mapuches sont jugés deux fois: par la justice militaire et par la justice civile. Ainsi, si un Mapuche est déclaré coupable par la justice militaire, il peut aussi faire l'objet d'une seconde peine, prononcée cette fois par la justice civile».

La Coordination des familles des prisonniers Mapuche ne cesse de répéter que le gouvernement et les autorités locales se refusent à les écouter, c'est-à-dire à comprendre les raisons fondamentales, légitimes de leurs actions de récupération de terres ainsi que leur grève de la faim, déterminée. Une surdité de classe: bicentenaire. (cau)

Alors qu'une bonne partie de la population chilienne est occupée à se procurer des barbecues, à s'achalander en vin et à remplir les garde-manger en vue de la célébration du prochain bicentenaire de l'indépendance du Chili, la grève de la faim que font 34 prisonniers politiques mapuches depuis deux mois ne faiblit pas. Au contraire, chaque journée est plus dramatique et concerne de nouveaux acteurs. Jeudi 9 septembre, seulement 24 heures avant que le président Sebastian Piñera ne déclare que cette grève constituait un moyen de pression illégitime dans une démocratie et un Etat de droit (sic !), quatre députés de la Commission des Droits Humains ont créé la surprise en rejoignant cette protestation radicale.

A l'occasion d'une visite de la prison de Temuco, les parlementaires d'opposition - Tucapel Jimenez (PPD), Hugo Gutiérrez (PC) et les socialistes Sergio Aquilo et Manuel Monsalve - ont décidé de se joindre au jeûne, et ce précisément le jour où le gouvernement a envoyé au Congrès un projet de modification de la loi antiterroriste.



La Coordination des familles des prisonniers Mapuche ne cesse de répéter que le gouvernement et les autorités locales se refusent à les écouter, c'est-à-dire à comprendre les raisons fondamentales, légitimes de leurs actions de récupération de terres

Cette situation a entraîné leur expulsion de la maison d'arrêt par des fonctionnaires de la gendarmerie. Les parlementaires ont cependant décidé de continuer la grève de la faim. Visiblement gêné par cette situation, Piñera a réitéré hier (10 septembre) sa condamnation de la position des quatre législateurs: «Je trouve que c'est une attitude irresponsable et qu'elle n'apporte aucune solution au problème. J'espère qu'ils agiront comme des députés de la République».

Piñera a en outre insisté sur le fait que son gouvernement fera tous les efforts pour éviter une détérioration majeure de l'état de santé des militants concernés: «Le gouvernement a déjà pris des mesures devant des recours de protection devant la Justice pour protéger et sauvegarder ces vies. En tant que président, je ne vais pas permettre qu'un Chilien meure de faim... Avec la même énergie que nous avons mis à lutter pour maintenir en vie les 33 mineurs prisonniers dans les profondeurs de la montagne, nous allons agir pour protéger et sauvegarder l'intégrité physique et la vie de tous les Chiliens, y compris des activistes qui sont en grève».

Il a ajouté que la solution se trouvait entre leurs propres mains, car en arrêtant la grève «les portes du dialogue s'ouvriraient».

Cependant deux des activistes Mapuche ont dû être transférés dans un centre d'assistance médicale hier. Il s'agit de Elvis Millan, qui s'est lui-même infligé des blessures pendant son séjour en prison de Temuco et de Pedro Cheuque, qui a souffert d'une décompensation.

Après avoir pris note de l'état des militants, le ministre de la Santé Jaime Mañalich s'est rendu dans la ville de Nueva Imperial, où il a parcouru les installations du secteur Mapuche et rencontré les conseillers, les lonkos (chef de communauté) et les machis (dirigeants spirituels), qui ont accepté à la demande du ministre d'utiliser leur médecine au cas où les militants subiraient une détérioration de leur état nécessitant leur intermède. Au cours de son séjour dans le sud du pays, Mañalich a déclaré: «Perdre la vie d'un de ces militants serait un événement extraordinairement douloureux».

Pourtant, la question continue à gagner en importance, et non seulement à l'échelle locale. Hier un groupe de membres du Parlement européen a envoyé une lettre à Piñera dans laquelle il somme le gouverne-

ment chilien d'apporter immédiatement une solution à la situation.

Les eurodéputés y expriment leur préoccupation au sujet de «la santé et la vie» des grévistes et ils affirment que cette grève constitue «un cri désespéré pour attirer l'attention sur une situation intolérable et contraire aux Conventions internationales en matière des droits humains».

Etant donné cette situation, ils ont demandé au gouvernement de mettre sur pied une table de dialogue pour entendre les revendications du peuple Mapuche, de démilitariser les régions où ils vivent et de s'abstenir de mesures répressives à leur encontre. Il faut ajouter à cela l'action des manifestants qui, pour la deuxième fois, ont occupé l'Ambassade du Chili en Belgique en solidarité avec les indigènes.

Pour l'administration de Piñera, l'option du dialogue reste écartée tant que les Mapuche n'abandonnent pas leur «position radicale». Pour les militants, le gouvernement doit accepter les points suivants pour qu'ils acceptent de mettre un terme à leur jeûne: abandonner les doubles peines - civiles et militaires - qui frappent les Mapuche, ne plus appliquer la loi antiterroriste contre les indigènes détenus pour des participations à des protestations sociales et réforme de la Justice militaire de manière à ce que les Mapuche aient accès à la justice ordinaire, avec toutes les garanties de procédure.

Le président de la Conférence Episcopale, Monseigneur Alejandro Goic, a assuré que jusqu'à maintenant les autorités n'ont pas demandé une «table de dialogue» ayant trait au conflit Mapuche. «Cela a été quelque peu unilatéral» a-t-il déclaré, avant d'ajouter: «un des piliers de ce gouvernement est le thème de la sécurité, le combat contre la délinquance, mais je crois qu'il y a d'autres connotations qu'il faut prendre en considération, car notre société est pluri-culturelle, et ceci n'a pas toujours été compris. Il faut respecter les cultures, les différences de chaque peuple. Je réitère mon appel aux militants pour qu'ils abandonnent la grève et aux autorités pour qu'elles cherchent des gestes concrets et, que nous cherchions une issue à ce problème ponctuel». (Traduction A l'Encontre)

\* Ecrit depuis Santiago (Chili) pour le quotidien de Buenos Aires, Pagina 12 du 11 septembre 2010.

A l'encontre 20 septembre 2010

## Hillary Clinton: «Drug warrior». Un plan Colombie pour le Mexique

Par Laura Carlsen \*

Une part importante du Mexique est devenue un terrain d'affrontements entre bandes diverses. Le départage n'est pas toujours facile entre: organisations criminelles «professionnelles»; groupes policiers qui leur sont attachés; «opérateurs» de la CIA et de la DEA (organisme des Etats-Unis censé lutter contre le trafic de drogue); commandos d'élites sous la direction du Président Calderón et les «organisations criminelles polyvalentes», faisant dans divers commerces, dont celui des migrant-e-s venant de l'Equateur et de l'Amérique centrale, comme du Mexique. Ils cherchent, pour survivre, à se rendre au Etats-Unis. Des migrant-e-s exécutés, parfois, sur le chemin; une fois une partie de la somme versée ou parce qu'ils ne peuvent la verser dans «les délais prévus» sur des comptes aux Etats-Unis ou au Mexique; ou encore pour éviter un affrontement avec des forces états-uniennes de surveillance de la frontière.

La crise protéiforme mexicaine est le résultat de divers facteurs, mais l'un est celui des accords dits de libre-échange avec les Etats-Unis.

«Un pays cimetières», voilà une formule qui devient courante au Mexique. Les journalistes et défenseurs des droits de la personne humaine assassinés sont en nombre croissant. Les corps d'élites militaires de Calderón et les «organismes parallèles» sont reconnus comme très actifs dans ce domaine de l'information-tuée.

La «crise mexicaine» ouvre la voie à une nouvelle politique d'intervention encore plus directe - marquée par une longue histoire - des Etats-Unis dans la «sphère» du Mexique. Une nouvelle dimension de la politique du gouvernement du «Yes we can»!

Nous publions ci-dessous une analyse fort utile des projets des Etats-Unis.

La secrétaire d'Etat [ministre des Affaires étrangères] Hillary Clinton (du gouvernement Obama) a déclaré mercredi que le Mexique et l'Amérique Centrale étaient en train de faire face à une «insurrection» qui requerrait l'équivalent d'un Plan Colombie [1] pour la région. Ses commentaires ont immédiatement provoqué la colère du gouvernement mexicain et éveillé les craintes d'une intervention militaire états-unienne accrue. « nous nous trouvons face à la menace croissante d'un réseau bien organisé de trafic de drogue, menace qui fait de plus en plus cause commune avec ce que nous pourrions considérer comme une insurrection au Mexique et en Amérique Centrale», a déclaré H. Clinton. Elle a ajouté: «Ces cartels de la drogue montrent maintenant de plus en plus de signes d'insurrection; tout à coup, des voitures piégées qui n'existaient pas auparavant apparaissent.»

Ironiquement, Clinton était en train de répondre à une question quant à savoir ce que les Etats-Unis étaient en train de faire concernant leur «responsabilité dans le problème des drogues qui montent vers le nord et des armes qui descendent vers le sud.» Au lieu de répondre à la question, Clinton a comparé le Mexique à la Colombie et a fait la plus osée des déclarations annonçant une intervention états-unienne, incluant une aide militaire, dans la guerre du Mexique contre la drogue.

«Cela ressemble de plus en plus à la Colombie d'il y a 20 ans», a dit H. Clinton. «La Colombie qui est arrivée à un point où plus du tiers du pays, presque 40 pour cent, ont été à un moment ou à un autre contrôlés par



Les déclarations d'Hillary Clinton révèlent les forts courants à l'intérieur du gouvernement qui cherchent à approfondir l'engagement des Etats-Unis dans la guerre mexicaine contre la drogue

les insurgés, par les FARC. Mais cela va être une combinaison de capacité institutionnelle accrue et de renforcement de la loi et, où cela est approprié, une aide militaire pour que ce renforcement de la loi marié à la volonté politique soit capable d'empêcher le phénomène de se répandre et d'essayer de le faire reculer.» Clinton a maintenu que le Plan Colombie fonctionnait et a ajouté «nous avons besoin de trouver ce que pourraient être ses équivalents en Amérique Centrale, au Mexique et dans les Caraïbes.»

### La réponse mexicaine

Cela n'a pas mis beaucoup de temps pour que tous les membres du Congrès mexicain répondent avec indignation. En pleine session parlementaire, un représentant a déclaré que le gouvernement des Etats-Unis était «bon pour critiquer les autres pays et ne pas reconnaître qu'ils étaient une composante importante de cette sombre chaîne du trafic de drogue et du crime organisé, et que le peuple mexicain devait rejeter toute attitude interventionniste de la part du gouvernement de Washington.» Certains membres du Congrès mexicain ont demandé que le secrétaire aux relations étrangères envoie une note formelle de protestation à l'administration Obama.

La secrétaire Patricia Espinosa a déclaré qu'elle ne «partageait pas le jugement» de son homologue du nord et le porte-parole du cabinet Alejandro Poire a rejeté la comparaison avec la Colombie.

Suite à la page (15)

**RADIO PEP**  
**KOMINIKASYON**  
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.  
**WLQY 1320 AM**

**RADIO PIMAN BOUK**  
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.  
**WLQY 1320 AM**

NOUVELLES     POLITIQUE  
 ANALYSE        MUSIQUE  
 EDUCATION      PUBLICITE  
 TALK SHOW

(786) 487-7870  
**MANDE POU VOLTAIRE**

# Le train « ban m janm pran kann » de René Préval

Suite de la page (12)

qui est contre le peuple haïtien dans le but exclusif de perpétuer l'instabilité et le sous-développement qui en découlent.

Considérons les déclarations du secrétaire général de l'organisation des états américains, Jose Miguel Insulza, sur les élections à venir, comme quoi, elles seront normales, sans tenir compte des conditions irrégulières et exclusivistes dans lesquelles les autorités s'apprennent à l'organiser. Ban ki moon, secrétaire général des nations unies, est allé plus loin dans son rapport au conseil de sécurité, et je cite : « La campagne électorale risque d'être en partie financée par le produit d'activités illégales, notamment le trafic de drogues, qui demeure un facteur d'instabilité en Haïti ». Donc, persister dans une entreprise pareille relève de la bêtise pure, voir déverser plusieurs millions de dollars à sa réalisation, comme l'a fait déjà le gouvernement américain avec ses 5 millions de dollars. L'union Européenne s'apprête à suivre Washington dans une initiative exclusiviste, anti-populaire et contre la démocratie. Ces mêmes responsables qui s'obstinent à organiser ces élections dans des conditions désavouées seront celles qui rédigeront des rapports accablants déshumanisants à l'endroit de notre peuple aux organisations internationales et médiatiques. Comme quoi, nous vivons encore à l'ère archaïque de la tribalité.

## La valse mort-née de René Préval

René Préval est l'artisan étranger d'aujourd'hui, quel type de dialogue constructif peut-on avoir avec le bourreau du peuple haïtien. Soyons sérieux ! Myrlande Manigat a rencontré le président, accompagné de son époux, l'intellectuel Lesly Manigat. Pourquoi faire ?

J'ai beaucoup de respect pour les femmes haïtiennes, notre héroïne Marilisse\* par exemple, et souhaite leurs participations actives dans la vie publique haïtienne. Mais le cas de madame Myrlande Manigat m'interpelle à apporter un petit éclaircissement. J'avais prévu sa participation dans la course électorale, en bonne louverturienne qu'elle est, parce que l'important pour ce monde\* ce n'est pas comment est obtenu le pouvoir, mais ce qu'on en a fait ». Les louverturiens, se qualifiant de pragmatiques historiquement logent toujours avec les perdants. La réunion entre elle et le président a été inopportune, je n'en vois aucun intérêt noble si ce n'est la réédition d'un autre 20 janvier 1988. Les réactions du couple après la réunion rappellent

étrangement le comportement des initiés à la « cosa nostra » où la loi du silence est totalement de rigueur. En quelque sorte, les Manigat partagent avec le président un secret de franc-maçon, voudrait-on dire.

Je me suis aussi posé certaines questions après avoir écouté les réactions des candidats à la présidence à l'issue des rencontres avec le président, tous ayant décidé de mettre leurs langues sous clef. J'imagine qu'ils ne pourront pas discuter des questions liées à la sécurité nationale, parce que les occupants la définissent et sont les seuls garants de sa protection. De quoi pouvaient-ils discuter qui exige un si grand secret, si ce n'est de la distribution des pots de vin à certains corrompus de la classe politique et des promesses de parachutage au pouvoir.

Dans les deux cas, c'est immoral et contre l'intérêt national. Là encore, les louverturiens vont perdre, vu que l'interlocuteur d'en face étant un hors-la-loi, un manipulateur excessif qui ne regarde jamais en arrière. Il est assoiffé de pouvoir total, il ne négocie pas, il dicte et il n'a pas de cœur. Le couple Manigat marche vers leur deuxième défaite politique, morale et personnelle.

La machine broyeuse d'hommes de René Préval a la renommée d'être intraitable envers tous ceux qui osent poser des questions. Elle épargne seulement les puristes au sein de son parti INITE. Après quoi, tous les autres sont des traîtres à vilipender. Les cas de Wyclef Jean et de Ray Joseph, deux fidèles du pouvoir, sont deux exemples convaincants du machiavélisme de l'équipe aux commandes.

Nous constatons avec amertume ces derniers jours, la trahison des hommes politiques haïtiens à l'égard de la nation qui font fausse route vers les élections « pike kole » de René Préval. Ils répètent les mêmes erreurs du mouvement bourgeois « rache manyòk nan eleksiyon » de l'été 1987 qui conduisit le peuple à l'abattoir du 29 novembre de la même année. Ils se laissent intimider par les offres de René Préval et les pressions des grandes capitales occidentales qui utilisent les mêmes avatars de jadis, c'est-à-dire le gel de leurs visas de séjour et autres chantages, les accusant à tourner le dos au peuple. Youri Latortue et Himmler Rebu, deux fers de lance du mouvement anti-électoral, se rendent comme deux vulgaires soldats aux occupants. Comme je m'y attendais, ces deux anciens de l'armée ne font pas honneur à la rectitude militaire qu'ils devraient symboliser, ce qui nous donne une idée du fonctionnement de l'ancienne armée, comment elle était si obéissante aux ordres du département d'Etat. Définitivement, l'institution militaire était composée exclusivement de gens soumis et de lâches en uniforme.

Rien n'est encore arrêté à propos de la date des élections, par contre, il est clair que les noms des principaux gagnants sont déjà arrêtés. Les candidats liés à la mouvance présidentielle, INITE, remporteront tous les sièges législatifs à plus de 80%. Le président sera Jude Célestin, ce qui donnera lieu à une avalanche de protestations de la part des leaders politiques traditionnels et corrompus pressurant l'exécutif pour l'obtention de miettes. Dans la foulée, l'international prononcera le verdict final, à savoir que les élections ont été crédibles et que les mauvais perdants n'ont qu'à se taire. Les plus vociférants seront casés pendant une période de temps bien déterminée afin de calmer certains appétits politiques, puis renvoyés pour faire place aux purs, pires et durs de la tribu de l'INITE. Ainsi s'achèvera le mélodrame de René Préval !

Ndlr. \*Marilisse : personnage du roman du même nom de Frédéric Marcelin publié en 1903.

# Hillary Clinton

Suite de la page (14)

A Washington, on a essayé de limiter les dégâts. Le secrétaire d'Etat adjoint Arturo Valenzuela a corrigé son patron [H. Clinton], disant que « l'utilisation du terme insurrection ne devrait pas être vue de la même manière qu'une insurrection colombienne. Que ce n'était pas une insurrection par un groupe militarisé essayant à l'intérieur d'une société de renverser l'Etat pour des raisons politiques. » Plus tard, dans des propos tenus pour le quotidien La Opinion [le premier quotidien hispanophone des Etats-Unis], le Président Obama a écarté cette comparaison.

Le commentaire a provoqué un petit ouragan à l'intérieur du cabinet Obama et dans les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Mexique.

## La comparaison colombienne

La seule chose surprenante à propos du concept de Clinton est qu'elle l'a exprimé à haute voix. L'initiative Merida [du nom de la capitale du Yucatan] était initialement surnommée « Plan Mexico », jusqu'à ce que le surnom soit mis au rebut. La comparaison directe avec le Plan Colombie était considérée un handicap. Au Mexique, l'idée même d'une présence militaire états-unienne avive un sentiment nationaliste. Et aux Etats-Unis, l'impact négligeable sur le trafic de drogue et l'augmentation des violations des droits humains avec un Plan Colombie à 7,3 milliards de dollars éveille bien des préoccupations sur le fait de vouloir le copier dans un autre pays.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, le plan Bush pour le Mexique et l'Amérique Centrale a toujours entretenu une relation proche avec son prédécesseur du sud. Le Plan Colombie a commencé comme un plan anti-narco-traffic construit sur le modèle d'une guerre contre les trafiquants de drogue pour imposer leur défaite, et ce faisant en utilisant les forces armées, avec une participation rapprochée, conjointe, des Etats-Unis. Le Plan Mexique n'inclut pas la présence de l'armée états-unienne, mais est basé sur le même modèle.

L'association déléguée de Clinton entre insurrection et trafic de drogue provient de deux sources: l'ignorance ou une mauvaise information malintentionnée. Une insurrection cherche à conquérir du territoire afin d'apporter un profond changement dans la structure de la société et, généralement, renverser le gouvernement. Les trafiquants de drogue, malgré les déclarations [du président mexicain] affirmant le contraire, ne lancent pas des offensives contre l'Etat en vue de remplacer le gouvernement. Tous vont dans le sens de protéger et d'étendre leur business lucratif. En partie, l'apparent malentendu sur cette distinction est à la racine de l'échec de la politique de guerre contre la drogue.

Si cela était compris, l'évidente stratégie serait d'attaquer le business, pas ses ouvriers. Engager des cartels qui prennent la place de ceux en place est très facile à Mexico. Les cartels sont flexibles dans leur structure avec des nouveaux leaders ou des gangs rivaux remplaçant ceux qui ont disparu ou qui ont été affaiblis. Il y a un réservoir infini

d'hommes jeunes avec peu de perspectives dans la vie dans un pays où le gouvernement a échoué à procurer une éducation adéquate ou des opportunités d'emploi.

Attaquer le business signifie s'attaquer aux structures financières transnationales qui le soutiennent. Les deux gouvernements ont semblé réticents à faire cela par la force puisque l'argent de la drogue coule à travers le canal puissant des institutions financières, et qu'en apportant des liquidités à celles-ci, ce business trouve une apparente légitimité.

## A Suivre

\*Laura Carlsen est directrice de l'Americas Policy Program à Mexico City.

1. Le « plan Colombie » a été mis en place par les Etats-Unis à l'occasion de la présidence Andrés Pastrana en 1998. Il permit un vaste déploiement militaire dans la région de la Colombie en passant par l'Equateur et des îles côtières du Venezuela. Après les changements politiques (gouvernement Correa) survenus en Equateur (retrait de la base de Manta), la Colombie va concentrer le gros de la présence des forces militaires états-uniennes qui, de là, disposent de « forces de projection », en s'appuyant aussi sur leur base du Honduras; cette dernière a été développée suite à la victoire des Sandinistes en 1979. La lutte contre le narcotrafic a été le vecteur de légitimation politico-médiatique de cette « couverture militaire ». (Réd.)

A l'encontre 23 septembre 2010

## Suite de la page (12)

conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ». Et dans son article 269.1, il est dit clairement que « elle (la Police) est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens ».

Alors, est-ce un « lapsus linguæ » de la part de Frantz Thermilus, qui est membre d'une institution dont la devise est « Protéger et Servir », de répéter pareilles sottises ? ou bien s'exprimait-il consciemment ?

Les déclarations farfelues et arrogantes de Thermilus prouvent que la population haïtienne a raison de ne pas vouloir faire confiance à l'institution policière car effectivement elle n'existe que pour protéger les intérêts des nantis et les ennemis de la Nation.

Mais soyons sérieux, Mr Thermilus. *Dekilakyèl* de « grands » voulez-vous parler ? Est-ce de cette bourgeoisie que même ses alliés étrangers ont traité de « répugnante » ? Est-ce cette bourgeoisie lâche, rétrograde, malpropre et ignorante on ne peut plus ? Qui sont ces « grands », Mr Thermilus ? Où évoluent ces « grands », Mr Thermi-

lus ? Le peuple haïtien voudrait bien les regarder dans les yeux. Sont-ils dans votre Police nationale ? Jésus Marie Joseph ! vous plaisez, Mr Thermilus ? N'est-ce pas cette institution composée de vils faucheurs de têtes et de lois, comme aurait dit notre poète Etzer Vilaire ? Cette institution bourrée de spécimens de lâches qui, toujours selon le poète, préfèrent ployer leurs genoux au sanglant marchepied des tyrans irascibles ?

Non, Mr Thermilus. Les grands, les vrais, aiment mieux mourir indomptés, pauvres, mais nobles encore et l'âme en liberté ! Je veux parler de nos aïeux qui s'étaient sacrifiés pour nous léguer

ce riche coin de terre. Je veux parler du brave soldat Charlemagne Péralte et ses deux frères et tous les cacos qui avaient combattu vaillamment les yankees parce qu'ils avaient eu horreur de vivre dans la honte. Je veux parler de Anténor Firmin, de Jacques Roumain et leurs camarades qui avaient combattu à leur façon l'occupation du pays. Je veux parler des masses haïtiennes que vos patrons étrangers, créateurs de misère, veulent exterminer parce qu'elles sont trop rebelles et refusent d'accepter l'inacceptable, qui est l'occupation, la honte du pays.

Oui, Mr Thermilus, voilà des grands. Les vrais grands.

**Paul J. Jourdan**  
Attorney at Law

1 Hillel Place, Suite 3C  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
**(718) 859-5725**  
**(718) 338-0222**

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:

**FOWOM OUVRIYE**  
info@fowomouvriye.org  
**646-829-9519**  
Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan  
**Radyo Pa Nou**  
Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:  
www.radyopanou.com  
Rele nan liy ouvè:  
**718-469-8511**  
**718-462-0992**

**Law Offices of**  
**ARTHUR & ASSOCIATES, PLLC**

**FAMILY LAW & CRIMINAL**

- Divorces
- Child Custody & Visitation
- Child/Spousal Support
- DWI
- Assault
- Theft/Juvenile Crimes

**BANKRUPTCY • IMMIGRATION**  
**REAL ESTATE • WILLS/PROBATE**

**Reasonable Rates**  
**Free Phone Consultation**

**347-240-2876**  
**1501 Newkirk Avenue**  
**Brooklyn, NY 11226**

**VENUS RESTAURANT**

**Specializing in Caribbean & American Cuisine**



**We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226**

**"Venus, l'endroit idéal!"**  
**718-287-4949**

# Haiti Elections 2010: Cash for Vote

*suite de la page (19)*

Namphy, sous la pression populaire, allait organiser les premières élections post Duvalier. A pr è s une campagne électorale qui a vu des imprimeries et des maisons de commerces incendiées par des duvaliéristes macoutes, enragés d'avoir été exclus de la course, ces joutes ont été noyées dans le sang des électeurs. Les puissances impérialistes, craignant la montée du socialisme, s'étaient payés les services de ces militaires sans foi ni loi pour perpétrer le tristement mémorable carnage de la Ruelle Vaillant.

Au moins une cinquantaine d'électeurs ont payé de leur vie le fait d'avoir voulu remplir leur devoir de citoyen en élisant un Président. Lesly François Manigat, deux mois après, allait être l'heureux bénéficiaire de l'hécatombe du 29 novembre 2007, perpétré en plein jour par des militaires intouchables en perpétuel condition D. A date, personne n'a été jugé pour ce massacre perpétré devant les caméras du monde entier.

Irrémédiablement aveuglé par son obsession démesurée de pouvoir et de gloire, Big Mama traversa sans s'en rendre compte les cadavres sanguinolents de la Ruelle Vaillant pour aller déployer son cynisme nauséux dans le velouté du fauteuil présidentiel. Fort heureusement pour le pays, Big Mama, égaré par sa fulgurante « percée louverturienne » s'en alla cogner son obésité intellectuelle contre la soldatesque indomptable de Namphy.

Après un peu plus de quatre mois de « présidence » Manigat fut destitué puis envoyé en exil en terre voisine. Namphy II, appuyé par ses sbires en arme, les lèvres fumantes de menaces, récupéra ce pouvoir confié à Manigat contre rançon. Quelques mois après, le général putschiste se voyait en culé par les bottes sordides de son frère d'armes l'astucieux Prosper Avril.

Avril, sous-fifre des puissances impérialistes et des classes dominantes, pour venir à bout de la résistance populaire, allait livrer la capitale haïtienne, pieds et mains liés à la terreur des « Zenglendo » et des tactiques des Casernes Dessalines. Parallèlement il fit mettre en tôle « syndicalistes » et « politiciens » qui osaient dénoncer cette fulgurante

dérive militaro-macoute. Contraint de laisser le pays, suite à un soulèvement populaire, Avril, cruel comme tout bon militaire au service des Duvalier père et fils, va se voir succéder par Ertha Trouillot, juge de la Cour de Cassation. Ertha allait organiser les élections de décembre 1990 qui ont été entachées de sanglante violence dont la déflagration d'une bombe artisanale à la Rue Pan Américaine à Pétion-Ville qui tua, déchiqueta des dizaines de partisans du Candidat Jean Bertrand Aristide.

## Coups d'Etat contre Lavalas

Les résultats allaient déboucher sur la prise du pouvoir par la Mouissance Lavalas avec comme chef de file le prêtre Jean Bertrand Aristide. Fervent adepte de la Théologie de Libération, le valeureux Jean Bertrand Aristide, est parallèlement le père spirituel du mouvement historique de l'émergence des masses victimes du phénomène révoltant de marginalisation à outrance. Bien entendu, son penchant humain pour les strates des bas-fonds va lui attirer l'hostilité des ces élites apatrides que la banqueroute a jetées sur nos rives hospitalières. Cette animosité incurable pour les masses populaires s'est matérialisée sept mois après par le sanglant coup d'Etat du 29-30 septembre 1991.

Commanditées comme à leur accoutumée par le Vampire des vampires impérialistes, ces commotions politiques ont plongé le pays entier dans les gouffres vertigineux d'une sanglante violence pendant plus de trois longues années. Ce coup d'Etat fatal contre ce pouvoir populaire fut exécuté par des militaires sanguinaires aux ordres de Raoul Cédras et de Michel François. Raoul Cédras, Michel François, au même titre que Toto Constant, Alexandre Boniface, Gérard Latortue, des relais stipendiés de la puissance étoilée actuellement se la coulent en douce sans aucun remords de conscience d'avoir été les artisans du chaos généralisé que vit actuellement le pays. Cette situation créée par ces coups d'Etat périodiques, allait être révélatrice des menées antipopulaires du Département d'Etat.

Le Département d'Etat des Etats Unis tout comme d'autres puissances impérialistes, toujours

hostile au plus infime changement dans cette vie de géhenne que remâchent les miséreux allait, à travers ses représentations diplomatiques, récidiver 13 ans, après soit le 29 février 2004. K Plim, cet éternel opposant (*depi l pap koupe rache nan pouvwa a*), pour compenser ses remords indigestes, a qualifié les élections de mai 1995 de « Chanpwèl ».

Cette « contestation » d'un « politicien » souffrant de schizophrénie maligne à l'instar de ses paires de la Convergence « Démocratique » allait pourtant servir de rampe de lancement à l'Apocalypse GNB. L'Apocalypse GNB, programmé par les classes dominantes et lourdement financé par les fossoyeurs de l'international dont le Canada, la France et les Etats-Unis, est l'une des pires catastrophes politiques qu'a connues Haïti.

Voyez que de 1957 à 2010, chaque « élection » a donné lieu soit à une dictature et son cortège de crimes, soit à un massacre, soit à un coup d'Etat, soit à des commotions. Voyez donc qu'entre 1994 et 2004, ces élections ont permis en deux occasions aux puissances impérialistes avec leurs bottes sordides, de souiller notre souveraineté. Alors, à quoi ça sert de gaspiller autant d'énergie, rien que pour larmoyer sur les imperfections, écarts, discriminations, injustices de ce CEP, dont son inféodation notoire à l'exécutif s'est matérialisée par l'exclusion de Fanmi Lavalas. Mis à part ces occasions de visibilité qu'elles donnent à ces « politiciens » perfides, anonymes, occultes et nébuleux, ces protestations ne serviront à rien si elles ne servent pas à remettre en question ces « élections » *Cash for Vote*.

Les « Elections », sont une arme redoutable dont les Vampires se servent pour placer leurs marionnettes au pouvoir en vue de perpétuer leur mainmise sur les richesses du pays. Car au cas où ces élections déboucheraient sur un pouvoir qui prendrait en compte la libération d'Haïti, des griffes acérées des vautours impérialistes au bénéfice des couches marginalisées, elles, donneraient lieu, sans nul doute, à des chambardements comme ce fut le cas pour les coups d'Etat du 29/30 Septembre 1991 et du 29 février 2004. *Alòs, nou tande !!!*

*Suite de la page (7)*

corrompu, tout en ajoutant qu'il n'avait aucune preuve que ce soit un régime répressif, bien qu'on estimait à plus de 8 000 le nombre de victimes assassinées pendant le coup d'état, avec des armes de fabrication américaine.

## L'accord de Washington

Malgré la confiance que démontrent plusieurs hauts fonctionnaires de l'Organisation des États Américains (OEA) à propos du respect de l'accord passé entre le président Jean-Bertrand Aristide et les autorités du Congrès avec le consentement des auteurs du coup d'Etat, les jours passaient et la solution du problème restait en suspens.

Cinq mois après le coup d'Etat et alors que l'on comptait plus de huit mille morts, une infinité de blessés de personnes arrêtées et des milliers de réfugiés, il semblait que l'accord signé à Washington qui stipule le retour d'Aristide à la présidence avec pour premier ministre René Théodore de l'opposition, était la solution.

L'accord proposait la création d'un climat de confiance, la restauration de la démocratie et des facilités pour le retour du Président Jean-Bertrand Aristide. Les deux parties reconnaissaient qu'il fallait former un gouvernement d'unité, moyennant un programme élaboré par un premier ministre et le président, en accord avec les partis représentés au Parlement et la sélection conjointe des ministres.

Elles s'engageaient par ailleurs à accorder une attention particulière à l'institution militaire pour la professionnaliser et améliorer ses conditions matérielles et morales de manière à ce qu'elle remplisse sa mission constitutionnelle.

Tout cela ne dépassait pas le stade des intentions. Aussi le gouvernement de facto et les militaires qui l'avaient imposé avaient accueilli cet accord avec peu d'engouement. Il faut dire que ce document n'empêcherait pas le général Raoul Cédras de rester à la tête de l'armée. Par contre, Aristide de son côté n'avait pas cessé de répé-

ter que le général devait quitter l'armée pour être jugé comme un criminel, l'excluant donc de toute amnistie.

L'accord supposait, c'était clair, que Cédras resta, mais il était clair aussi que l'OEA, qui souhaitait devenir la première organisation multinationale qui restaurait pacifiquement la démocratie dans un pays, devrait soutenir le général et exercer des pressions pour qu'il conserva des facultés lui permettant de revenir un jour au pouvoir. Sans tenir compte, bien sûr, de la longue liste de crimes qu'il avait inscrits sur ses états de service. Tandis que les membres du parlement haïtien reconnaissaient que la popularité du président Jean-Bertrand Aristide frôlait de 70%, cependant, son retour au pouvoir avec un puissant premier ministre issu de l'opposition et un chef militaire putschiste, en poste et opposant, risquerait fortement de limiter sa marge d'action.

Le mot démocratie étant très relatif, bien des gens se montrèrent satisfaits des accords. Washington pour sa part s'était empressé de renvoyer son ambassadeur à Port-au-Prince, avant même d'avoir eu connaissance de la réaction de la junte militaire. Il avait décidé en outre d'adoucir l'embargo économique, malgré les critiques sévères émises par le Président Aristide à ce sujet et la déportation de quelque 12 000 réfugiés vers leur terre natale où les attendaient la répression, la prison ou la mort, la chambre ayant essayé en vain de faire révoquer la décision du gouvernement et du tribunal suprême. Bon nombre d'observateurs trouvaient que les États-Unis jouaient peut-être un double jeu et se demandaient jusqu'à quel point ils pouvaient négocier avec un gouvernement illégitime.

Si les "Accords de Washington" étaient respectés, le retour du Président Aristide sans de solides garanties pour sa sécurité serait un pur suicide. Car sans Aristide, de quelle démocratie peut-on parler?

**A Suivre**

*Suite de la page (13)*

Ce n'est pas simplement que Clinton veuille montrer à ses amis capitalistes des façons inventives et novatrices pour faire des profits dans les «marchés émergents». Clinton tente de préserver les intérêts de l'empire américain dans la région.

Comme il le dit lors de l'introduction du président Barack Obama à la plénière de clôture, il est «*profondément reconnaissant que le président ait bien accueilli le développement et le partenariat avec les pays émergents à commencer par Haïti à titre d'intérêt pour la sécurité nationale des États-Unis.*»

En d'autres termes, nous ne devrions pas ignorer le soulèvement et la révolte des anciennes colonies du monde. Nous devrions les embrasser, les entourer, et les amener sous notre influence et notre contrôle. C'est l'essence de la stratégie de la bourgeoisie «éclairée» représentée par Clinton et Obama.

Intriguement, la CGI du 2010 a été clôturée par une allocution de la Première Dame des Etats-Unis Michelle Obama, qui a essentiellement fait appel à des PDG et des ONG présents à embaucher les anciens combattants. «*Tout ce que vous cherchez, qu'il s'agisse d'expertise technique ou de capacité de gestion, si vous essayez de soulever une communauté en difficulté, ou améliorer vos profits, je vous demande de tendre la main et de vous engager à nos anciens combattants militaires et leurs épouses*», dit-elle.

«*Ce serait mieux si les Obama cessaient tout simplement de mener ces guerres qui créent des anciens combattants [tout en les mettant] au chômage*», a réagi Ray Laforest de l'Internationale de soutien à Haïti Network (ISHN), qui a suivi le discours en ligne. «*Cela libérerait de l'argent pour les emplois et les services, non pour la guerre. Et c'est l'erreur fatale de l'approche des Clintons et d'Obama. Ils essaient de sauver le capitalisme en le réformant. L'ensemble du système a besoin d'être mis à la poubelle et remplacé par une société semblable à un des modèles de nos voisins comme Cuba, le Venezuela ou la Bolivie. C'est seulement alors que nous verrons de réelles avancées dans les soins de santé, protection de l'environnement et la qualité de vie pour les pauvres que les CGI prétendent vouloir aider.* »

## A & P Shipping

**THE BEST CARGO FOR HAITI**



**4001 AVE H**  
(CORNER OF EAST 40TH)  
BROOKLYN, NY 11210

**TEL: 347-599-8068**  
**718-421-0101**

**Door To Door In Haiti**  
**Port-au-Prince And**  
**Countrysides**  
**Good Prices**  
**We Deliver Barrels, Boxes,**  
**Trucks, And Cars... Etc.**  
**Every Month In Haiti**

Machines, Camions  
Nou bay bon sèvis  
Nou delivre pòt an pòt  
Pri piyay chak jou  
Ayiti chak mwa  
Nou rapid epi nou garanti  
TEL: 347-599-8068  
718-421-0101



VARIÉTÉ & VIBRATIONS  
RADIO SHOW

AVEC YÉYÉ BOUL

MONDAY-FRIDAY, 3-6 P.M. (EST)

WLQY 1320 AM

WWW.YEYE123.COM

---

CDs, DVDs,  
*Perfumes,*  
**ELECTRONICS,**  
**BIBLES, ETC....**

2 LOCATIONS

13156 NW 7TH AVENUE, MIAMI, FL  
1 NW 54TH STREET, SUITE #3, MIAMI, FL

(305) 305-9393 yeye@yeye123.com

VIBRATIONS BOUL  
YÉYÉ BOUL  
VIBRATIONS STORES

## Gaza : un pêcheur assassiné par les troupes d'occupation



Le cadavre de Mohammed Mansour Bakr

Un nouveau crime a été commis contre les civils palestiniens, ce vendredi 24 septembre 2010, lorsque les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont assassiné un pêcheur palestinien, alors qu'il travaillait avec ses cousins en face de la plage de al-Soudaniya, dans le nord de la ville de Gaza.

Il faut rappeler que des bateaux de guerre israéliens harcèlent quotidiennement les pêcheurs palestiniens en mer et menacent leurs moyens de subsistance, en tirant régulièrement sur leurs bateaux, en les emprisonnant et en leur confisquant leurs outils de pêche.

Selon les enquêtes menées par le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme (PCHR) et le témoignage d'un pêcheur qui se trouvait sur le bateau, à environ 9 heures ce vendredi 24 septembre, Mohammed Mansour Bakr, âgé de 20 ans, et trois de ses cousins, étaient en train de pêcher avec le bateau appartenant à leur famille, face à al-Soudaniya, au nord de la ville de Gaza.

Alors qu'ils étaient à environ 2 kilomètres de la plage et à une distance équivalente de la limite maritime [des eaux territoriales de Gaza], une vedette israélienne s'est approchée, à une distance de 100 mètres et a commencé à tirer lourdement sur le bateau de pêche, sans aucune raison ni avertissement.

Mohammed a été abattu d'une balle au côté droit. Il est tombé à l'intérieur du bateau et s'est mis à perdre son sang, au milieu des cris de ses cousins qui demandaient aux soldats israéliens de cesser le feu et leur disaient que Mohammed avait été blessé. Mais les soldats israéliens ont continué à tirer.

Une dizaine de minutes plus tard, les FOI se sont éloignés, et les pêcheurs ont pu rejoindre la plage, puis transporter leur cousin Kamal à l'hôpital Nasser à Beit Lahia, mais il est décédé.

Le PCHR condamne ce nouveau crime et :

1) demande à la communauté internationale, en particulier aux Hautes Parties contractantes de la quatrième Convention de Genève de 1949, d'intervenir immédiatement et de faire pression sur les forces d'occupation pour que cessent toutes les attaques contre les pêcheurs palestiniens dans la bande de Gaza, et qu'il leur soit permis de naviguer librement et de pêcher dans les eaux territoriales qui sont celles de la bande de Gaza ;

2) demande une intervention immédiate pour que les FOI cessent toutes les formes de violence à l'encontre des pêcheurs par sa marine, y compris terroriser les pêcheurs, tirer sur eux, et confisquer leurs bateaux et leurs outils de pêche.

Info Palestine 27 septembre 2010

## Glissement de terrain meurtrier au Mexique



Le glissement de terrain survenu mardi dans le sud-est du Mexique a fait au moins 7 morts et 100 disparus, a déclaré le gouverneur régional à la radio



Un glissement de terrain a enseveli de 100 à 300 maisons mardi à l'aube dans la région de Oaxaca, dans le sud-est du Mexique en proie à de fortes pluies depuis des semaines, faisant craindre jusqu'à un millier de morts, a annoncé le gouverneur régional.

« Un pan de colline s'est effondré sur une largeur de 200 mètres sur 100 à 300 habitations », a déclaré à la télévision le gouverneur de l'Etat de Oaxaca, Ulises Ruiz.

On craint pour la vie "de 500 à 600 personnes, on parle même de jusqu'à 1.000", a-t-il ajouté.

Donato Vargas, fonctionnaire municipal de Santa Maria Tlahuitoltepec, localité de 10.000 habitants, a pour sa part indiqué que l'on recherchait environ 400 personnes dans le quartier d'El Calvario (le calvaire) où s'est produit le glissement de terrain vers 03h00 locales du matin. « Nous craignons que les personnes disparues ne soient ensevelies à l'intérieur de leurs maisons, car nous les avons déjà cherchées dans les environs », a-t-il déclaré par téléphone à l'AFP.

Vers 09h00 heure locale (14h00 GMT), les équipes de secours n'avaient pas encore atteint le site du glissement de ter-

rain, dans une zone montagneuse détrempée par les pluies torrentielles qui se sont abattues ces dernières semaines sur cette partie du pays, a-t-il encore indiqué. « Nous n'avons pas pu arriver sur place. Des militaires de l'armée de terre, des secouristes et du personnel de santé sont en route », a précisé le gouverneur.

Le Mexique vit actuellement la saison des pluies la plus violente jamais enregistrée dans son histoire, selon le président Felipe Calderon. Des inondations, le passage de l'ouragan Karl puis celui de la tempête tropicale Matthew ont fait une cinquantaine de morts, des centaines de milliers de sinistrés et des milliards de dollars de dégâts depuis un mois dans le sud du pays.

Les voisins du Mexique en Amérique centrale sont également durement touchés, avec un bilan de plus de 300 morts et des milliards de dollars de dégâts depuis le début, en mai, de cette pire saison des pluies depuis 60 ans, selon les prévisionnistes locaux.

Beaucoup de victimes ont péri dans des glissements de terrain similaires à celui survenu à Santa Maria Tlahuitoltepec. Ainsi des coulées de boue ont coûté la

vie à 65 personnes début septembre au Guatemala.

L'Humanité 28 Septembre 2010



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
à New York

## Platini menace Israël



La sélection palestinienne de football

Le président de l'UEFA menace de reconsidérer la qualité de membre d'Israël à l'UEFA, pour violation des réglementations et lois internationales

Le président de l'Union européenne des associations de football (UEFA), le Français Michel Platini a affirmé que les mesures israéliennes vis-à-vis du sport palestinien constituaient une violation des réglementations et lois internationales en

vigueur, susceptible de le pousser à reconsidérer la qualité de membre dont jouit Israël au sein de l'UEFA. « Nous les avons acceptés (les Israéliens) en Europe et leur avons garanti les conditions d'adhésion. Ils doivent respecter le message des lois et réglementations sportives internationales. Faute de quoi, leur présence en Europe n'aura pas lieu d'être », a-t-il martelé. « Je vais peser de tout mon poids pour mettre un terme à la souffrance du joueur palestinien notamment au football et je présenterai cet état de fait au bureau exécutif lors de la prochaine réunion prévue en octobre 2010, d'autant qu'Israël est membre du bureau exécutif », a déclaré M. Platini, lors de sa rencontre avec M. Jibril Rajoub, président de la fédération palestinienne de football et président du comité olympique palestinien, au siège de l'UEFA à Nyon (Suisse).

Platini a insisté sur la nécessité de mettre Israël devant ses responsabilités, réaffirmant son rejet des compromis, car le joueur palestinien a les mêmes droits que les autres joueurs internationaux. « Israël n'a qu'un seul

choix : laisser le sport palestinien se développer ou il doit assumer tout seul les conséquences de son attitude », a-t-il estimé.

L'entretien entre Jibril Rajoub et Platini a porté sur plusieurs points dont le sport palestinien, les mesures israéliennes et la consolidation des infrastructures sportives palestiniennes.

Il a été également question des pratiques israéliennes, notamment, visant à isoler le joueur et le sport palestiniens, des restrictions qui leur sont imposées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine et de l'interdiction d'entrée d'équipements sportifs dans les territoires palestiniens. Israël avait interdit l'entrée d'aides pour favoriser le développement du sport en Palestine, octroyées en juillet 2009 par Platini et qui sont toujours bloquées au niveau des ports israéliens. Platini a écouté un exposé détaillé sur la situation du sport palestinien, et a reçu un rapport des mains de M. Rajoub autour de cette question.

Info Palestine 27 septembre 2010



Radio  
Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025

(718) 693-5100

(718) 693-7806

## La Soirée des Etoiles au Brooklyn Collège



Au cours d'une activité de l'entreprise « 5 Continents » au Marriot hôtel à Brooklyn le 15 Décembre 2007, Maria Jarvelle Gaston, (à gauche) Présidente & CEO de MajaGa Productions, Inc recevant un trophée de Serge Napoléon (à droite)

Par Kerta Georges

Le Samedi 4 Septembre dernier, la salle de théâtre de Brooklyn College (Whitman théâtre) a été le siège d'un événement culturel assez remarquable.

Dans le but de promouvoir la culture haïtienne, Mr. Serge Napoléon de la prestigieuse entreprise « 5 continents » organisa la soirée annuelle de son entreprise. Ce fut une soirée offerte comme un bouquet de souvenirs à la communauté haïtienne et d'outre-mer. Des trophées distribués à divers talents aussi remarquables que variés, faisaient la joie de tout un chacun.

Que d'amour ! Que d'extase ! Je ne saurais rester indifférente à ce spectacle riche en couleurs baptisé « la Soirée des Etoiles » dans laquelle la culture occupait une place de prédilection. Ce fut une réussite totale.

Ça n'arrive pas souvent, et pourtant cela est arrivé. Si le phoenix renaît de ses cendres, depuis 1998, la communauté haïtienne, malgré sa sourde oreille a vu fleurir l'art haïtien. Ne pas évoquer les efforts de Mr. Serge Napoléon pour faire entendre la voix d'Haïti à travers ces artistes, serait un crime de lèse nature.

Depuis quelques bonnes années, en effet, c'est par le biais de son entreprise que cet infatigable amant de la culture universelle, s'attelle à donner à la culture haïtienne un essor vraiment digne de sa valeur, non seulement par l'organisation d'une soirée annuelle devenue une tradition, mais aussi et surtout par l'encouragement qu'il donne

aux artistes à travers une reconnaissance publique.

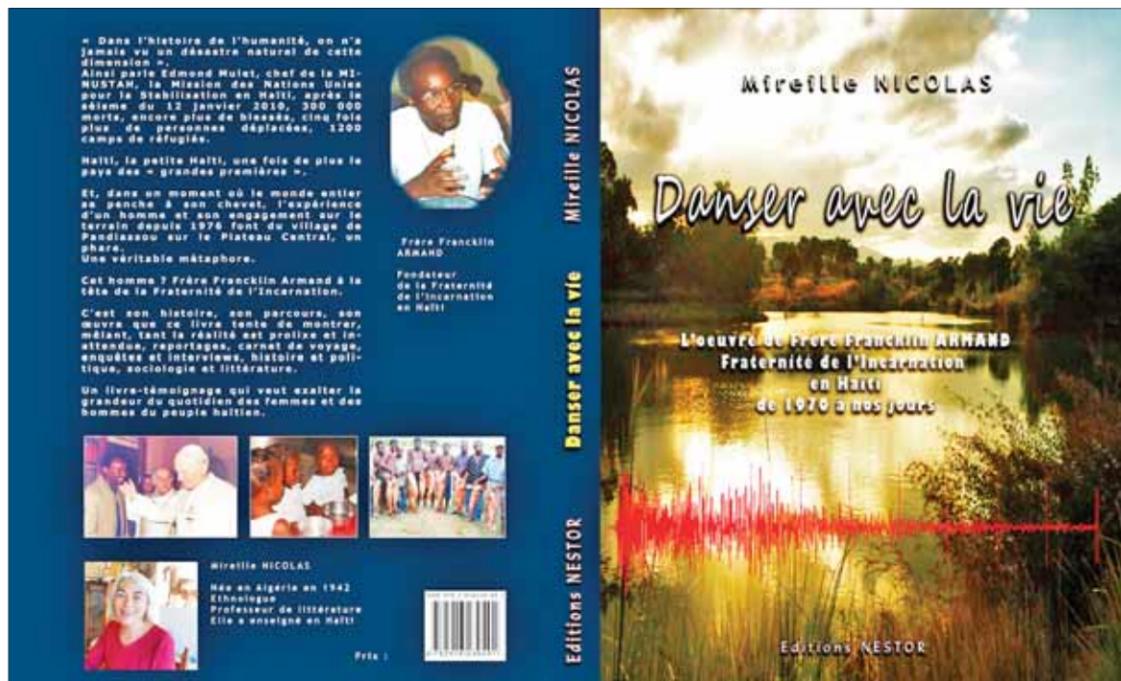
Je ne passerai non plus sous silence la présence toujours remarquée de Mme Rolane Napoléon qui, à chaque fois se tient près de son Mari pour le soutenir dans cette impérieuse tâche. Elle rend une fois encore véridique le dicton qui veut que « Partout où les choses se passionnent, cherche la femme, elle n'est pas loin ».

Malgré vents et marées, ce couple suit de près l'évolution de la culture haïtienne. Encourager l'art, c'est porter très haut le drapeau haïtien. En ce sens, le couple Napoléon est irréprochable. Il a su braver tous les obstacles pour franchir les étapes en distribuant chaque année des trophées de classe aux artistes haïtiens et étrangers. Bravo Mr. Napoléon !

Et que dire de Maitre Joseph M. Champagne dans ses allocutions comme le leader Martin Luther King ? Il trouve des mots qui vous emmènent très loin dans un océan sans frontière. A entendre cet homme d'un verbe et d'une éloquence sans conteste, on a la certitude que l'avenir de la génération montante est bien assuré.

Je remercie le Dr. Muhammed pour avoir pris le temps de montrer qu'il n'est pas indifférent à la cause d'Haïti, cela nous tient bien à cœur L'art dit-on est une œuvre de science, et la science est une sorte de documentation abondante. Il est bon de tenir à l'œil un ambassadeur, surtout s'il est doué de protéger l'art. Pour un coup d'essai, c'est plus qu'un coup de maître. Bravo Mr. Napoléon !

## Un grand livre sur l'œuvre de Frère Francklin ARMAND



Par Jean-Marie GAUTHIER

Qui ne connaît pas Frère Francklin Armand ? Il faudrait être amnésique ou de mauvaise foi pour n'avoir jamais entendu parler de ce grand humaniste, de ce prophète de la trempe de Gandhi, de Nelson Mandela, de Martin L. King. Et pourtant que de gens étrangers feignent de l'ignorer heureusement beaucoup, et de plus en plus, se penchent sur le travail remarquable qu'il a mené en Haïti depuis plus de trente ans ! C'est ce que retrace avec une grande justesse de vue, et dans un style littéraire tout en finesse et en vérité, le livre « **Danser avec la vie** » ; publié aux éditions NESTOR dont le siège est en Guadeloupe. Mireille NICOLAS, auteur du livre, a enseigné en Haïti il y a plus de dix ans. Elle aime et connaît bien ce pays qu'elle a adopté comme une seconde nature. Elle ne connaissait pas la Fraternité de l'Incarnation. Qu'à cela ne tienne ! La voilà d'un coup partie en 2007 à la rencontre du Frère Francklin sur le Plateau Central. Elle voulait n'y rester qu'une quinzaine de jours, elle y est restée plusieurs mois voulant découvrir, comprendre, approfondir, rencontrer de nombreux témoins, s'imprégner de l'histoire, de la vie des gens, consulter et analyser le maximum d'archives. Le résultat est splendide ! Vraiment ! Une œuvre d'art digne de « Jistis » le premier livre de Mireille Nicolas, il y a vingt ans sur les peintures murales en Haïti et qui à l'époque avait fait sensation (ce livre d'ailleurs est une pierre d'angle dans les bibliothèques de nombreuses villes, pas seulement francophones, à travers le monde).

Ce livre « **Danser avec la vie** » raconte l'histoire et l'œuvre époustouflante de Frère Francklin ARMAND qui, à la tête de sa fondation, a pris le parti d'Haïti, des paysans, des « petits », pour leur redonner courage, redonner espoir, et leur permettre de se tenir debout face à l'adversité.

Les initiatives de Frère Francklin font aujourd'hui référence : que ce soit les coopératives paysannes, les centres artisanaux, les lacs collinaires pour enrayer le déboisement si dévastateur, recueillir l'eau et permettre à la faune et à la flore de reprendre ses droits, les écoles, les dispensaires, les petites industries agro-alimentaires. Tout le monde s'y met avec Frère Francklin ! Nul n'est exclu, rejeté ! Toutes les idées pour

permettre aux gens de recouvrer leur dignité sont bonnes à mettre en œuvre. Admirable leçon de vie ! Sublime leçon d'humanité qui fait de l'homme rejeté par la société ou par les aléas de l'histoire, le premier de cordée ! Voilà une initiative haïtiano-haïtienne qui tient debout, qui englobe tout l'homme et qui porte du fruit (et quels fruits !) pour que nul ne soit exclu, pour que le peuple sorte de la misère indigne ! Le séisme si dévastateur en a découragé plus d'un et le monde (plus préoccupé par ses propres analyses pour imposer ses diktats et volontés en matière de reconstruction et d'aide) tarde encore à venir prendre conseil auprès de Francklin qui pourtant dès le lendemain a retroussé ses manches, avec ses Petits Frères et ses Petites Sœurs de l'Incarnation, pour venir en aide sur le terrain dans les endroits les plus meurtris d'Haïti.

Il y a dans cette œuvre de Frère Francklin Armand une grande leçon d'humanité qui nous concerne tous ! La planète dans ses égarements, a certainement à puiser là les solutions de son sauvetage (la conférence de Cochabamba en Bolivie en mai dernier avait fait référence à l'œuvre de ce grand visionnaire).

Frère Francklin voulait coûte que coûte une édition francophone caribéenne pour la sortie de ce « livre-témoin ». Les éditions NESTOR ont saisi la balle au bond afin de faire grandir la fraternité dans la Caraïbe, et à partir de là à travers le monde.

Saluons la sortie de ce livre qui fera date et qui au fil du temps trouvera à coup sûr une place de choix sur nos tables de chevet, sur nos rayons de bibliothèque, sur les planches de nos centres de documentation, dans nos universités et dans toutes nos archives.

Ça commence aujourd'hui ; procurons nous ce livre nous qui voulons faire en sorte que l'humanité aille dans le bon sens, et faisons le lire à nos enfants !

**Jean-Marie GAUTHIER**  
Conseiller Principal d'Éducation  
Au L.P.P. de Blanchet à Basse-Terre, Guadeloupe

**N.B.** Pour nous mettre en mouvement et nous donner un avant goût du livre, permettez que vous soit partagé ce mail personnel reçu de Mireille NICOLAS le 15 août dernier. Tout en nuance et en tendresse ce courriel pointe bien le cœur du livre « **Danser avec la vie** ».

Mon cher Jean-Marie, il était donc presque 4 heures du matin pour moi quand tu m'as laissé ton dernier message. Moi aussi, j'espère pour ce livre (1) ; je n'ai été qu'une sorte de « nègre » comme on dit en français -- je préfère là l'anglais qui dit je crois « ghost writer », l'écrivain fantôme j'ai essayé en tous cas tout en restant moi, de donner la parole à Francklin, pour une cause que nous partageons. Je ne sais si je t'ai dit les premiers mots que nous avons échangés quand il m'a proposé d'écrire. Cela m'a tout de suite intéressée de raconter sa vie et son œuvre ; mais tu le sais, je ne suis pas croyante ; j'ai voulu le lui dire par honnêteté intellectuelle et parce que peut-être, sûrement, cela allait affecter des perceptions. Alors, j'étais là à côté de lui, à sa droite dans un 4x4 chargé qu'il conduisait sur une route défoncée, je n'osais pas lui dire je suis athée, je n'osais répéter le banal je suis agnostique ; alors j'ai dit : « tu sais Francklin, je ne suis pas très...religieuse. » Et lui me regardant bien en face avec son sourire éblouissant et sa petite voix métallique : « Qu'est-ce que ça peut faire, Mireille, puisque c'est Lui qui t'envoie ! » Je n'ai pas osé raconter cela dans le livre, ça ne servirait à rien. J'ai éclaté de rire et j'ai peut-être rétorqué mais n'en suis pas sûre, 1 à 0, Francklin. Je ne sais trop pourquoi je te raconte cela ; parce que moi aussi je tiens fort à ce livre CAR il est celui de Frère Francklin Armand et des pauvres injustement traités en Haïti comme partout ailleurs et que la pauvreté me paraît la plus grande violence dont on parle si peu. J'ai eu la chance de n'en jamais souffrir mais je l'ai vue toute petite en Algérie et mes parents, ma mère surtout, m'a amenée à la voir et à ne pas la supporter pour les autres. En cela j'accepte toutes les religions et la philosophie chrétienne, quoique je ne comprenne pas pourquoi le Christ a dit : « il y aura toujours des pauvres ». Je l'ai demandé à Sr Armelle et à Frère Francklin, qui ne m'ont pas répondu...

J'embrasse toute la famille. A bientôt !

**Mireille N.**  
15.8.10

(1) « **Danser avec la vie** » de Mireille NICOLAS aux éditions NESTOR

Dans toutes les librairies ou [www.editions-nestor.com](http://www.editions-nestor.com)

## Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

La ville de New York regorge de productions culturelles. D'un point à un autre les gens arrivent pour apporter leur contribution à cette foire des arts, de la littérature, des sciences humaines et autres. On a toujours le choix entre un vernissage de peinture et la visite d'un Musée, entre un opéra et une représentation de danse, entre un *jam's session* dans un restaurant et un bon film. À cela il faut ajouter les performances quotidiennes des artistes dans les métros, le théâtre, les œuvres éphémères réalisées par des artistes le long des rues. Placé au centre de tout cela un esthète ou tout autre amateur d'art se retrouve dans l'embarras du choix. Il paraît qu'à New York l'excès de culture veut confirmer la culture.

Il n'en reste pas moins que, dans cette même société et c'est le cas en Occident aujourd'hui encore, on continue à fonder, en dépit d'une sécularisation achevée, la morale publique et le prestige social sur l'opposition entre le travail et la jouissance. Hans Robert Jauss (1972) a pris précisément cette opposition comme point de départ de son apologie en faveur du droit à la jouissance.

Pour démontrer ce que certains pourraient considérer comme une affirmation, il a utilisé l'anecdote que voici. Leo Spitzer, qui, un jour, comme un ami le trouvait assis à son bureau et le saluait de ces mots : « tu travailles ? Mais non, je jouis ! ».

D'entrée de jeu, il ne serait pas mauvais dans ce débat de s'abstenir de commencer par la justification traditionnelle qui veut que : tirer de l'art une jouissance serait *une chose*, et mener une réflexion scientifique, historique ou théorique sérieuse en serait *une autre*.

Hans Robert Jauss, *Kleine Apologie der ästhetischen Erfahrung* (« La Petite Apologie de l'expérience esthétique »), Constance 1972.

### Clin d'œil sur l'actualité artistique et littéraire



Julia Cocuzza

La jeune plasticienne Julia Cocuzza, diplômée du Département des Arts de Brooklyn College, a montré ses toiles le jeudi 23 Septembre dernier. L'exposition a eu lieu au bureau d'une des doyennes de l'institution. Ce fut une occasion pour un public composé de professionnels des arts et d'universitaires de lier connaissance avec la conception du monde de l'artiste. La palette de cette jeune femme qui se cherche,



L'une des toiles de la plasticienne Julia Cocuzza

démontre un savoir-faire véritable de différentes techniques académiques de la Renaissance à nos jours. Mais, au-delà du métier, la créativité qui dégage des tableaux de Julia, annonce déjà la posture d'une artiste véritable. Espérons toutefois que les fruits ne trahiront point la promesse des fleurs.



Les conférenciers et le staff de la Trace Foundation

La Trace Foundation, située à Manhattan, a organisé une conférence débats ce Samedi 25 Septembre autour du thème *Interdependent Diversities : The relationship between language, culture & ecology*. Cette conférence qui a convoqué une trentaine d'universitaires a été animée par Eugene Hunn (Professor Emeritus, Department of Anthropology, University of Washington), qui a traité de La conservation de la Connaissance Traditionnelle de l'Environnement, avec deux études de cas des indigènes d'Amérique du Nord. Le Professeur Nagsal Tenzin Norbu qui enseigne la Langue moderne des Tibétains à Colombia University, a cerné Les Impacts des Changements Culturels sur la Langue au Tibet central. Le professeur Xu Jianchu a parlé de La Résistance du peuple Tibétains au changement global. La Professeure Janet Gyatso de Harvard a eu la tâche de modérer les débats.



Le Talk Show *Magic 9* diffusé tous les Lundis soir sur *Magic Fm* à Port-au-Prince (Haïti) a consacré l'émission de lundi dernier à l'ex-chanteur de Kasav Patrick Saint-Eloi où le critique d'art Prince Guetjens fut invité à analyser la musique de la bande à Jacob Devarieux. Cette émission animée par Tilion en interaction avec d'autres chroniqueurs de radio est connue en Haïti pour son ouverture et sa rigueur dans l'analyse des événements dans le monde du shobiz.

## De la Prose aux Vers

Une Ambition dans le Désert

Un roman écrit par Albert Cossery

Un extrait

C'était dans une ruelle sordide, une vieille maison à la façade écaillée et qui n'offrait aucun indice d'une demeure princière. Shaat, devant son compagnon, repoussa la lourde porte cochère et ils pénétrèrent dans une cour pavée de cailloux multicolores reluisants de propreté. Au milieu d'une bande de parterres mousseux, une large vasque d'albâtre remplie d'eau où surnageaient - comme des brindilles lumineuses - des pétales de fleurs blanches, donnait au décor un air délicieusement rafraîchissant. L'ombre humide, imprégnée d'une odeur de jasmin, avait la douceur d'une oasis après la canicule qui sévissait au-dehors. On eût dit une vision évocatrice de calme et de paix surgie soudain des incantations d'une habile sorcière. Samantar en fut agréablement surpris. Même si la fille qui vivait en ces lieux n'était pas précisément une princesse, elle avait du moins le goût de l'indolence et de la rêverie. Un escalier de pierre dont la rampe de bois verni, servait de support à des plantes grimpantes, reliait la cour à l'appartement. Les deux jeunes gens le gravirent et s'arrêtèrent devant une porte au panneau enjolivé d'arabesques.

Shaat fit résonner une petite clochette suspendue au mur et, très vite, une jeune fille d'environ seize ans, à la mine altière et superbement fardée, vint leur ouvrir la porte. Entièrement nue sous une courte robe de soie écarlate, les seins presque à découvert, elle n'eut aucun réflexe pudique en face des visiteurs, comme si la beauté de son corps parfait la mettait à l'abri de toute souillure. Elle fit à Shaat un sourire de bienvenue, puis s'écarta pour les laisser entrer. Samantar admit que pour cette fois Shaat ne lui avait pas menti : sa description de la fille était exactement conforme au modèle.

Mon âme ! dit Shaat, je te présente mon ami Samantar. C'est un ingénieur diplômé et un éminent savant. - puis se tournant vers Samantar : -- Et voici Tarawa, l'incarnation de tous les pièges de l'amour.

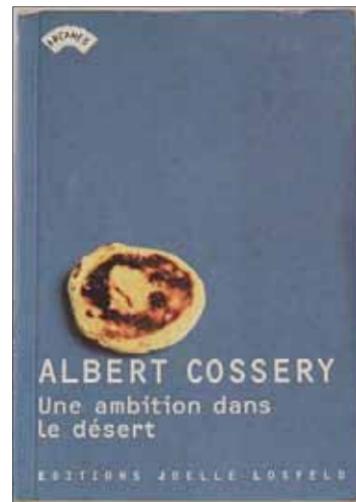
C'est un honneur pour moi et pour ma maison, dit la fille en s'inclinant légèrement devant Samantar.

Je suis confus de cette intrusion, s'excusa le jeune homme. Pardonne à mon audace. Mais j'étais rongé par la curiosité. Shaat m'a tellement parlé de ta beauté que je n'arrivais plus à vivre. Me voilà conquis à mon tour.

C'est une grâce considérable que tu concèdes à mes modestes charmes, répliqua Tarawa. Veuillez t'asseoir, je vais te préparer du café.

Elle disparaît dans ce qui semblait être la cuisine et Samantar eut vaguement conscience de l'avoir déjà vue quelque part, mais il était trop subjugué par la vaniteuse ornementation de la pièce dans laquelle il se trouvait, pour tenter de s'en souvenir. Cette pièce était meublée avec une détermination de confort onéreux, surprenante dans ce quartier particulièrement minable. Sur une natte de paille tressée qui recouvrait entièrement le sol, s'étaient plusieurs tapis somptueusement colorés, produits de l'artisanat local. Des rideaux à ramages s'entrouvraient sur un moucharabieh au bois finement ciselé, donnant sur la rue et d'où filtrait avec parcimonie l'implacable luminosité du ciel. Une grosse lampe à pétrole dotée d'un abat-jour aux bords agrémentés de fausses perles, était posée sur une table basse, près d'un lit de parade garni d'une moustiquaire et d'un édredon en satin rose. Fixée sur l'un des murs, s'étendait une longue fresque peinte sur étoffe et représentant un épisode légendaire inspiré des luttes tribales qui ravagèrent jadis la péninsule. Une étagère de métal argenté supportait des boîtes et des cendriers de nacre, ainsi que de nombreux coquillages de forme et de taille différentes qui avaient dans la pénombre des chatoiements d'objets précieux. Dans un coin, un phonographe avec son énorme pavillon doré trônait tel un monstre, veillant à la garde de toute cette luxueuse pacotille.

Shaat s'était assis sans façon sur le lit, jambes repliées, et s'amusait à observer l'air intrigué de Samantar qu'il supposait dû à l'extraordinaire beauté de la fille. À un signe de son camarade, il comprit que celui-ci ne songeait qu'à mener son enquête et qu'il voulait profiter de l'absence de Tarawa pour se rendre sur les lieux du délit. L'empressement de sa victime à tomber dans le piège qu'il lui avait tendu, redoubla sa bonne humeur et il indiqua du doigt un sombre couloir qui s'ouvrait au bout de



la pièce. Samantar jeta d'abord un regard vers la cuisine d'où parvenait le bruit du réchaud à gaz, puis d'un pas hésitant, il s'engouffra dans le couloir.

Shaat se sentait fier d'avoir réussi à neutraliser les soupçons de Samantar par l'amorce d'une piste qui ne pouvait le conduire au mieux que dans un lit de stupre, car la belle Tarawa, malgré ses manières excellentes et ses appas charnels estimés, au poids de l'or, n'était pas moins une vulgaire prostituée. C'était lui qui avait mis la veille le paquet de tracts dans les cabinets de la maison de sa maîtresse, sachant fort bien que Samantar n'arriverait jamais à tirer quoi que ce soit de la jeune fille, laquelle possédait des dons indéniables en galanterie, mais par contre était analphabète et intégralement ignare en politique.

Quand Samantar revint dans la pièce, il tenait à la main une feuille imprimée qu'il plia et glissa furtivement dans la poche de sa chemise. Il avait une attitude grave et semblait en proie à une intense activité cérébrale.

Tu es satisfait ? questionna Shaat.

Je ne sais quoi penser. Cette fille ne me paraît guère du type à s'engager dans une révolution, ni dans n'importe quelle autre entreprise en dehors de l'amour. Est-ce qu'elle reçoit beaucoup de monde ?

Elle ne m'a jamais parlé de ses admirateurs, mais je ne suis pas fatigué au point de me croire l'unique privilégié. Une fille si belle et si neuve ne peut laisser indifférents même des aveugles. Il est facile d'imaginer la horde d'obsédés sexuels qui vient journellement frapper à sa porte. Qu'est-ce que tu comptes faire ?

## L'ART ET SON HISTOIRE

### L'Art des Chasseurs

Avant de fermer la période des Chasseurs nous tenterons ici d'interroger la manière de déterminer les époques et ensuite de passer en revue les différents moments que nous avons vus jusqu'ici. C'est au 19<sup>ème</sup> siècle qu'on commence à se rendre compte de la longue période qui s'était déroulée avant les plus anciens témoignages écrits, c'est-à-dire avant le 3<sup>ème</sup> millénaire au Proche-Orient et plus tardivement ailleurs.

On applique la même méthode de classification utilisée pour le classement des outils, en désignant

trois âges chronologiques : l'âge de la pierre, l'âge du bronze et l'âge du fer. On subdivisera ensuite l'âge de la pierre en Paléolithique, Mésolithique et Néolithique. Plus récemment, la méthode de datation du carbone 14, ainsi que d'autres expériences scientifiques ont rendu possible la datation des objets les plus anciens avec plus de précision.

Dans le prochain numéro, nous introduirons l'art des cavernes. Mais juste avant, il est important de faire un bref rappel du chemin que nous avons parcouru ensemble, depuis le début. Dans le préambule,

nous avons tenté de définir le mot art, à la fois impérieux et complexe. Nous avons compris aussi que toute tentative de le définir en dehors du fait qu'il soit une activité de création était vouée à l'échec.

Ensuite nous avons revisité les temps préhistoriques à partir des techniques manuelles qui ont permis à la race humaine de « dominer » son environnement. Et dans la période de l'art des chasseurs l'espèce a entamé sa longue initiation dans la création artistique, les premiers œuvres furent des sculptures, des sculptures naturalistes représentant des femmes.

# Regards Critiques

## Nicolas Foster Bécourt : des lignes qui suggèrent

Pendant tout le mois de Septembre (du 9 au 28) les œuvres récentes du peintre Français Nicolas Foster Bécourt sont exposées à Café Noir, une galerie chic de Manhattan. Une douzaine de tableaux, des *Nus*, sont montrés dans le cadre de cette exposition.

De 1982, quand il est diplômé de l'École Nationale Supérieure des Beaux-arts de Paris, date à laquelle il a obtenu le Prix (Salon de Vanve) (1), la palette a butiné un peu partout à travers les écoles pour devenir aujourd'hui une valeur sûre du métier et aussi un créateur tributaire des lignes, de la lumière, de la forme et des couleurs.

Ce qui frappe du premier coup chez Nicolas Foster, c'est d'abord une maîtrise des techniques, ensuite sa capacité à transcender, à extrapoler sur des formes et surtout sa facilité à organiser l'espace en se servant des lignes comme des outils d'architecture.

Les toiles ne sont pas présentées dans des encadrements ou autres artifices. Elles sont là, nues comme les figures portées par elles et leur espace est délimité par la neutralité des murs qui à leur tour les portent.

D'emblée, l'artiste



Les toiles ne sont pas présentées dans des encadrements ou autres artifices. Elles sont là, nues comme les figures portées par elles et leur espace est délimité par la neutralité des murs qui à leur tour les portent

a compris que l'érotisme abdiquait toute sa puissance quand on le voyait exclusivement à la lentille de l'intellect, parce qu'il a surtout besoin du corps. Dans cette écriture qui fait l'apologie de l'érotisme, la couleur est au service de la ligne (pas l'inverse) et par moments on peut avoir l'impression qu'elle est utilisée uniquement pour renforcer ou atténuer la lumière. Ce n'est pas la

couleur toute-puissante qui règne sans partage dans l'univers pictural d'un Pollock, mais ici elle perd par moments son autonomie au profit de l'orientation de la ligne dont le crayon coordonne la destinée.

Les *Nus* de Nicolas sont plutôt bavards et semblent faire le jeu d'un érotisme un peu fragile. Ils sont pareils à l'image floue qui nous vient du brouillard, et menacée



Les toiles ne sont pas présentées dans des encadrements ou autres artifices. Elles sont là, nues comme les figures portées par elles et leur espace est délimité par la neutralité des murs qui à leur tour les portent

de disparaître d'un simple clignement de l'œil. Il faut la bonne distance par rapport à l'objet pour l'effleurer sans l'effriter, le poursuivre sans vouloir vraiment l'attraper. Au-delà de leur mission de construire les formes, les lignes de Nicolas suggèrent. À ce moment, la suggestion devient comme l'éclairage que l'on veut assez claire pour entrevoir, mais assez sombre pour garder l'excitation du mystère. Dans la mesure ou la suggestion dans la peinture érotique, c'est la bonne distance, la mesure entre ce que l'artiste expose et ce que les spectateurs supposent.

Un peu comme Egon Schiele, l'artiste donne parfois dans la transgression de l'interdit en jetant un coup de lumière sur la cambrure provocatrice des reins d'une femme écarlate, dont l'odeur de la jouissance peut être perçue en s'y approchant. Nicolas n'hésite pas non plus à se risquer dans des clichés ; figures qui ne

revendiquent aucune originalité.

Depuis G. Bataille, tous s'accordent pour dire que l'érotisme est représentation, cérémonie et parfois rituel. La mise en scène est ce qui permet à l'œuvre de pénétrer dans l'imagination des spectateurs. Dans le cas bien précis d'un tableau érotique, il doit suggérer une suite sans la dévoiler. Ainsi l'œuvre représente l'objet et la mise en scène l'invitation au fantasme, l'appel à l'imagination de ce qui s'adresse intimement aux référents des spectateurs. L'érotisme prend parfois la forme d'un thème ou d'un courant artistique, mais il est toujours une discipline en soi et fait partie de chaque processus artistique même s'il n'en est pas toujours le produit.

Les *Nus* de Nicolas font partie

des œuvres d'art capables de réorienter la vision traditionnelle de l'art sur le dépassement de la raison et la transgression des limites. L'art est en soi une révolte contre le monde profane du travail, dominé par le projet et l'accumulation du gain. Dans ce « règne de la chose », des brèches doivent s'ouvrir comme autant de passages vers notre intimité perdue. Les toiles de Nicolas sont disponibles au *Café Noir* jusqu'à la fin du mois: elles valent le détour.

1. CV : Nicolas Foster Bécourt, présenté au vernissage

Prince Guetjens  
Critique

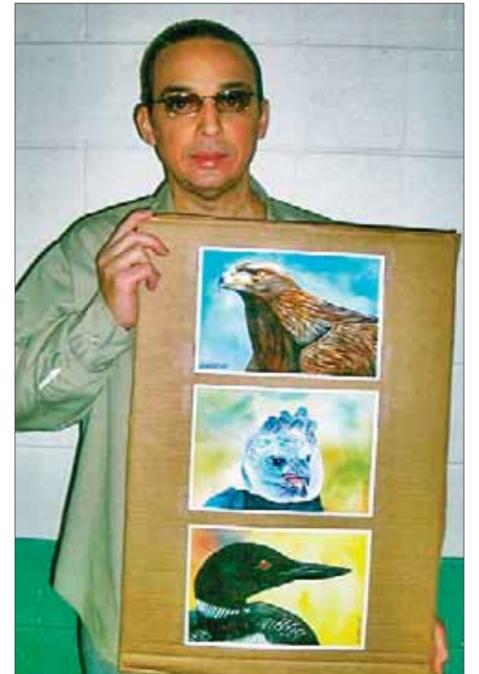
## Lettre d'Antonio Guerrero depuis le pénitencier

Par Lou Florian

Aux participants de l'exposition CUB@RTE

Alors que je peignais les Oiseaux d'Amérique, lors d'une fermeture totale de la prison qui a duré presque un an, suite à un grave incident dont ma mère et ma sœur furent en partie témoins, dans une autre prison éloignée de la mienne, un petit oiseau qui ne pouvait pas voler fut remis entre les mains d'un prisonnier. Je vous invite à apprendre l'histoire de Gerardo Hernandez et de ce petit oiseau qu'il avait appelé Cardenal - Cardinal. Je vous invite à apprendre la cruelle histoire de sa séparation d'avec sa jeune épouse, qui dure depuis plus de douze ans. Je vous invite à apprendre les condamnations et les sentences injustes qui lui ont été imposées. Je vous invite à apprendre comment René Gonzalez a été séparé de ses filles et de sa femme, à apprendre pourquoi Ramon Labafino a dû voir grandir ses filles de loin, à apprendre pour quelles raisons Fernando Gonzalez a dû se marier en prison. En connaissant leurs histoires, vous connaîtrez la mienne, durant ce long séjour en prison, que nous avons passé en grande partie dans un isolement total dans des cellules de châtiement.

C'est pour cela que ces oiseaux représentent les Cinq, représentent l'unité que nous savons possible entre tous les peuples du monde pour qu'il n'y ait plus de guerres et que règne la paix, pour qu'il n'y ait plus de terrorisme et que nous vivions dans la tranquillité, pour qu'il n'y ait plus de blo-



Le peintre et poète cubain Antonio Guerrero emprisonné aux Etats-Unis

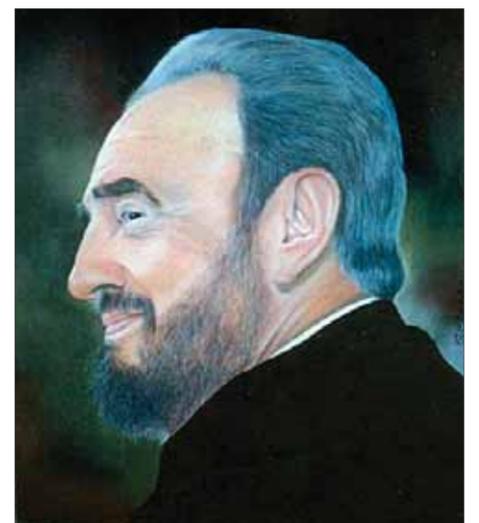
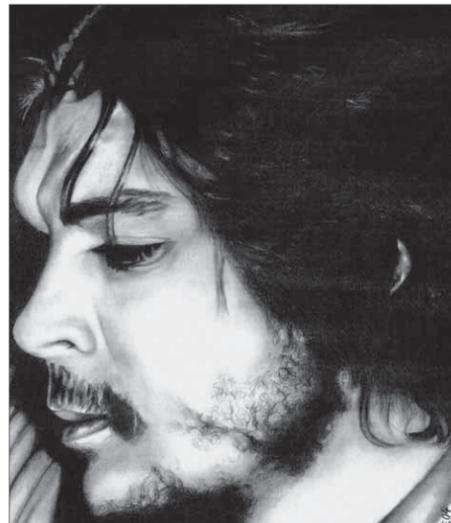
cus à cause desquels meurent des enfants d'une maladie bénigne que l'on pourrait soigner, pour que les richesses soient distribuées avec équité et qu'une fois pour toutes finissent la faim et la pauvreté pour des millions d'êtres humains.

Nous continuerons à créer. « La vérité exige l'art. Seul triomphe ce qui est beau ».

Cinq saluts et cinq accolades.

Merci beaucoup.

Antonio Guerrero Rodríguez, FCI Florence  
21 septembre 2010



Deux autres peintures d'Antonio Guerrero



# TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



**VM TRUCKING LLC.**  
**IS YOUR CONNECTION TO HAITI**

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE, VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

**• ONE CALL DOES IT ALL •**

**BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES**

**WE WILL BEAT THE COMPETITION**

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT  
**(973) 690-5363**

Fax: (973) 690-5364  
Email: solutions@vmtrucking.com

**www.vmtrucking.com**